



Mémoire

Présenté par

**DAGBA, Kinmalia Anicette
Armelle**

**CENTRE D'ETUDES DES SCIENCES
ET TECHNIQUES DE
L'INFORMATION DAKAR
(SENEGAL) CESTI**

**Rôle et impact de l'audiovisuel national dans la crise
politique de 1997 à 2002 au Congo Brazzaville**

Année académique : Novembre 2009





UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP



Centre d'Etudes des Sciences et Techniques

De l'Information – Dakar (Sénégal)

CESTI

MEMOIRE DE MAITRISE



**Rôle et Impact de l'Audiovisuel
National dans la crise politique de
1997 à 2002 au Congo Brazzaville**

Présenté par :

Kinmalia Anicette Armelle DAGBA

Sous la direction de :

Eugénie Rokhaya AW NDIAYE

Avec l'encadrement de :

Ludovic Robert MIYOUNA

Novembre 2009

REMERCIEMENTS

- Une reconnaissance particulière à l'endroit de ma directrice de mémoire, Mme AW NDIAYE Eugénie Rokhaya qui, malgré ses multiples occupations, a accepté de m'encadrer et de guider mes pas dans cet univers de la recherche scientifique qui, jusqu'alors m'était inconnu. Vos observations, critiques et conseils m'ont été d'une aide précieuse.
- Merci à vous aussi, Professeur Ludovic Miyouna N'tétani pour avoir été ma lanterne à Brazzaville. Tel un boy scout, vous avez été présent, sacrifiant même vos heures de travail pour m'ouvrir les portes du monde journalistique congolais, habituellement hermétique à toute personne étrangère. Sans vous, je ne sais ce que l'enquête de terrain serait devenue.
- A Mon professeur de méthodologie de la recherche Saïdou Dia et au Directeur des études du CESTI, Dominique Mendy. Merci pour votre disponibilité et votre générosité.
- A Messieurs Youssoupha Gueye, Conservateur de la médiathèque, Mouminy Camara, encadreur au CESTI, et à Mesdames Tacko Fall Wade et Anna Sow Lalyre, secrétaires de la directrice, merci infiniment pour vos conseils.
- A Wolde Saugeron, Charles Sanchez et Ibrahima Tounkara du bureau régional CICR de Dakar ainsi qu'à Serge Mongolo de la croix rouge congolaise pour leurs multiples conseils et encouragements.
- Au personnel du CNDIST de Brazzaville. Merci pour votre sympathie et votre disponibilité.
- A ceux qui me font encore croire aux valeurs de la famille, Monsieur DAGBA Désiré, son épouse et ses enfants. Merci pour cette chaleur humaine que vous me procurez et qui me pousse à toujours aller de l'avant.
- A Sévérine ADJINAKOU DAGBA, ma mère. Sans oublier mes frères et sœurs Bernice, Ghislaine, Brice, Roselyne, Melone, Christelle et Simonette. Merci pour votre amour et pour tous les sacrifices consentis.
- A Rudolph, Hyppolite, Pierre Paul, Blaise, Léon, Souley, Sikirath, Léonce, Abdon, Alain, Patrick, David, Elisabeth, Cossi, John, Dieyna et Oscar pour votre compagnonnage fraternel et votre solidarité, Merci.
- A ma communauté priante de Saint Dominique et au groupe Solagnon. Soyez bénis pour votre marque de sympathie et surtout pour vos prières.

Dédicaces

- ❖ A toi Papa qui, du haut du firmament, m'apporte soutien et réconfort. Jamais, je ne t'oublierai !
- ❖ A Jérôme AZAGOUN, mon ami et frère trop tôt disparu et à Didier FALADE, mon conseiller professionnel parti plus tôt qu'espéré, vos conseils demeureront à jamais gravés dans mon cœur et s'exprimeront à travers mes actes !
- ❖ A vous, multiples inconnus, enfants et femmes, jeunes et adultes qui êtes tombés, martyrs d'une guerre dont vous ignorez les tenants et les aboutissants, afin que plus jamais ne soient sacrifiées des vies innocentes, que le dialogue et la paix soient érigés en code de conduite et que la désinformation et la propagande, comme armes de guerre, disparaissent des médias !

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Sommaire

Abréviations	4
Introduction	6
1-1- Problématique.....	9
1-1- 1-Problème de recherche.....	12
1-1-2 Définition des concepts et revue de littérature.....	13
1-2- Cadre théorique et méthodologie.....	22
1-2-1- Cadre théorique.....	22
1-2-2- Méthodologie.....	24
1^{ère} partie: Historique du conflit à Brazzaville	28
Chapitre 1 : Origines et Causes des conflits à Brazzaville	28
1-1- Origines.....	29
1-1-1- Rappel historique.....	29
1-1-1-1 Situation socioéconomique.....	31
1-1-1-2 Causes.....	34
1-1-1-1- Les accords politico-ethniques.....	35
1-1-1-2- La détérioration du tissu social.....	37

Chapitre 2 : Etat des lieux de l'audiovisuel national congolais.....	38
2-1- Statuts et lignes éditoriales.....	41
2-1-1- Statuts.....	41
2-1-2- Lignes éditoriales.....	43
2-1-2-1 Profil des travailleurs.....	45
2-1-2-2- Coursus professionnel.....	45
2-2-2-1- Origine géographique, ethnique et politique.....	48
2^{ème} partie : Les médias entre information et propagande.....	51
Chapitre 1 : Les médias et les populations dans les conflits de Brazzaville....	51
1-1- La perception du travail de l'audiovisuel national par les populations brazzavilloises.....	51
1-2- Médias et populations, un jeu d'influence ?	52
Chapitre 2: Les médias et les professionnels dans les conflits de Brazzaville.	58
2-1- Médias comme relais de propagande.....	59
2-1-1- Analyse de contenus des enquêtes.....	61
2-1-1-1- Résumé d'images et de documents d'archives.....	61
2-1-1-2- Dépouillement des fiches d'enquête.....	65

2-1-2- Avis des professionnels.....	75
2-1-2-1- Les médias comme éléments d'information.....	77
2-1-2-2- Analyse de contenus d'enquête.....	78
2-2-2-1-Avis des professionnels.....	78
3^e partie : De la crédibilité des médias nationaux.....	80
Chapitre 1 : Médias étrangers contre médias nationaux.....	81
1-1- Médias français, des médias situés ?	81
1-2- Médias congolais, restructuration et formation.....	86
Chapitre 2 : Voies pour la recherche.....	91
2-1- Journalisme classique pour que force reste à l'impartialité de la presse.....	92
2-2- Journalisme proactif pour la résolution des conflits.....	93
Conclusion.....	97
Références bibliographiques.....	100
Annexes.....	103

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

43e BIMA : 43e bataillon d'infanterie maritime, base militaire française à Abidjan. Les jeunes patriotes ont appelé leurs compatriotes à «déloger les Français de l'aéroport d'Abidjan et de la base militaire du 43ème Bima».

AEF : Afrique Equatoriale Française.

AITV/RFO : Agence internationale d'images et de télévision.

AMOCO : American Oil Company.

BBC : British Broadcasting Corporation.

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale.

CFI : Canal France International.

CICR : Comité International de la Croix Rouge.

DRTV : Digital Radio Télévision.

DVD : Digital Versatile Disc.

EBAD : Ecole de Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

EME : Editions Modulaires Européennes.

FAZ : Forces Armées Zaïroises.

FDU : Forces Démocratiques Unies.

FMI : Fonds Monétaire International.

GRIP : Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité.

INA : Institut National de l'Audiovisuel, première banque d'archives numérisées en Europe.

JMNR : Jeunesse du Mouvement National de la Révolution.

LCI : La Chaîne Info.

MAG, R4 : Armes de guerre.

MCDDI : Mouvement Congolais pour la Démocratie et le Développement Intégral.

OXY : Compagnie pétrolière américaine.

PCT : Parti Congolais du Travail.

RDC : République Démocratique du Congo, ex Zaïre.

RFI : Radio France International.

RTC : Radiodiffusion-Télévision Congolaise.

RTI : Radio Télévision Ivoirienne.

SORAFOM : Société de Radiodiffusion de la France d'Outre Mer.

STC : Département des sciences et techniques de la communication de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville.

TV5 : Chaîne de télévision française.

UPADS : Union Panafricaine pour la Démocratie Sociale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION

«L'élection présidentielle prévue au Congo-Brazzaville en Juillet 1997 déclenche la guerre civile entre les deux prétendants. Milices (Zoulous) du Président sortant Pascal Lissouba contre milices (Cobras) du général Denis Sassou-Nguesso ; quant aux milices (Ninjas) du maire de la capitale, Bernard Kolélas, elles vont d'abord compter les points»¹. Cette nouvelle guerre civile intervient après celle de 1993 et de 1994 qui a décimé la population de Brazzaville, «terrain privilégié des affrontements rassemblant près d'un tiers de la population congolaise». Elle porte une fois de plus «sur les problèmes politiques non résolus depuis l'indépendance» du pays en 1960. Accalmie, reprise des violences, tel sera le cycle de la vie socio politique du Congo-Brazzaville jusqu'en 2002 où, après deux guerres civiles et une période de transition, Denis Sassou-Nguesso sera élu. Dans ce climat pré électoral particulier, tous les moyens sont bons pour s'attirer la sympathie de la population et, surtout, affaiblir et décrédibiliser le camp adverse.

Dans un espace continental africain où les conflits sont récurrents et où, il est souvent observé une proximité entre les organes de presse et certaines figures politiques ou économiques, la presse constitue, par moments et par endroits, un maillon puissant dans cette joute verbale et idéologique à laquelle se livrent les partis politiques. Car, comme le signale si bien Marie Soleil Frère², «en temps de guerre, l'information se révèle une arme puissante aux effets dévastateurs»³. Et cela pose avec acuité le problème de l'objectivité des médias en période de crise et se résume aux interrogations suivantes : «les médias peuvent-ils être neutres quand ils couvrent un conflit? Le journaliste est-il, en temps de crise, un simple observateur ou un acteur à part entière?»⁴. Mieux, le journaliste se fait-il un «médiateur professionnel»⁵ en accordant de façon équilibrée la parole à toutes les parties

¹ P. SONI- BENGA, *Les dessous de la guerre du Congo-Brazzaville*, Paris, L'Harmattan, 1998.

² Chercheure du Fonds National de la Recherche Scientifique de l'Université Libre de Bruxelles, experte associée à l'Institut Panos Paris.

³ M-S. FRERE, *Afrique centrale médias et conflits : vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Paris, Complexe, 2005.

⁴ Ibidem.

⁵ Ibidem, p.16.

allant dans le sens de la pacification? Ou s'inscrit-il dans une logique partisane, légitimant de fait l'exemple de la radio Mille Collines du Rwanda perçue par Reporters sans Frontières et associés⁶ comme «médias du génocide»⁷ ?

En effet, considérés par l'opinion publique comme quatrième pouvoir après le législatif, l'exécutif et le judiciaire, les médias ont pour mission de jouer le rôle de la sentinelle qui, de sa tour de guet, veille au bon fonctionnement de la cité. Un idéal qui n'a de raison d'être que dans un espace étatique où les notions de démocratie, de liberté de la presse, d'éthique et de déontologie des médias sont bien comprises et acceptées par les divers acteurs de la société.

L'exemple de Brazzaville servira à analyser le comportement type des journalistes, des animateurs, des rédacteurs en chef, des directeurs de publications et des patrons de presse pendant les crises de 1997 et de 1998 à 2002 pour en évaluer les répercussions sur le public. En d'autres termes, constater si les médias s'en tiennent à leur rôle d'information ou si pour quelque raison inavouée ils se mettent à la propagande prenant parti ou fait pour quelque frange sur certaines questions et quelles conséquences cela pourrait avoir sur les populations. Les raisons qui poussent les médias et leurs acteurs à choisir de s'en tenir aux règles de leur profession que sont l'éthique et la déontologie, plus particulièrement en période de crise, ou de les fouler aux pieds nous intéressent. Il en est de même des raisons qui guident les choix d'un auditeur ou d'un téléspectateur à suivre un média au lieu de tel autre.

Le présent mémoire s'évertuera donc à analyser les contenus médiatiques des organes de presse locaux dans les crises politiques qui ont secoué le Congo Brazzaville de Juin 1997 à Juin 2002. Et puisqu'en termes de message véhiculé, il y a l'émetteur et le récepteur, nous pousserons notre curiosité à analyser l'effet créé par ce message «particulier» sur la société. Un travail donc qui aura pour but essentiel de situer la

⁶ J-P CHRETIEN, Reporters sans Frontières, Rwanda : Les médias du génocide, Paris, Karthala, 1995.

⁷ J-P CHRETIEN, ibidem.

responsabilité des médias brazzavillois dans la crise et le retour à la paix observé au Congo
Brazzaville entre 1997 et 2002.

Le travail sera articulé en trois grandes parties, l' «historique du conflit», «les médias
entre propagande et information» et «de la crédibilité des médias nationaux».

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1-1- Problématique

Pays de l'Afrique Centrale limité par le Cameroun, la Centrafrique, l'Angola, la République Démocratique du Congo, le Gabon et la Côte Atlantique avec une superficie de 342 000 km², le Congo, avec ses 4 millions d'habitants est un des pays les plus fertiles du continent. Sa population compte une soixantaine d'ethnies, parmi lesquelles les Bakongos qui sont les plus nombreux (51,5 %), suivis par les Tékés (17,3 %) et les Mboshis (11,5 %) ⁸. Découvert en 1492 par l'explorateur portugais Diego Cao, puis visité pour la première fois par une puissance étrangère à la fin du 19^e siècle par l'explorateur franco italien Pierre Savorgnan de Brazza, le pays accède à la souveraineté nationale le 15 Août 1960. S'ensuit une série de coups d'Etat et d'assassinats politiques jusqu'à la conférence nationale souveraine du 15 Février au 10 Juin 1991 qui marque l'ouverture démocratique du pays. Un an après, suite à des élections libres, le fauteuil présidentiel passe de Denis Sassou Nguesso à Pascal Lissouba. Mais très vite, les vieilles querelles refont surface. Trois guerres civiles en l'espace de 10 ans, avec pour théâtre premier Brazzaville, la capitale administrative : 1993, 1997, 1998-1999. Mais si la première a été assez vite maîtrisée grâce à des négociations avec les parties en conflit, celle de 1997 prendra une toute autre allure. Elle est déclenchée dans un contexte pré-électoral. Les milices des deux prétendants, le président sortant Pascal Lissouba et l'ancien président Denis Sassou Nguesso s'affrontent. Ce qui était la guerre de Brazzaville s'étend au reste du pays, excepté la zone pétrolière. L'élément déclencheur est « l'encercllement puis le bombardement de la résidence privée de Sassou Nguesso, président des forces démocratiques unies (FDU) par des engins blindés des forces armées congolaises » ⁹. Un conflit à rebondissements dans lequel les populations du Nord et celles du Sud s'alignent chacune derrière le fils du terroir pour éliminer l'autre qui serait responsable de la pauvreté et de l'insécurité qui règnent dans le pays. Les médias de l'audiovisuel public sont accusés de faire la part belle au gouvernement. L'opposition se donne aussi les moyens de riposter en créant une télévision et une radio pirates avec pour objectif de discréditer le

⁸ <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/congo.htm>

⁹ P. SONI-BENGA, *Les dessous de la guerre du Congo-Brazzaville*, Paris, L'Harmattan, 1998.

pouvoir en place, remonter le moral des troupes au front et informer la population sur l'avancée de la milice. Injures, mensonges, propagande, tout y passe. Pour certains, ces médias ne sont rien d'autre que le prototype des «médias de la haine» du Rwanda qui ont été à l'origine du génocide rwandais.

En effet, trois ans plus tôt, d'Avril à Juillet 1994, près d'un million de Tutsis et de Hutus modérés ont été massacrés dans une folie meurtrière. A la base de ce génocide, la «Radio Libre des Mille Collines» et quelques autres médias qui ont tissé les fils de la haine et de l'intolérance au sein de la communauté. Une haine tenue à l'égard du tutsi qui est un moins que rien, une vermine, un «cafard» qu'il faut nécessairement écraser. Avec la «Radio nationale du Rwanda», le journal «Kangura», et la «Radio-Télévision Libre des Mille collines» dont «le rôle a été décisif dans les massacres puis l'exode des Rwandais»¹⁰ et où «la presse était considérée comme une arme, au même titre que les kalachnikov, R4 et autres MAG, pour gagner la guerre»¹¹ on est édifié sur la complexité du rôle des médias en période de conflit. Une presse partisane «qui a psychologiquement accompagné et justifié le génocide perpétré contre la communauté tutsi et qui a coûté la vie à plusieurs centaines de milliers de Rwandais»¹².

En Afrique de l'Ouest, c'est la Côte d'Ivoire qui prend le relais et qui s'embrace le 19 Septembre 2002. Le concept d'«ivoirité» apparaît dans le langage courant et est véhiculé par un certain nombre de médias publics et privés pour faire porter la responsabilité de tous les maux du pays à celui-là, l'«étranger envahisseur» qui est en train de semer le désordre et qui n'a sa place nulle part ici.

Pour exemple, «lorsque l'*Alliance des jeunes patriotes* qui expose explicitement son idéologie raciste envoie ses troupes piller de nombreux biens immobiliers, le message est relayé par les médias d'État (radio, télé) mais aussi des journaux comme *Le Courrier d'Abidjan*¹³ ou *Notre Voie*¹⁴ »¹⁵. Des appels à la résistance se font sur les chaînes publiques

¹⁰ JP. CHRETIEN, opus cité, p 78.

¹¹ Ibidem, p 77.

¹² R. De La BROUSSE, *Les médias de la haine*, Paris, La Découverte, 1995.

¹³ Quotidien ivoirien proche du FPI de Laurent Gbagbo.

pour soutenir et constituer un bouclier humain autour de Laurent Gbagbo. C'est ainsi que sur les antennes de RTI et TV2, le 6 Novembre 2004, Charles Blé Goudé¹⁶ s'exprimait : « Si vous êtes en train de manger, arrêtez-vous. Si vous dormez, réveillez vous. Tous à l'aéroport, au 43ème Bima. L'heure est venue de choisir entre mourir dans la honte ou dans la dignité¹⁷. Une incitation à la violence à l'encontre des Français, allègrement diffusée sur les ondes nationales prises en otage par les «loyalistes». Et pendant ce temps, les entrées sont filtrées et interdites à tout journaliste suspecté de ne pas partager le point de vue des «jeunes patriotes».

La presse d'opposition, à l'exemple du Patriote¹⁸, accusée de pratiquer un «journalisme de poubelle» par «absence de patriotisme» et qui traite la mouvance de tous les noms voit elle ses locaux mis à sac.

Et c'est fort de cela que Stephen Smith, journaliste au quotidien français «Le Monde», signale que sur fond de «prévarication, chantage, menaces et appels à la haine, une bonne partie de la presse ivoirienne jouait avec le feu». ¹⁹Pour preuve, le concept d'«ivoirité» défendu sur fond de xénophobie par certains organes de presse qui agissant en soldats, prennent clairement position pour l'écrasement militaire des «ex-rebelles» et se comportent en agents de propagande au service des autorités.

De tous ces exemples de conflits où le rôle de la presse a été avéré et vérifié, celui du Congo Brazzaville retient notre attention du fait de l'absence de réflexion et donc de documentation sur le sujet. Ce qui n'est pas le cas du Rwanda et de la Côte d'Ivoire où le sujet a été abordé sous de nombreux angles. Car, le Congo Brazzaville, caractérisé par

¹⁴ Quotidien ivoirien proche du FPI de Laurent Gbagbo.

¹⁵ http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_politico-militaire_en_Côte_d'Ivoire

¹⁶ Fondateur de l'alliance des jeunes patriotes qui apporte son soutien au président Laurent Gbagbo et joue un rôle important et controversé durant toute la durée de cette crise. Il est condamné par l'ONU le 7 février 2006 pour « déclarations publiques répétées préconisant la violence contre les installations et le personnel des Nations Unies, et contre les étrangers; direction et participation à des actes de violence commis par des milices de rue, y compris des voies de fait, des viols et des exécutions extrajudiciaires; intimidation du personnel de l'ONU, du Groupe de travail international (GTI), de l'opposition politique et de la presse indépendante; sabotage des stations de radio internationales; obstacle à l'action du GTI, de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et des forces françaises et au processus de paix tel que défini par la résolution 1633 (2005). »

¹⁷ http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_politico-militaire_en_Côte_d'Ivoire

¹⁸ Quotidien ivoirien appartenant au RDR de Alassane Dramane Ouattara.

¹⁹ S. SMITH, *Négrologie : Pourquoi l'Afrique meurt*, Calmann-Levy, 2004

l'existence de peu de radios et télévisions entre 1997 et 2002 permettra d'avoir un aperçu objectif plus clair du rôle de ces organes de presse dans la crise du pays. En effet, « jusqu'en 1998, le secteur de l'audiovisuel était sous monopole étatique, malgré la libéralisation du secteur proclamée lors de la conférence nationale et se limitait donc à Radio Congo et Télé Congo [...] les forces de Sassou Nguesso ont réitéré la tentative en mettant en place, pendant la guerre de 1997, Radio Liberté, station militante qui émettait depuis un car mobile. S'y est ajoutée une télévision pirate, Télé Congo Liberté, qui visait elle aussi à contrebalancer la propagande gouvernementale omniprésente dans les médias d'Etat»²⁰. L'étude en tant que recherche scientifique, aidera donc à mieux comprendre les dérapages afin que l'objectivité et l'impartialité soient toujours de mise dans l'exercice de la profession journalistique. C'est à cette condition que l'on pourra éviter, sinon tout au moins minimiser, les risques de mutineries, les exactions et autres formes de violence fréquentes dans nos contrées.

1-1- 1- Problème de recherche

Question centrale

Pour mieux comprendre la crise au Congo Brazzaville, il s'avère nécessaire de situer le rôle joué par les différents acteurs de la société et d'en déterminer les raisons. Historiens du présent et acteurs clés de l'espace public, les journalistes de l'audiovisuel national émettant à Brazzaville retiendront plus particulièrement notre attention. Le secteur audio visuel de Brazzaville a-t-il joué un rôle dans les conflits du Congo Brazzaville de 1997 à 2002 tel qu'il aurait pu avoir un impact mesurable sur le comportement des populations dans leurs différentes composantes ?

Questions spécifiques

Si tant est que l'audiovisuel national brazzavillois a joué un rôle dans les conflits de 1997 à 2002 à Brazzaville, de quoi s'agit-il? Pourquoi les acteurs de l'audiovisuel se sont-ils ainsi comportés ? Ce rôle supposé joué par les médias a-t-il eu des répercussions sur les

²⁰ M-S. FRERE, *Opus cité*, P186.

populations locales ? Si oui, lesquelles ? Quelles relations entretiennent les radios et télévisions brazzavilloises avec les autres acteurs de l'espace public du Congo Brazzaville (hommes d'affaires, politiciens etc.) ? Quelles sont les configurations de ces organes de presse ? Les origines géographiques, ethniques, politiques et le background des journalistes qui y travaillent ? Ces facteurs ont-ils eu à influencer sur l'angle de traitement de leurs informations ? Qui suivait l'un ou l'autre de ces organes de presse et pourquoi ? Quelles appréciations et quels usages font-ils de ces messages médiatiques ? Y-a-t-il eu influence ? Si oui, par qui, en direction de qui, comment et pourquoi ? Si non, pourquoi ?

1-1-2 Définition des concepts et revue de littérature

Sept concepts clés ont été retenus pour le présent travail. Il s'agit de : «Rôle», «Impact», «Médias locaux», «Crise politique», «Propagande», «Information» et «masse».

Concept 1 : Rôle : Selon le Nouveau Petit Robert 2008, c'est «la fonction, la conduite sociale de quelqu'un qui joue dans un monde un certain personnage». Il se définit dans le Petit Larousse illustré 2008 comme «un emploi, une fonction, une influence exercés par quelqu'un». Dans le cas d'espèce, on peut donc comprendre le terme «rôle» comme étant la fonction ou l'influence exercée par les médias, dans l'exercice de leur métier, sur la masse constituée par les auditeurs et les téléspectateurs de nos médias cibles. Et puisque qui dit rôle évoque des actions sur des individus, il sera aussi examiné le résultat de cette influence sur la masse. Son nom, impact.

Concept 2 : Impact : Dans le Nouveau Petit Robert 2008, l'impact est assimilé à «un effet, une influence». Une définition qui va plus loin du côté du Petit Larousse 2008 puisque perçue comme «un effet produit par quelque chose, une influence qui en résulte, une influence exercée par quelqu'un par ses idées». C'est donc dire que le terme «impact» s'inscrit dans la droite ligne du concept «rôle» dont il est supposé être la résultante. En termes de théorie de la communication du behaviorisme, on pourrait assimiler donc le «rôle» au stimulus et l'«impact» à la réponse. Et toujours selon la théorie de la

communication, il s'impose d'étudier le fil conducteur de cet impact qui se trouve, dans le cas de notre travail, être les médias de l'audiovisuel non étrangers au Congo Brazzaville. Car, le rôle et l'impact dont nous parlons ici n'ont pas été exécutés de manière interpersonnelle. Le caractère véridique attribué à l'information diffusée par le journaliste résulte du fait que la nouvelle a été entendue sur des ondes ou des antennes.

Concept 3 : Médias nationaux (audiovisuel) : «Moyens de diffusion, de distribution ou de transmission de signaux porteurs de messages écrits, sonores et visuels qui concerne un lieu, une région, qui lui est particulier, bref qui n'est pas étranger à l'ère géographique dont il traite les sujets», explique le Nouveau Petit Robert 2008. Abondant dans le même sens, le Petit Larousse 2008 qui présente ce concept comme des «procédés de transmission de la pensée, supports des technologies de l'information et de la communication permettant la diffusion de messages sonores ou audiovisuels particuliers à un lieu, à une région». Leur présentation diverge au fil du temps et de l'histoire. C'est ainsi que l'on retrouve dans la société traditionnelle (3000 av JC-15^e siècle), «la tablette d'argile, le poinçon, l'écriture cunéiforme, le papyrus, l'écriture hiéroglyphique et hiéراتique, le parchemin, la plume, l'imprimerie» comme étant des médias traditionnels²¹. Les procédés modernes de transmission qui courent du 19^e siècle à nos jours sont le télégraphe, les presses mécaniques, la radio, la télévision et l'internet. Francis Balle en fait une classification selon la circulation du message. C'est ainsi que nous avons les «médias autonomes, comme les journaux ou les disques, outils baladeurs qui ne requièrent de raccordement à aucun réseau particulier» et «les médias de diffusion, tels que la radio ou la télévision par voie hertzienne, qui permettent de propager des programmes à sens unique, d'un point vers une multitude de récepteurs». Il y a aussi les «médias de communication, comme le téléphone ou les groupes de discussion de l'Internet, qui instaurent à distance et à double sens une relation entre deux personnes, ou bien entre, d'un côté, une personne ou un groupe, et de l'autre, une machine offrant une batterie de programmes ou de services».

²¹ P. ATTALAH, *Théories de la communication : histoire, contexte, pouvoir*, Télé Université, Paris, 1998, p 249.

Dans la société moderne, confie le Professeur de communication Paul ATTALAH, «l'une des grandes fonctions des nouveaux médias est donc de fournir des lieux de rencontre métaphoriques, des informations et des distractions communes, de briser l'isolement de la ville, bref tenter de recréer les liens personnels de la communauté traditionnelle»²². Une raison d'être des médias énoncée par le docteur en communication, qui pourrait être conçu comme leur rôle, l'impact étant la restructuration des liens personnels de la société traditionnelle. En ce qui nous concerne, le choix de l'additif «nationaux» est lié au caractère des conflits qui ont secoués le Congo Brazzaville de 1997 à 2002. En effet, comme le dirait le Comité International de la Croix Rouge ou d'autres structures humanitaires, ces conflits sont qualifiés d'internes puisque les différents protagonistes sont tous du même pays : le Congo Brazzaville. A ce niveau, il apparaît clairement que les seuls médias qui traiteront effectivement, objectivement ou pas, du sujet de ces conflits sont d'abord ceux installés sur la scène des affrontements (Brazzaville) et n'appartenant pas à un groupe de presse international ou sous régional. Pour cause, l'un des critères de sélection des informations diffusables par un média : l'intérêt géographique. A cela s'ajoute la réceptivité plus aisée et sans abonnement de ces médias par les populations. Et pour les inventorier, les médias nationaux de l'audiovisuel de 1997 à 2002 sont : Radio et Télé Congo, Radio Liberté, Télé Congo Liberté, Radio Royale et Digital Radio Télévision (DRTV). Allusion sera tout de même faite à certains médias étrangers comme RFI, TV5, Africa N°1 largement écoutés à Brazzaville pour raison de comparaison et d'analyse.

Concept 4 : Crise politique : Respectivement défini comme «Phase grave dans l'évolution des choses, des événements, des idées, perturbation, rupture d'équilibre, tension, conflit. Crise du pouvoir» et «Situation qui affecte l'organisation du pouvoir dans l'Etat, à son exercice» par les dictionnaires le Nouveau Petit Robert 2008 et Le Petit Larousse illustré 2008. La manifestation de la crise politique diffère selon les cas et les contextes. C'est ainsi qu'on peut aboutir à un conflit armé interne (entre l'Etat et un groupe armé du même pays ou d'un autre pays) et un conflit armé non interne (entre deux ou plusieurs Etats à

²² Ibidem, p14.

travers leurs armées). Selon Gérard Chaliand, auteur de «La persuasion de masse : guerre psychologique, guerre médiatique»²³ il existe d'autres formes de ramification de la crise politique, comme la guerre psychologique qui est «un substitut à la violence et en cas de conflit ouvert, son complément. Elle concerne à la fois la guerre et la paix avec des intensités variables dépendant de l'acuité des crises. La guerre psychologique vise les esprits et les volontés ; propagande ouverte ou subtile, manipulation des esprits pour conforter le moral de son camp et propager le doute et, si possible, le désarroi chez l'adversaire sont les buts de la guerre psychologique qui a trouvé avec la guerre froide son champ d'application le plus large»²⁴. Ainsi, pendant que l'armée et les milices s'affrontent sur le champ de bataille, les médias se titularisent comme leurs compléments, guerroyant cette fois-ci à l'aide du verbe avec le camp adverse et tentant de remonter le moral des troupes. Pour y arriver, plusieurs moyens dont le plus efficace consiste à faire passer des contre vérités pour l'unique vérité, à travers la rétention d'information quand son camp est en difficulté, le rehaussement de l'image du leader défendu et la diffusion à profusion de mensonges sur le camp adverse.

Concept 5 : Propagande : «Action exercée sur l'opinion pour l'amener à avoir certaines idées politiques et sociales, à soutenir une politique, un gouvernement, un représentant. Des nouvelles fausses faites pour influencer l'opinion», apprend-on du dictionnaire le Nouveau Petit Robert 2008 et que complète le Petit Larousse illustré 2008 qui le définit comme une «action systématique exercée sur l'opinion pour faire accepter certaines idées ou doctrines, notamment dans le domaine politique ou social». Dans un contexte conflictuel, la propagande apparaît comme un puissant levier susceptible de donner de bons résultats. C'est pourquoi, il en est aussi fait usage dans les médias à travers la guerre médiatique qui, elle, est «fondée sur la puissance, la permanence et l'ubiquité des médias, leur capacité d'influencer, sous prétexte d'informations, des masses d'hommes de plus en plus considérables».²⁵ Quant à Francis Balle²⁶, il met l'accent dans le Dictionnaire des

²³ R. CHALIAND, *La persuasion de masse : guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris, R. Laffont, 1992, 232p, 21cm.

²⁴ R. CHALIAND, opus cité, p 12.

²⁵ R. CHALIAND, op cit, p 27.

Médias²⁷ sur le caractère volontaire et programmé de la propagande. C'est à ce titre qu'il la définit comme une «action entreprise délibérément avec pour seul objectif de faire penser, de faire croire ou de faire agir un individu ou un groupe d'individus dans un sens et avec une intention déterminés». De la manipulation délibérée donc qui comprend différentes formes : « depuis la rhétorique de la persuasion, où il s'agit de rallier une personne à une opinion ou à un jugement que l'on croit juste, jusqu'au recours systématique à la rumeur, à la censure ou à la désinformation, pour imposer sa loi et pour établir son emprise sur une collectivité dans son ensemble».

Concept 6 : Information : «Élément ou système pouvant être transmis par un signal ou une combinaison de signaux appartenant à un répertoire fini, message», explique Le Nouveau Petit Robert 2008. «Nouvelle communiquée par une agence de presse, un journal, la radio, la télévision. Emissions de radio ou de télévision qui donne des nouvelles du jour» retient-on du petit Larousse illustré 2008.

Du côté de l'encyclopédie virtuelle wikipédia, le champ de l'information, dont il est question dans le présent travail, sera un peu plus clarifié sous le vocable d'«information de presse». En France, une information de presse est définie concrètement par la structure institutionnelle qui réalise et diffuse cette information. Elle est donc une information, une donnée diffusée par un organe de presse, c'est-à-dire un organisme possédant un *numéro* attribué sous certaines conditions par une Commission paritaire (Etat/patrons de presse). Le journaliste est juridiquement considéré comme auteur et, à ce titre, garde des droits sur ses productions.

Dans une société démocratique, comme se le réclame le Congo, une information de presse est une donnée d'actualité et d'intérêt général (donnée significative universellement ou collectivement prise dans les faits et événements du présent ou ayant une signification

26 Francis Balle est Docteur d'état ès lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Pendant sa carrière, il a créé, en 1985, le *Master de recherche Médias, sociétés et mondialisation* (ex. DEA Médias et Multimédias) et, en 1999, le *Master professionnel Communication et Multimédia* (ex. DESS Communication et Multimédia). Il y dirige l'Institut de Recherches et d'Études sur la Communication (IREC).

27 F. BALLE, Dictionnaire des Médias, Paris, Larousse Bordas, 1998, 273p.

pour le temps présent). Elle est sélectionnée et mise en forme par une conscience libre, formée à la recherche intéressée de la vérité et soucieuse du bien commun. Elle est diffusée par un média garantissant l'indépendance du journaliste par rapport à tout pouvoir (politique, idéologique ou économique, y compris par rapport aux intérêts de l'entreprise qui l'emploie quand il y a un enjeu démocratique de l'information). Ceci s'accompagne de règles appelée ici déontologie et qui implique, pour la publication d'information de qualité, que l'information soit honnête et respectueuse de la vérité, collectée sans recours à des procédés déloyaux, fondée sur des faits vérifiés, présentée de bonne foi, impartiale, c'est-à-dire présentant les différents aspects d'une situation. Il est également laissé au journaliste ou à son organe de presse d'être engagé sur un sujet, à condition qu'il respecte les faits et qu'il expose clairement les termes de son parti pris.²⁸ Les auditeurs ou téléspectateurs sont ainsi assez tôt fixés sur la valeur à accorder à cet élément. Ils ont le choix entre écouter l'information et le commentaire ou écouter l'information et zapper le commentaire selon que cela convienne à leur aspiration politique ou point de vue personnel.

Francis Balle²⁹ apporte de son côté une nuance sur la terminologie du mot. Ainsi, le mot «information» est «un renseignement ou un ensemble de renseignements concernant quelqu'un ou quelque chose et susceptible d'être porté à la connaissance d'une personne ou de plusieurs personnes, rassemblées en un même lieu ou dispersées et sans relations les unes avec les autres. Le mot «information» désigne toute une autre réalité dès s'il est précédé de l'article défini. «L'information» concerne alors cette institution singulière, avec ses techniques, ses professionnels et ses disciplines, née avec les journaux quotidiens, au XIXe siècle, sur la vague de la révolution industrielle et des libertés politiques et personnelles. L'information est donc un ensemble de nouvelles, de renseignements, d'annonces ou de récits, auxquels un sens a été donné, à travers une mise en forme, une mise en perspective, afin d'être aisément accessible pour un public donné».

²⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Journalisme#L.27information_journalistiqu

²⁹ Docteur d'État ès lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Professeur de sciences politiques à l'Université de Paris II Panthéon-Assas. Il dirige l'Institut de Recherches et d'Études sur la Communication (IREC).

Nous sommes tentés à ce niveau de dire que la propagande et l'information en matière de presse sont deux notions diamétralement opposées, la première visant à influencer l'avis de la masse et la deuxième s'en tenant strictement aux faits. Mais ce serait occulter le fait que la propagande est aussi de l'information, même si cette dernière est manipulée.

Concept 7 : Masse : « Couches populaires, public, foule, peuple, grande quantité de personnes sans idée d'ensemble », explique le Nouveau Petit Robert 2008. A en croire Paul ATTALAH, elle est, de par son statut ancien, simplement un nombre, une agglomération plus ou moins mouvante de personnes anonymes qui n'enrichit ni ne défend ni ne glorifie l'Etat. La masse moderne, quant à elle, est le sujet politique de l'Etat moderne, l'expression dont il tire sa légitimité, sa première force productive et l'objet d'une panoplie de savoirs et de services spécialisés. Ici, elle ne se donne pas nécessairement sous les traits de l'agglomération humaine concrète. La masse devient plus imaginaire et dispersée comme par exemple, celle que rassemblent les médias. Spontanément associée donc aux médias, il est dit qu'elle est souvent manipulée et aliénée par ces derniers car inintelligente. Son lieu d'expression, l'« agora » ou espace public où apparaît, en dehors des médias, des leaders d'opinion auxquels a souvent recours la foule pour se faire une opinion d'un sujet.

Nous avons décidés de travailler avec 4 variables : « Rôles », « impacts », « médias locaux » et « crise politique ».

- Pour la variable 1 : Rôles : « La persuasion de masse : guerre psychologique, guerre médiatique » de Gérard Chaliand, paru en 1992 aux éditions R. Laffont, permettra de comprendre comment les organes de presse se transforment en « auteurs » de premiers rangs de la crise. Définie par cet auteur comme « un des moyens d'action et un des enjeux de la guerre moderne », la persuasion de masse fait de plus en plus de victimes en raison de la vulnérabilité de plus en plus croissante des opinions publiques. A ce niveau, Jean Pierre Chrétien et Reporters sans frontières à travers l'ouvrage « Rwanda : Les

médias du génocide» paru à Paris en 1995 aux éditions Karthala nous apportera aussi son éclairage. Apparue en effet comme un cas d'école pour la presse africaine, la Radio Libre des Mille Collines est ce qu'il y a de plus édifiant sur le rôle que peut jouer la presse dans un conflit et les conséquences désastreuses qu'elle peut avoir sur la société. Nous nous servons également de «De l'usage des médias en temps de crise» de A. M. Mattelard pour approfondir notre réflexion. L'ouvrage collectif «Afrique centrale : Médias et conflits, vecteurs de guerre ou acteurs de paix», dirigé par Marie-Soleil Frère, nous servira aussi base de réflexion. En effet, traitant des médias en Afrique Centrale, l'ouvrage a présenté un bref aperçu des médias nationaux du Congo Brazzaville pendant la crise. A défaut d'avoir pu nous procurer les rapports annuels de Reporters Sans Frontières, cet ouvrage nous donnera quelques indications et informations primordiales pour notre recherche.

- Pour la variable 2 : Impacts : Nous exploiterons «Les chemins de la persuasion» de Jean-Noël Kapferer paru en 1986 pour nous faire une idée de l'influence que peuvent avoir les médias sur le comportement des membres de la société. «Théories de la communication: histoire, contexte, pouvoir» et «Théories de la communication : sens, sujets, savoirs», deux ouvrages théoriques d'appoint du professeur de communication, Paul ATTALAH respectivement parus aux éditions Télé-université à Québec en 2000 et 1998 seront également consultés. Ils ont servi d'instrument de référence pour la collecte et l'analyse de nos données. Nous aurons également recours à «La presse écrite et audiovisuelle» de Roland Cayrol paru en 1973 à Paris aux éditions PUF pour nous imprégner davantage des spécificités de l'audiovisuel.
- Pour la variable 3 : Médias locaux : Nous nous baserons sur «Les droits et les devoirs des journalistes : textes officiels» du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes paru en 1992 aux éditions CFPJ et qui régissent le métier de journalisme. Autre document de base, «Droit, déontologie et éthique des médias» de André Linard en collaboration avec Bertrand Scirpo paru aux éditions GRET. Ils nous permettront de

mieux nous imprégner des règles qui codifient la profession journalistique, son exercice et surtout ses interdictions. « Communication pour le développement : analyse critique des dispositifs et pratiques professionnels au Congo » de Alain KIYINDOU et associés, paru en 2008 aux éditions EME, nous permettront de mieux comprendre le fonctionnement et les rouages de la première télévision privée du Congo, la DRTV.

- Pour la variable 4 : Crise politique : «La guerre civile du Congo-Brazza 1993-2002 : Chacun aura sa part» de Patrice Yengo explicitera les tenants et les aboutissants de cette crise qui a secoué pendant près d'une dizaine d'années le Congo Brazzaville. Le déroulement, les différentes résolutions et le climat politique au lendemain de la conférence nationale souveraine³⁰ qualifiée par l'auteur de «révolution manquée» seront également mieux cernés grâce à l'ouvrage. Le sous-titre de l'ouvrage «chacun aura sa part», dont la paternité revient au Professeur Pascal Lissouba, est assez évocateur : chacun aura sa part de responsabilité dans le drame. Avec Jean-Pierre Makouta-Mboukou dans «La destruction de Brazzaville ou la démocratie guillotinée», édité par l'Harmattan et paru à Paris en 1999, nous comprendrons plus aisément les dommages causés à la démocratie naissante du Congo Brazzaville. «Les dessous de la guerre du Congo-Brazzaville» de Paul Soni-Benga paru aux éditions l'Harmattan en 1998 à Paris nous servira de base pour revoir les fondements de ces conflits. Les explications des différents auteurs semblent parfois empreintes d'un parti pris préjudiciable à l'émergence de la vérité. D'où la nécessité d'avoir recours à une variété d'ouvrages sur la thématique pour faire notre propre recoupement. Rémy Bazenguissa-Ganga, dans «Les voies du politique au Congo, essai de sociologie historique» des éditions Karthala paru en 1997, nous sera à cet effet d'une grande utilité. Il nous permettra de pénétrer les rouages et le fonctionnement du système

³⁰ Comme bon nombre de pays africains, la République du Congo tient sa conférence nationale souveraine du 15 février au 10 juin 1991 sous la pression des forces vives de la nation qui veulent tourner la page du monopartisme et adopter la démocratie.

politique congolais. «Pétrole et violences au Congo-Brazzaville : les suites de l'affaire Elf» du docteur en chimie du pétrole, Yitzhak Koula, paru en 2006 à Paris, aux éditions L'Harmattan, nous donnera une idée plus claire des enjeux financiers de ces guerres dont les victimes innocentes se comptent par milliers. La particularité de cet ouvrage de 203 pages ; il va au-delà des frontières du Congo pour situer les responsabilités des conflits. C'est ainsi que le palais de l'Élysée sera interpellé, au même titre que le défunt Président gabonais Omar Bongo Ondimba et les barons du groupe pétrolier Elf. Des propos qui seront corroborés par le président de l'Association "Survie", François-Xavier Verschave, dans son livre «Noir Silence : Qui arrêtera la Françafrique?» des éditions Les Arènes, paru en 2000. A eux tous, ces ouvrages éclaireront la crise politique congolaise de 1997 à 2002, les enjeux, les protagonistes et les stratagèmes employés par chacun des camps pour gagner la guerre.

1-2- Cadre théorique et méthodologie

1-2-1- Cadre théorique

En vue de cerner tous les aspects de notre recherche nous nous sommes référés à plusieurs théories de la communication. Recours a ainsi été fait aux réflexions de Gustave Le Bon, représentant de la théorisation primitive de la masse, et Jean-Marie Domenach, défenseur du behaviorisme ou théorie du stimulus-réponse, pour étudier la relation masse-médias. Nous allons donc nous servir de ces deux réflexions voisines pour voir si dans l'exemple congolais, la masse subit le diktat des médias ou si, au contraire, «les médias dépendent de la masse...pour amortir leurs investissements»³¹ comme l'estime d'autres courants de pensée tels que le fonctionnalisme. Cela, en tentant de cajoler le public pour l'inciter à consommer tel média plutôt que tel autre. Une masse qu'il faudra définir et préciser. Les contenus des informations véhiculées par ces radios et télévisions seront à cet effet examinés avec soin pour déterminer ce qui a été du ressort de la propagande et de

³¹ P. ATTALAH, *Théories de la communication : histoire, contexte, pouvoir*, Télé Université, 1998, p58.

l'information vraie, tout en insistant sur le pourquoi et le comment. Et surtout, l'incidence sur cette masse qui, à priori, serait «aliénée, atomisée et soumise» aux médias.

Nous ferons également usage de la théorie fonctionnaliste qui prône «la liberté et l'autonomie des individus qui cherchent librement à satisfaire leurs besoins» et évoque l'idée «d'institutions de diffusion faibles et gratifiantes». Référence à ce niveau est faite de Paul Lazarsfeld, père du fonctionnalisme américain, selon qui «les médias ne produisaient pas un effet direct sur les masses mais entraînent en contact avec un ensemble de micro-publics».³² Ces derniers, constitués d'individus qui ont la possibilité d'opérer un choix libre, sont autonomes et rationnels dans le grand nombre de messages médiatiques auxquels ils sont exposés. Et c'est à ce titre que «la propagande qui devait entraîner un changement d'opinion pouvait tout aussi bien, selon la nature du groupe où elle pénétrait, renforcer les anciennes croyances et ce, malgré et contre la volonté de ceux qui manipulaient la propagande»³³. Lazarsfeld bat ainsi en brèche la théorie de la manipulation des populations par les médias, avancée par le behaviorisme pour faire découvrir cette relation faite de séduction et de gratification entretenue par les médias et la masse. L'argument avancé : «si les médias existent, c'est dans la stricte mesure où ils répondent à nos besoins. S'ils n'y répondaient pas, ils disparaîtraient»³⁴. Ces besoins sont qualifiés par Lazarsfeld comme «des équivalents fonctionnels à l'interaction humaine». C'est pourquoi les médias dépendraient de la vie globale et de la faveur des consommateurs.

De l'avis d'un autre collègue de Lazarsfeld, Elihu Katz, les messages médiatiques suivent un cheminement avant d'aboutir à la masse. Il s'agit des deux étages de la communication que sont respectivement, le niveau médias vers les leaders d'opinions puis celui l'étape des leaders d'opinions aux groupes d'appartenance. Ainsi, «les messages étaient certes disséminés par les médias mais elles étaient happées d'abord par les leaders

³² P. ATTALAH, opus cit, p 112.

³³ Ibidem.

³⁴ P. ATTALAH, *Théories de la communication : sens, sujets, savoirs*, Québec, Télé Université, 2000, p87.

d'opinion qui les modalisaient en fonction des normes de leurs groupes avant de les transmettre à ceux-ci qui les infléchissaient encore davantage»³⁵.

Mais ce qui retiendra ici le plus notre attention est la fonction de renforcement défendue par la théorie fonctionnaliste et le «fonctionnalisme des usages et des gratifications». Toutes réflexions qui attribuent aux médias la capacité de légitimer toutes choses en satisfaisant les besoins de la masse. C'est ainsi que l'individu consommera un média pour renforcer ou constituer son image ou celle de sa communauté. Dans un contexte conflictuel où les populations s'identifient en fonction de leurs groupes ethniques et de leurs dérivés politiques, ayant à leurs soldes des organes de presse, la curiosité nous pousse donc à voir la composition de l'auditorat de chaque groupe de presse pour des essais d'analyse.

L'approche historique, quant à elle, a été adoptée pour examiner les contextes d'émergence et d'évolution de radio Congo, Télé Congo, Radio Liberté et Télé Liberté, Radio Royale et DRTV, les jeux d'intérêts qui sous-tendent leur création, ce qu'il en est de la séparation ou non des fonctions d'information ou d'opinion. Une autre approche intervenue à ce niveau, celle du pouvoir appelée «sélectionneur» ou «gate keeper» qui vise à déterminer le profil des journalistes de ces organes de presse mais surtout celui des responsables, à savoir, le directeur de rédaction et le directeur de publication, personnalités morales de ces radios et télévisions à qui reviennent le dernier mot dans la diffusion ou non d'un élément. Car, si «la circulation de l'information relève des choix personnels et subjectifs de la personne qui occupe une position stratégique dans la chaîne de communication»³⁶, le moins qu'on puisse faire serait de situer les tenants et les aboutissants de ces choix et d'en mesurer l'impact au niveau de l'auditoire ou des téléspectateurs.

1-2-2- Méthodologie

Plusieurs méthodes de recherche ont été privilégiées dans notre travail. C'est ainsi que nous nous sommes imprégnés des crises de 1997 à 2002 au Congo Brazzaville grâce à de

³⁵ Ibidem.

³⁶ P. ATTALAH, op cit, p 235.

nombreux ouvrages collectés dans des librairies à Paris pour la plupart, ces documents étant rares à Dakar et à Brazzaville. D'autres écrits sur le Rwanda et la Côte d'Ivoire ont été collectés à la médiathèque du Cesti et dans des librairies de Dakar pour mieux cerner la relation médias et conflit.

Des coupures de presse des articles produits par des confrères et des réflexions sur le sujet ont été également mises à contribution pour une compréhension plus nette et plus précise de la situation. Il s'agit, entre autres, des parutions de 1997 du bi-hebdomadaire catholique congolais «La Semaine Africaine» ainsi que des résumés de conférence du journaliste et membre du Conseil Supérieur de la Liberté de la Communication, Guy-Noël SAM'OVHEY-PANQUIMA. Une lecture parallèle a été aussi faite des principaux documents explicatifs des paradigmes fonctionnaliste, culturaliste et cybernétique qui ont guidé nos travaux.

En fonction de l'état des lieux des radios et télévisions brazzavilloises en 1997, de leur histoire, de leur ligne éditoriale et de l'évolution de l'univers médiatique congolais jusqu'en 2002, nous avons pu nous procurer les archives de certains de ces organes. Il s'agit d'un DVD de 2heures d'images de Télé Congo Liberté et d'une autre bande de Télé Congo après le renversement le 15 Octobre 1997 du pouvoir de Pascal Lissouba. Les images et sons de Télé et Radio Congo de la période ayant été détruits lors des saccages opérés par les Cobras de Sassou Nguesso au lendemain de leur victoire. Radio Royale ayant été une radio du maquis, aucune trace des émissions de cette période n'a été trouvée de même que pour Radio Liberté qui était une radio itinérante, non structurée. N'empêche, pour ces organes dont nous n'avons pu collecter des archives, les témoignages et certains livres ont comblé le vide.

En vue d'analyser l'impact du rôle des médias dans les conflits, une population cible de 112 personnes a été identifiée répartie dans 7 quartiers de Brazzaville. Il s'agit de Makélékélé qui compte trois sous quartiers (Makélékélé, Diata et Bifouiti), Bacongo, Mfilou, Poto-Poto, Talangaï, Mougali et Ouenzé (cf Annexe page 107 pour la cartographie de Brazzaville). Dans chacun de ces quartiers, 16 questionnaires ont été distribués à des

ressortissants congolais âgés au moins de 27ans (donc âgés au moins de 15ans en 1997). Ces quartiers situés dans la capitale qu'est Brazzaville, ont été le théâtre exclusif des combats de 1997. Mais si la guerre de 1998-1999 s'est davantage déroulée dans la région du Pool, à l'intérieur du pays, la «chasse aux sorcières» a aussi été observée dans plusieurs quartiers de Brazzaville où résident en majorité les Laris. Politiquement et ethniquement, ces quartiers ont leurs leaders: Sassou Nguesso (Ouenzé, Talangaï, Poto-Poto), Pascal Lissouba (Diata, Mfilou) et Bifouiti, Bacongo et Makélékélé pour Bernard Kolélas. Ce qui nous a permis de recueillir les témoignages des intellectuels citadins mais aussi et surtout des gens supposés appartenir à toutes les parties au conflit pour l'équilibre de notre travail. Différentes couches sociales ont été approchées. Parmi les personnes enquêtées, on retrouve des cadres supérieurs, des cadres moyens, des gens évoluant dans des secteurs d'activités libéraux, des ouvriers et des ménagères. Des questionnaires écrits ont été adressés à tous. Une autre procédure, celle des «questions de vie», entretien à bâtons rompus avec quelques journalistes de certains organes de presse cible et un acteur clé de la résistance du Pool, a été aussi adopté pour mieux cerner leur personnalité, leur histoire et mieux apprécier leurs actions pendant la guerre et leur conception de la thématique. Après la descente sur le terrain pour les enquêtes et les recherches documentaires, un dépouillement a été effectué. Ainsi, à partir d'une fiche de dépouillement préalablement conçue, nous avons pu regrouper les résultats par groupe, en fonction de leurs similitudes pour dégager la conclusion qui s'impose. Signalons que sur les 112 questionnaires distribués, seules 65 ont été récupérées dûment remplies. Beaucoup de personnes ont préféré s'abstenir de se prononcer sur le sujet par peur de représailles. Pour nous, ces abstentions sont aussi une forme de réponse à la spécificité de notre thématique. On peut donc en conclure que presque 10 ans après un retour au calme, la population vit toujours dans une psychose marquée par une certaine crainte du pouvoir politique et des acteurs de la presse locale.

Néanmoins la lecture de ceux récupérés a permis de faire, d'une part, une lecture claire et succincte de ce qu'ont été ces radios et télévisions pendant la période de conflit et des rôles qu'elles ont eu à jouer dans l'intensification et l'apaisement de la crise, d'autre

part, de faire le point de l'incidence de ces rôles sur les populations dans leur participation ou non à la crise, dans leur prise de position pour tel ou tel autre camp en opposition et enfin dans le dépôt des armes et le retour au calme.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1^{ère} partie : Historique du conflit à Brazzaville

Chapitre 1 : Origines et Causes des conflits à Brazzaville

Trois grands conflits ont émaillé la décennie 1990-2000 au Congo Brazzaville. La première, celle de 1993-1994, survenue 2 ans après la conférence nationale de Février 1991 a opposé la milice Mambas³⁷ du Président élu Pascal Lissouba à celle Ninjas de son rival Bernard Kolélas, candidat malheureux aux présidentielles de 1992. Au total, 2000 morts et 100 000 personnes déplacées. Un pacte pour la paix, conclu en Décembre 1995, en signe la fin.

Mais la tension refait surface en 1997 pour éclater en une autre guerre civile le 5 Juin de la même année. Cette fois-ci, ce sont les Cobras, milice de l'opposant Sassou-Nguesso qui veulent en découdre avec l'armée gouvernementale. Ils sont assistés des combattants de l'Unita de l'angolais Jonas Savimbi, des «FAZ³⁸» du général Mobutu du Zaïre, aujourd'hui République Démocratique du Congo, des «interahamwe³⁹» rwandais et de conseillers palestiniens. Officiellement, la guerre qui n'aura duré que 5 mois fait 100 000 morts. Le Président Pascal Lissouba, renversé de son «trône» le 15 Octobre est contraint à l'exil de même que l'ancien maire de Brazzaville, entretemps premier ministre, Bernard Kolélas.

Le 18 Décembre 1998 s'ouvre une autre phase conflictuelle entre les Ninjas de Bernard Kolélas, sous la houlette de leur nouveau leader charismatique le Pasteur Ntumi et le gouvernement. Les régions du Niari, de la Bouenza, de la Lekoumou (Nibolek) et surtout

³⁷ Il a existé plusieurs milices pendant les conflits de Brazzaville. On répertorie les Mambas, les Cocoyes, et les Zoulous pour Pascal Lissouba, les Ninjas pour Bernard Kolélas, les Cobras pour Denis Sassou-Nguesso et les Nsilulus pour Frédéric Bisangou alias Pasteur Ntumi. Certains Nsilulus sont d'anciens Ninjas. Dans chacun de ses rapports depuis 1998, Amnesty International insiste sur le fait que lors des affrontements de 1997 et 1998, toutes les factions se sont rendues responsables d'actes de torture, de viols, d'enlèvements et d'homicides délibérés et arbitraires sur des civils soupçonnés d'appartenir à l'ennemi ou de le soutenir.

³⁸ Forces Armées Zaïroises.

³⁹ Plus importante des milices rwandaises créées dès 1992 par le MRND parti du président Juvénal Habyarimana au Rwanda. *Interahamwe* signifie « ceux qui combattent ensemble » en Kinyarwanda. Ces milices furent responsables de la plupart des massacres pendant le génocide en 1994.

du Pool sont investis par les forces armées gouvernementales. La paix sera rétablie avec la signature, les 16 et 17 Mars 1999 à Brazzaville, de l'engagement croisé «paix des braves». Une élection présidentielle organisée en 2002 sera remportée à près de 89% des voix par le Président Denis Sassou Nguesso qui voit ainsi renforcé et légitimé son pouvoir.

1-1- Origines

1-1-1- Rappel historique

En 1959, le Congo connaît ses premiers affrontements politiques à la suite des élections nationales. A Brazzaville, Mbochi de la Cuvette et Kongo-Lari du Pool en viennent aux armes. Le motif, la contestation de l'élection de l'Abbé Fulbert Youlou, prêtre catholique, libéral, au détriment de Jacques Opango, ancien greffier, leader incontestable du Nord, socialiste. C'est le début de l'antagonisme ethnique Nord / Sud. Ce qui fera dire à Patrice Yengo que de cette situation «émane l'inscription récurrente des luttes politiques dans l'opposition régionale entre le Pool, autour de Brazzaville et la région de la Cuvette, au nord du pays. Cette opposition sera tout à la fois légitimante du pouvoir postcolonial et le point originel de la conflictualité entretenue au sein des élites politiques. Mais elle exclura aussi les autres fractions politico-ethniques et les autres groupes ethniques».⁴⁰ Et c'est ainsi que 3 ans après l'indépendance du pays, le Président Fulbert Youlou est renversé, «emporté par une grève générale transformée en insurrection populaire sous l'impulsion des syndicats»⁴¹. Un régime socialiste s'installe avec aux premières commandes Alphonse Massamba Débat, ancien Président de l'Assemblée Nationale, originaire de la même région que son prédécesseur, le Pool. On assiste à des assassinats politiques. Rien qu'en 1965, trois hauts fonctionnaires, Maître Lin Lazare Matsocota (Procureur général de la République), Maître Joseph Pouabou (premier Président de la cour suprême du Congo) et l'ex abbé Anselme Massouémé (Directeur de l'information), traités d'«ennemis intérieurs» sont abattus à Brazzaville. Le 02 Août 1968, Alphonse Massamba Débat perd le pouvoir et le récupère le surlendemain, 4 Août 1968. Augustin Poignet sera le Président au mandat le plus

⁴⁰ P. YENGO, La guerre civile du Congo-Brazzaville 1993-2002 : Chacun aura sa part, Karthala, Paris, p21.

⁴¹ Ibidem, p 21.

court de l'histoire du pays : 24 heures. Alphonse Massamba Débat sera finalement renversé en juillet de la même année par le commandant Marien Ngouabi qui fait basculer le pays sous le régime marxiste-léniniste. C'est « l'ascension politique des Nordistes autant que de celle de l'armée désormais prééminente dans la reproduction du pouvoir. Marien Ngouabi, Jacques-Joachim Yhombi-Opango et Denis Sassou Nguesso qui se succèdent à la tête du pays de 1968 à 1992 sont des militaires». ⁴² Même Alfred Raoul qui prit les rênes du pays, du 5 septembre 1968 au 1^{er} janvier 1969, est major dans l'armée congolaise. Le plus endurant d'entre eux, Denis Sassou Nguesso gère le pays du 08 février 1979 jusqu'au 30 août 1992. En 1991, sous une pression interne et externe de plus en plus forte, il autorise l'organisation de la conférence nationale souveraine (25 février – 10 juin) qui fait accéder le Congo à la démocratie. Le professeur de biologie et de génétique, Pascal Lissouba, est porté à la présidence le 31 août 1992 avec 61,3% des suffrages. Au deuxième tour, il est soutenu par le candidat du PCT, Denis Sassou Nguesso sur promesse d'attribution de 7 portefeuilles ministériels à sa formation politique. Mais le professeur Président n'en offrira finalement que 3. Pis, le candidat à la présidence de l'Assemblée nationale, André Mouélé, proposé par le PCT, pour qui il est plus que juste de détenir ce poste, et prétendu supporté par l'UPADS de Pascal Lissouba, se retrouve à la dernière minute en compétition avec d'autres candidats, Charles David Ganao et Ange Edouard Pongui dont les partis ont respectivement 3 et 2 sièges. Le PCT, quant à lui, en a 29. La pilule est amère pour le PCT. Une nouvelle coalition est aussitôt formée entre le PCT de Sassou Nguesso et l'URD de Bernard Kolélas. Devenue majoritaire, l'opposition coalisée PCT-URD élit André Mouélé comme Président de l'assemblée nationale. Et le 31 octobre, une motion de censure est votée contre le gouvernement de Stéphane Bongho-Nouarra dont la démission est exigée. Des pressions se font dans les rues de Bacongo et Makélékélé. Se basant sur l'article 80 de la constitution, Pascal Lissouba prononce alors la dissolution du parlement le 18 Novembre. Des appels à la désobéissance civile sont lancés le 26 novembre lors d'un meeting organisé par l'opposition. Après négociation, les 2 et 3 décembre entre la mouvance et l'opposition, le gouvernement

⁴² Ibidem, p 22.

Bongho-Nouarra tombe. Un gouvernement de 22 membres dit de large union est formé avec 60% de postes ministériels à l'opposition, avec Claude Dacosta comme premier ministre. La crise perdure et s'amplifie après le résultat des premiers tours des législatives anticipées du 2 mai 1993 où le pouvoir obtient 62 des 125 sièges. Les résultats sont contestés par l'URD – PCT qui avance comme argument la fraude dans 12 circonscriptions pour cause d'irrégularités. La violence reprend de plus belle avec une connotation ethnique. Pendant que le Président nomme un nouveau Premier ministre en la personne du général Jacques-Joachim Yhombi-Opango, l'opposition forme, de son côté, le 7 juin un gouvernement de «salut public» avec Jean Pierre Thystère-Tchicaya comme Premier ministre. Une radio pirate, radio alliance est créée le 1^{er} novembre 1993 au quartier Bacongo par l'opposition pour délivrer ses messages. Ninjas de Kolélas et Aubevillois de Lissouba s'en donnent à cœur joie dans les assassinats, les enlèvements, le pillage et le racket des populations. 2 000 personnes sont tuées. La paix ne sera rétablie qu'avec le forum national pour culture de la paix coorganisé par le gouvernement officiel congolais et l'Unesco en décembre 2004. Au début de la nouvelle année 2005, Bernard Kolélas entre au gouvernement d'union et devient maire de Brazzaville. Toutefois, l'accalmie ne sera que de façade.

1-1-1-1 Situation socioéconomique

Pillages, tueries, enlèvements, viols constituent la dure réalité du Congo Brazzaville pendant la guerre de 1993-1994. En mars 1993, «les caisses de l'Etat sont vides et les fonctionnaires qui constituent 80% des actifs accusent 7 mois d'arriérés de salaire, au lieu des 5 mois hérités en août 1992»⁴³. Ce dont se réjouit publiquement Denis Sassou-Nguesso qui aurait, par le truchement de ses amis, «tout verrouillé à l'étranger». Impossible donc de faire rentrer de l'argent dans le pays. Les promesses du nouveau Président Pascal Lissouba de transformer le Congo, grâce au pétrole, en une petite Suisse se réduisent donc à des vœux pieux. Pascal Lissouba «vend par anticipation à la compagnie pétrolière américaine Oxy les excédents de production sur le gisement de pétrole de N'Kossa situé au large de Pointe Noire. L'accord se passe en dehors d'Elf et de la France, ce qui contribue à

⁴³ Y.KOULA, Pétrole et violences au Congo-Brazzaville, les suites de l'affaire Elf, L'Harmattan, Paris, 2006, p 48.

empoisonner les rapports de l'ancienne puissance tutélaire avec le gouvernement congolais»⁴⁴. Une autre menace qui pèse sur certains grands hommes politiques français et congolais, dont l'opposant Denis Sassou-Nguesso, qui se sont enrichis avec la société Elf sur le dos du contribuable : l'audit des comptes des compagnies pétrolières Elf Congo, Agip et Amoco décidé au sortir de la conférence nationale souveraine. C'est ainsi que dès septembre 1991, des tentatives d'achat de conscience des principales autorités du gouvernement de transition sont effectuées par les patrons de la société Elf. «Un pot de vin de 700 millions de FCFA est versé le 28 novembre 2001 à André Milongo, Premier ministre du gouvernement de transition. Un compte occulte baptisé 'Tomate' serait ouvert à cet effet à la Banque de Genève sur demande d'Alfred Sirven, n° 2 du groupe Elf. Mais après une courte accalmie, la question de l'audit refait surface avec l'élection présidentielle. Et pour museler celui qui a le vent en poupe et qui se rapproche de plus en plus du palais présidentiel, les mêmes pratiques ont cours. Elf finance à hauteur d'au moins 1 million de Francs Français (10 millions FCFA) la campagne de Lissouba avec « la condition que l'audit torpillé ne soit pas exhumé, et que celui-ci accepte de se coltiner Sassou-Nguesso, la garantie anti-audit d'Elf, pour co-gérer le pétrole»⁴⁵. Mais «l'homme faible et naïf», en principe facilement manipulable, tient tête à ses associés. Ce qui suscite des mécontentements à Elf et au palais de l'Élysée. Et c'est ainsi que pour la première fois au Congo, sur fond de suspicion et par esprit de revanche et de sanction, la demande du crédit-relais de 10 millions de FCFA du Président à Elf est refusée. Un non catégorique et définitif lui est servi par le PDG d'Elf, Le Floch Prigent. Et pour cause, à l'argument de payer les salaires et les bourses et de relancer la rentrée scolaire et universitaire avancé par Pascal Lissouba, l'Etat français et Elf préfèrent croire que l'argent demandé servira à la préparation des élections législatives. L'explication du PDG d'Elf est claire : «le Président Lissouba a été élu avec une coalition (Lissouba-Sassou). Il est entrain de dissoudre sa coalition dans la composition de son gouvernement. Et l'idée qu'il puisse disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, grâce à l'argent d'Elf ne

⁴⁴ Ibidem, p180.

⁴⁵ Ibidem, p 45.

me plaît pas beaucoup»⁴⁶. C'est donc clair. Le refus de laisser les ministres du clan Sassou assurer la gestion du pétrole congolais est un crime de lèse majesté⁴⁷. Le palais de l'Élysée abonde dans le même sens que le PDG de Elf. C'est ainsi qu'en novembre 1992, le soutien technique et politique sollicité par le gouvernement démocratique congolais face aux menaces de coup d'Etat est refusé par le Président François Mitterrand⁴⁸. Autre comportement de Pascal Lissouba, inexcusable par Elf, la signature d'un accord pétrolier avec Oxy, une société américaine pour la vente anticipée de 75 millions de barils de pétrole contre un emprunt de 150 millions de dollars. Et cette somme devait être déduite de la part congolaise à extraire du gisement de N'kossa dont le démarrage de l'exploitation était prévu pour novembre 1996. Mais l'argent ne parviendra pas à temps à l'Etat congolais, du fait du refus de coopérer de la Banque de France et de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (DEAC), Elf s'étant débrouillé en jouant de ses relations pour bloquer, sinon tout au moins retarder, le transfert de fonds. Trois mois de salaires et de bourses sont payés, mais les caisses de l'Etat demeurent vides. «Les recettes pétrolières sont gagées jusqu'en 2002, le pays est très endetté, avec une dette doublée par la dévaluation du CFA en 1994, et il est placé sous embargo bancaire par le FMI depuis les années 80»⁴⁹. Un marasme économique donc, expliqué par l'absence de moyens techniques et politiques de contrôle de l'Etat congolais dans le contrat de concession avec Elf puisque le pétrole constitue 80% des revenus de l'Etat. Avec un rendement faible et Elf qui se débrouille toujours pour avoir un bilan déficitaire (sous évaluation systématique du prix de vente du baril, de la valeur du dollar et de la quantité du brut extrait), l'Etat n'encaissait que de maigres recettes. C'est ainsi que, «certains mois, (affirme MOUNGOUNGA-NKOMBA), nous avons moins de 1 million CFA de recettes pétrolières, soit moins de 0,005% pour une production moyenne de 200 000 barils par jour»⁵⁰. La dénonciation de ce contrat de concession et le désir de le modifier en un contrat dit de partage de production est ainsi posés. Dans les propositions du

⁴⁶ Opus cité, p49.

⁴⁷ Op cit, p 49.

⁴⁸ Op cit, p 50.

⁴⁹ Op cit, p59.

⁵⁰ Op cit, p61.

gouvernement démocratique, «la normalisation de la décote et la transparence dans la conduite des affaires pétrolières, à savoir l'octroi des permis par appel d'offres, la suppression du monopole présidentiel, la ratification des conventions et des contrats par l'Assemblée nationale et non plus par des ordonnances présidentielles, la publication au journal officiel des actes pétroliers, l'inscription au budget de l'Etat des revenus pétroliers et transmission au parlement, bonus compris, information du public sur la gestion pétrolière»⁵¹ sont les nouvelles exigences. La volonté de mettre fin à l'opacité dans laquelle est géré le dossier pétrole est claire. Des mécontentements se font entendre dans le rang des perdants de cette réforme, hommes politiques français, responsables de Elf et alliés congolais qui voient ainsi leur échapper la poule aux œufs d'or. Traité de non fiable, «Pascal Lissouba est voué à subir la loi Fa, du nom d'un des négociateurs d'Elf, qui disait : quand je négocie, on tombe d'accord, sinon c'est la kalachnikov»⁵². Des officiers, espions et autres sont dépêchés à Brazzaville. Même les entorses de Lissouba pour revenir dans les bonnes grâces de Elf et des hommes politiques français ne changeront pas la donne. Le favoritisme fait à Elf dans le dépouillement des appels d'offres, la dénonciation du contrat Oxy, le financement de l'association club 89 de soutien à Jacques Chirac et même son adhésion à la loge maçonnique sont jugés très insuffisants⁵³.

1-1-2- Causes

La vie politique congolaise, structurante de l'histoire du pays, tire son expérience du conflit de 1959 ayant opposé Fulbert Youlou à Jacques Opango. Un conflit qui a jeté les prémices d'une société politiquement divisée entre le Nord et le Sud. Ce que souligne l'écrivain Patrice Yengo qui fait le constat que «cette bipolarisation légitimante, basée sur l'opposition entre le Nord et le Sud et plus particulièrement entre les régions du Pool et de la Cuvette ont enfermé l'alternance au sommet dans les limites de ces deux régions»⁵⁴. C'est ainsi que le légendaire PCT de Denis Sassou-Nguesso est identifié comme le parti des

⁵¹ Op cit p 63-64.

⁵² Op cit, p65.

⁵³ Op cit, p 66.

⁵⁴ P. YENGO, Opus cité.

ressortissants du Septentrion avec comme base la région de la Cuvette. L'UPADS de Pascal Lissouba, celui des natifs du Niari, de la Bouenza et de la Lékoumou. L'URD, devenu plus tard MCDDI de Bernard Kolélas étant le creuset politique des fils du Pool. C'est autour de ces trois partis politiques que se passera l'essentiel des conflits de 1993 à 2002 sur fond d'alliance, de séparation et de tromperies.

1-1-2-1- Les accords politico-ethniques

La Conférence Nationale Souveraine du 15 février au 10 juin 1991 ouvre l'ère du multipartisme. Le PCT perd son monopole avec la création de plusieurs formations politiques dont l'UPADS de Pascal Lissouba et le MCDDI de Bernard Kolélas. Le 31 août 1992 se déroula la première élection dans un contexte de pluralisme politique avec des formations politiques qui axent leurs plaidoyers sur les identités communautaires. Et c'est ainsi que l'identité Nibolek a été inventée par les membres de l'UPADS, en pleine campagne, à partir des premières lettres des trois régions administratives du Sud du pays que sont le Niari, la Bouenza et la Lékoumou. Ces populations sont à l'origine issues des groupes ethniques Bacongos et Loangos.

La première alliance politique qui s'ouvrira à d'autres identités ethniques est celle du second tour des présidentielles de 1992. En effet, après le premier tour où Pascal Lissouba apparaît incontestablement comme l'homme de la situation, mais avec un Bernard Kolélas qui n'avait pas encore joué toutes ses cartes, un «accord électoral pour gouverner ensemble est signé entre le leader du PCT et le candidat de l'UPADS». Mbochis et Niboleks se serrent les coudes pour mettre Pascal Lissouba à la tête du pays et barrer la route aux Laris représentés par Bernard Kolélas. Cela, dans un climat de méfiance et de suspicion mutuelle.

Face à la position du tout nouveau président de ne point satisfaire à un certain nombre d'exigences de ses amis du PCT, ceux-ci se fâchent et claquent la porte. Ils vont se constituer en opposition avec leurs ennemis d'hier, les Laris, avec qui ils vont secouer pendant un bon moment le pays avec des appels à la désobéissance civique, des installations de barrages dans des quartiers Sud et des actes de violence. Usant de désinformation et de

manipulation, le MCDDI est mis en avant dans les affrontements avec le camp de Lissouba. Ce qui était une contestation politique prend des relents de revendication ethnique entre Niboleks et Laris.

Afin de favoriser une sortie de crise, Bernard Kolélas devient Premier Ministre. Le Pool est donc au gouvernement. L'opposition se résume à la Cuvette qui considère Bernard Kolélas comme un traître et une personne sans dignité, malléable à loisir. C'est pourquoi au cours de la guerre de 1997, contrairement à celle de 1993 où ce sont quelques quartiers du Sud qui ont été pris à partie par les milices Cobras, c'est tout le territoire Sud de Brazzaville qui sera considéré comme zone ennemie. Niboleks et Laris, autrefois ennemis, réunis aujourd'hui dans la mouvance avec les Bacongus, se serrent donc les coudes pour faire face aux Mbochis.

Avec le renversement du pouvoir le 15 octobre 1997, toute la mouvance bascule dans l'opposition, les leaders de l'UPADS et du MCDDI contraints à l'exil. La chasse aux sorcières continue dans un certain nombre de quartiers et de régions, notamment dans le Pool. Une résistance se constitue à partir de 1998 avec comme chef de file le Pasteur Ntumi, de son vrai nom, Frédéric Bitsangou. Elle est soupçonnée avoir des liens étroits avec Bernard Kolélas et André Milongo. Mais le retour de l'ancien maire de Brazzaville et sa participation aux affaires publiques aux côtés de Sassou Nguesso ne calme pas pour autant l'ardeur du pasteur et de ses disciples. L'un d'entre eux, dira à cet effet : «C'est vrai que depuis son exil, Bernard Kolélas appelait le Pasteur pour prendre de nos nouvelles et nous promettre des soutiens logistiques. Promesse qu'il n'a jamais tenu. Pire, à son retour à Brazzaville, il se remet avec celui-là (Sassou-Nguesso) qui a fait tuer nos parents et amis du Pool. Bernard Kolélas est lui-même un traître, un ennemi du Pool»⁵⁵. Des propos qui confortent l'avis d'une certaine partie de l'opposition qui attribue la paternité du «phénomène» Ntumi au Président Sassou-Nguesso lui-même⁵⁶.

⁵⁵ Mor Lam Petty, Enseignant, Ex combattant Nsilulu.

⁵⁶ A. MIANZENZA, «Les multiples ressorts de la guerre du Pool», in *Marchés tropicaux et méditerranéens* n°2981, p 2230-2231.

1-1-2-2- La détérioration du tissu social

La confusion délibérément entretenue par les acteurs de la vie politique entre l'appartenance politique et régionale, la vulnérabilité financière des populations et le climat d'instabilité politique et d'insécurité ont très tôt entraîné la création de milices à Brazzaville. Jeunes, fonctionnaires et autres ont très tôt fait de s'aligner dans les groupes armés avec lesquels ils partagent la même identité ethnique et/ou politique, seul gage pour s'assurer une certaine sécurité et une légitimité à piller pour ne pas mourir de faim.

La première formation qui voit le jour en septembre 1992, c'est-à-dire juste un mois après le changement de pouvoir au Congo, est celle des Cobras du Président déchu Denis Sassou Nguesso. Des centaines de militaires et des fonctionnaires désertent illégalement leur poste de travail et «se retrouvent dans les camps d'entraînement clandestins de Denis Sassou Nguesso»⁵⁷. Parmi eux, Boniface Andessa, alias colonel Eyoma, enseignant coopté par son frère Camille Oko, chef Cobra, et qui a été formateur de la milice, de 1992 à 1994. S'ensuivent en 1993, les Ninjas de Bernard Kolélas, originaires du Pool mais pour la plupart issus d'ex-milices populaires du PCT et encadrés par le Colonel Oba. Puis, les ressortissants des fiefs de Pascal Lissouba, auto constitués en Zoulous pour leur autodéfense face à l'incapacité du pouvoir. Ils se feront plus tard appeler Cocoyes.

C'est ainsi que, «persuadé par Sassou que le véritable vainqueur des présidentielles de 1992 était Kolélas et qu'un génocide se préparait contre les ressortissants du Pool et du Nord du pays», ce dernier, qui reçoit près de 57 millions de francs de dons de Sassou, envoie ses Ninjas déclencher une chasse à l'homme dans les quartiers de Bacongo et Makélékélé.

Tout comme les milices, les quartiers reçoivent eux-mêmes leurs noms de baptême. Tandis que les Zoulous attribuent au quartier Mfilou, leur fief, le sobriquet de Beyrouth, ils désignent Bacongo, territoire des Ninjas, sous l'appellation de Sarajevo et les Laris qui y vivent sont traités de Tcheks.

⁵⁷ Y. KHOULA, opus cité, p55.

Chapitre 2 : Etat des lieux de l'audiovisuel national congolais

La presse congolaise est caractérisée par une forte présence de l'élément politique, que ce soit dans le tutorat des organes de presse ou dans le traitement de l'actualité. Dans un contexte où la presse écrite s'avère le parent pauvre en termes de fréquentation (1,9 journaux pour 1000 habitants), c'est l'audiovisuel qui en sort forcément gagnant avec plus d'adeptes. C'est ainsi que 90% des ménages brazzavillois possèdent au moins 1 radio et 20% une télévision. Un choix dirigé plutôt donc vers l'audiovisuel pour des raisons qui, entre autres, ont pour nom la magie de l'image et la force du verbe.

- La Radiodiffusion

L'histoire de l'audiovisuel congolais est étroitement liée à celle du pays. En effet, la création de la première radio club remonte à 1939. Sur ses cendres naît plus tard, Radio Brazzaville, grand poste d'Afrique équatoriale française sur l'initiative du Comité National Libre de Londres. Elle a une vocation internationale, diffuse des informations à caractère local et dispose d'un émetteur de 50 kw. Une autre radio nommée AEF⁵⁸, gérée par l'administration et la Radio Télévision Française, d'intérêt plus social et régional viendra s'y greffer. Elle fonctionne dans les locaux de Radio Brazzaville mais de manière indépendante. Et c'est sur ses ondes que la Société de Radiodiffusion de la France d'Outre Mer (SORAFOM) diffuse des programmes pour les quatre territoires d'Afrique équatoriale (Moyen Congo, Gabon, Oubangui-Chari et Tchad) à partir de 1950, trois ou quatre heures par jour.

En 1959, Radio AEF devient Radio Inter Equatoriale. Les moyens de diffusion s'accroissent de même que le volume horaire des programmes. Avec la construction d'un local doté de deux émetteurs de 25 kw chacun, elle acquiert une autonomie vis-à-vis de la Radio Télévision Française. La radio est ainsi installée au Congo sans pour autant avoir une couleur nationale. Le 18 avril 1960, suite à un désaccord intervenu entre les Etats de l'AEF et des difficultés d'ordre technique, Radio Inter Equatoriale cesse ses émissions et ferme ses

⁵⁸ Radio AEF a été la radio de la France libre.

portes. Une partie de ses matériels et de son personnel est transférée à Radio Congo qui est inaugurée le 25 mai 1960. Avec une dotation de 22 émetteurs de 4 et 33 Kw par le tout nouvel Etat en 1961, le volume d'émissions hebdomadaires passe de 29 à 67 heures. En 1965, Radio Congo devient la Voix de la Révolution Congolaise. A ce titre, elle bénéficie, une année plus tard, du don de deux émetteurs de 50 Kw chacun de la part de la Chine pour une couverture totale du territoire national. Le 5 juin 1967, par décret n°67/135, la Voix de la Révolution Congolaise devient un service public au même titre que Télé Congo. Sa première antenne régionale, Radio Pointe Noire naît dans la région du Kouilou en 1968 avec deux émetteurs ondes courtes de 4 et 250 Kw et un magnétophone BLU⁵⁹ de 30 watts. Elle arrose les régions du Kouilou, de la Bouenza, du Niari, de la Lékoumou, voire celle du Pool. Mais faute d'un nouvel équipement technique, elle redevient purement une station ponténegrine. Une autre station à vocation culturelle ouvre parallèlement ses portes en 1998. Six centres de relais de la maison mère sont également créés dans l'arrière pays. Ils partent de Sibiti, Dolisie, Djambala, Ouesso, Owando et Impfondo respectivement pour les régions de la Lékoumou, du Niari, du Plateau, de la Sangha, de la Cuvette et de la Likouala. Le 10 juin 1991, à la faveur de la Conférence Nationale Souveraine, La Voix de la Révolution Congolaise retrouve son ancienne appellation de Radio Congo.

Malgré la libéralisation de la presse décidée à la Conférence Nationale Souveraine, Radio Congo demeure jusqu'en 1997 la seule antenne qui couvre tout le territoire national, mise à part celles régionales et communautaires qui n'ont pas une longue portée. Mais le déclenchement de la guerre du 5 juin 1997 va entraîner l'ouverture d'une radio privée pirate dite «radio de guerre». Son nom, Radio Liberté. Cette radio mobile est entretenue et alimentée par l'opposant Denis Sassou Nguesso et les membres de son parti, le PCT. Ils sont rejoints par certains journalistes de la chaîne nationale qui ont fait l'option de mettre leur savoir au profit de la chaîne de leur ténor, pour le défendre des attaques du camp présidentiel déversées sur les ondes de Radio Congo. Des agents de la fonction publique, pas nécessairement journalistes, viennent aussi mettre la main à la pâte. Les fréquences de la

⁵⁹ Sorte de magnétophone émetteur récepteur de 3 à 30 watts

radio sont obtenues par parasitage de celles de Radio Congo. Et pour une bonne qualité du son et aussi pour la sécurité du personnel, Radio Liberté sillonne les environs du centre émetteur situé au quartier NKombo (Talangäi) à 45 km au nord de Brazzaville sur la nationale 2. En 1998, naît également dans la région du Pool tenue par le Pasteur Ntumi, une radio dénommée Radio Royale, qui se veut le porte voix des Nsilulus (combattants du pasteur Ntumi) taxés de rebelles et qui n'ont donc pas accès à la radio publique pour se faire entendre. Cette dernière qui n'émettait que de façon épisodique n'existe plus mais Radio Liberté, tout comme Radio Congo, continuent d'émettre jusqu'à nos jours. Radio Liberté tente depuis le 15 octobre 1997 de faire oublier son passé de radio de guerre en essayant de se conformer aux règles de la profession. En effet, malgré qu'elle s'est vu « attribuer un statut officiel dès la fin de la guerre, en récompense du rôle particulier qu'elle avait joué durant les hostilités, elle conserve une certaine autonomie rédactionnelle, qui lui confère quelques nuances vis-à-vis de la radio nationale, et quoiqu'elle reste fondamentalement attachée à ses créateurs »⁶⁰.

- La Télévision

Créée le 28 novembre 1962, la télévision congolaise est la première chaîne de télévision en Afrique au sud du Sahara. Elle est devenue nationale à partir du 5 avril 1963. Au début Télé-Congo fonctionnait avec un émetteur de 50 watts ayant déjà servi en Algérie pour un public brazzavillois doté d'à peine 48 postes récepteurs. Par la suite, les programmes se sont poursuivis avec un émetteur de 2 Kilowatts.

Equipée de caméras Bell Howell, Beaulieu Arriflex et Eclair Coutand, Télé-Congo avait des programmes consacrés au divertissement, avec des émissions en noir et blanc. La jeune station compte sur un personnel composé de nationaux formés à la va-vite sur le tas avec une assistance technique française. C'est en 1982 que Télé-Congo abandonnera son écran noir et blanc au profit de l'écran quadri couleurs.

⁶⁰ Robert L. MIYOUNA, Communication pour le développement : analyse critique des dispositifs et pratiques professionnels au Congo, p222.

A partir de 1984, elle produit 50% de ses propres programmes, le reste lui venant de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA). Pendant la même période, des services en langues nationales lingala et kituba sont créés. La révolution des programmes s'accroîtra avec l'avènement de la démocratie en 1991.

De la même manière qu'en radio, les premières lueurs de la guerre du 5 juin 1997 verront l'apparition d'une télévision privée, elle aussi pirate. Elle appartient au groupe Liberté du Parti Congolais du Travail (PCT) de l'opposant Denis Sassou Nguesso et se fait appeler Télé Congo Liberté. Elle cesse d'émettre peu de temps après le 15 Octobre, date du renversement du pouvoir.

L'univers audiovisuel du Congo Brazzaville de 1997 à 2002 se résume donc à la radio et à la télévision publique (Radio et Télé Congo) et à Radio Liberté et Télé Congo Liberté. Il faudra attendre le 28 novembre 2002 pour voir surgir une troisième télévision et une radio, la DRTV, Digital Radio Télévision, groupe de presse privé. Le promoteur, le Colonel Norbert Dabira, est un membre actif du PCT. C'est une télévision dont l'essentiel du matériel est numérique qui tend aujourd'hui à détrôner Télé Congo grâce à la richesse de son programme et son attitude plus ouverte vis-à-vis de l'opposition qui n'est malheureusement pas dans les bonnes grâces de la télévision publique.

2-1- Statuts et lignes éditoriales

2-1-1- Statuts

Pour aborder la question des statuts des médias et des journalistes, il convient de faire une classification ; d'un côté, les services publics de presse et de l'autre, les entreprises privées de presse. Car, si le statut des structures privées de presse est le fait des actionnaires comme le stipule la loi, il en est autrement du service public.

- Les services publics de l'audiovisuel

De sa création en 1960 à 1965, la Radiodiffusion-Télévision Congolaise, jouit d'un statut spécial lui conférant l'autonomie de gestion, en vertu d'une convention signée entre elle et la Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-Mer (SORAFOM). A partir de 1965, le Congo ayant dénoncé cette convention, la Radiodiffusion-Télévision Congolaise (RTC) est déclarée service public par le décret n°65/183 du 13/07/1965 qui crée les services de l'information tout en gérant le monopole d'Etat en matière de radiodiffusion en sa qualité de personne morale de droit public. Cette disposition est ensuite confirmée par le décret n°67/135 du 05/05/1967 faisant de la RTC un service public. A ce titre, les services de presse étatiques dont la RTC sont, en l'absence de droit spécifique à l'audiovisuel considérés simplement comme des services publics d'information. Leurs agents, pris en charge de 1960 à 1965 par la France, sont versés à la fonction publique en 1966 comme contractuels sans qu'il ne soit précisé leur statut véritable. Assimilés à des services administratifs, c'est ainsi qu'on retrouve dans leur rang des «administrateurs, des attachés, des assistants et des auxiliaires de l'information»⁶¹. Un autre décret, celui n° 75/338 du 19/07/1975, consacre la négation des métiers de l'information au profit de titres sociaux ronflants. Un nouvel autre décret pris en 1981 vient compliquer davantage la situation en ajoutant la confusion quant aux appellations catégorielles. Les fonctions professionnelles, journalistes, animateurs, producteurs, sont considérées comme des grades. Le rédacteur en chef, le secrétaire de rédaction et le rewriter sont ainsi logés à la catégorie A1, le rédacteur en chef adjoint, le reporter spécialisé, le secrétaire de rédaction à la catégorie A2, le chef de rubrique, le producteur, le discothécaire à la catégorie B. Mais la situation se décante à partir du 20 Octobre 1982 grâce au décret n°82/924 qui fixe le statut particulier des cadres de l'information comme suit :

- Catégorie A1 : Journalistes de niveau III
- Catégorie A2 : Journalistes de niveau II
- Catégorie B1 : Journalistes de niveau I

⁶¹ G.N. SAM'OVHEY-PANQUIMA, Séminaire sur la presse, CERPAD, Brazzaville, Janv 1997.

➤ Catégorie C1 : Journalistes auxiliaires

➤ Catégorie D1 : Journalistes auxiliaires adjoints

La situation sociale de l'agent de presse d'Etat, identique à celle de ses pairs de la fonction publique, est donc caractérisée par un faible pouvoir d'achat doublée quelquefois de l'irrégularité des salaires. Une situation qui le fragilise et qui trop souvent l'amène à tordre le cou aux règles qui régissent la profession. C'est ainsi qu'ils se retrouvent, pour la grande majorité, chargé de communication dans des ministères et même à la présidence. Le journaliste devient donc dans sa rédaction, d'abord responsable de la bonne image de son patron, peu soucieux du respect des règles qui régissent sa profession. Ce qui compte, c'est surtout ce qu'il y a à gagner pour arrondir les fins de mois.

- Les structures privées de presse

Si on note une certaine fragilité au niveau des journalistes de la presse publique, le malaise est encore plus grand au niveau des entreprises privées de presse. Car, ne l'oublions pas, tous ces organes de presse ont été créés dans des contextes de conflits. Les animateurs sont donc les mêmes, sinon issus du même système, fonctionnaires ailleurs venant se défouler dans l'organe de presse dont ils se sentent le plus proches pour s'attirer les bonnes grâces du patron. Pas besoin d'avoir un baccalauréat ou un brevet d'études du premier cycle, encore moins un diplôme de journalisme pour monter à l'antenne. La guerre transforme qui le veut en journaliste, pourvu qu'on ait de la suite dans les idées.

Pas la peine de respecter quelque condition que ce soit avant de commencer à émettre. L'histoire nous le démontre. Tous ces organes de presse privés, à l'exception de la Digital Radio Télévision née au sortir des guerres, sont des télés et radios pirates et n'ont de raison d'être que leur affiliation à tel ou tel autre groupe en conflit. Ils n'ont que ce statut. Les dés sont donc pipés depuis le début.

2-1-1-1- Lignes éditoriales

- Les chaînes publiques

Médias au service du peuple, les chaînes publiques ont pour vocation essentielle de faire leur travail d'information en direction de toute la nation, toutes tendances confondues. La loi n°15-2001 du 31 décembre 2001 relative au pluralisme dans l'audiovisuel public stipule en son article 3 que, «la radio et la télévision du secteur public sont tenues de produire, de programmer et de faire diffuser des émissions régulières consacrées à l'expression directe des formations et des groupements politiques, des organisations professionnelles et syndicales». Elles ont l'obligation de respecter le principe d'égalité de traitement. Il en est de même dans la répartition du temps d'antenne qui doit répondre à la règle d'équité et doit satisfaire à l'obligation du pluralisme et de l'équilibre.

Seulement, dans la réalité, en République du Congo et comme dans bien d'autres pays du continent, on a tendance à confondre chaînes publiques comme et chaînes exclusivement gouvernementales. La part belle est taillée au pouvoir politique en place et l'opposition n'y fait pratiquement pas d'apparitions. Les médias d'Etat sont caporalisés par le pouvoir et les quelques journalistes qui enfreignent cette loi en tendant le micro à l'opposition sont sévèrement tancés. Ce qui d'ailleurs est dénoncé par les leaders du PCT en 1997 et constituerait l'une des raisons de la création du groupe Liberté. Les médias publics seraient ainsi transformés en caisse de résonance du pouvoir, en service de communication et de promotion de ses réalisations.

- Les chaînes privées

L'audiovisuel privé congolais, jusqu'au sortir de la guerre, se résume à une seule raison d'être : défendre son leader et répondre aux attaques de la presse publique. C'est le cas de Radio Alliance, précurseur des chaînes pirates congolaises, créée par le bloc PCT-MCDDI en 1993 pour ternir l'image du Président Pascal Lissouba, inciter les populations à descendre dans la rue pour revoir la composition du gouvernement et réorganiser les élections législatives. Nous observons le même scénario en 1997. Le groupe Liberté voit le jour pour décrédibiliser le pouvoir Lissouba à travers une manipulation de l'opinion publique

qui vise une incitation au soulèvement des populations et une diabolisation des médias d'Etat. Pour avoir démontré sa fidélité dans les moments de la guerre, Radio Liberté obtient une certaine liberté d'action, même si tenue par le même contrat tacite qu'avec la DRTV. Ce qui fait que, bien que «entièrement acquise au pouvoir en place, Radio Liberté est la radio la plus politiquement audacieuse du Congo»⁶².

En 1998, c'est du maquis que Radio Royale émerge pour défendre la cause de la région du Pool et faire entendre la voix de son prophète, le pasteur Ntumi.

Trois situations de conflits, trois organes ou groupes de presse privés, trois objectifs. La ligne éditoriale n'est rien d'autre que les revendications des groupes politiques auxquels ces organes sont affiliés.

La DRTV affiche par contre son ambition de chaîne privée commerciale. Son antenne est pour ainsi dire ouverte à toutes personnes qui acceptent de répondre aux exigences tarifaires du service client. Et si l'opposition politique s'y est trouvé un canal pour faire parler d'elle et de ses activités, ce qui est très souvent impossible à Télé et Radio Congo, il n'en demeure pas moins que les coudées ne sont pas si franches qu'elles veulent paraître. Car, la relation entre Norbert Dabira et le PCT «implique une adhésion du promoteur au principe de non agression du pouvoir en place dont il est partie prenante pour ne pas le déstabiliser»⁶³.

2-1-2-1 Profil des travailleurs

2-1-2-2- Cursus professionnel

- Les chaînes publiques

L'Algérie, la Chine et les Pays Bas, sont les pays où, déjà en 1969, étaient envoyés les agents de la radiodiffusion pour une formation journalistique. D'autres formations sur le tas étaient aussi effectuées avec ceux restés au Congo.

⁶² Robert L. MIYOUNA, opus cité, p 238.

⁶³ Ibidem p 238.

Ainsi, aussi bien à Télé Congo qu'à Radio Congo, on compte plusieurs diplômés de hautes écoles ou facultés du continent africain et même de l'Europe. Certains sont formés en Bulgarie, en France et d'autres à Brazzaville au département des Sciences et Techniques de la Communication (STC). Ils sont, pour la plupart, détenteurs d'un diplôme de journalisme, d'une maîtrise ou d'un master en sciences politiques ou en communication. C'est le cas de Jean Richard Mouyéni, animateur à Radio Congo, diplômé de sociologie de l'université Marien Ngouabi et diplômé de journalisme dans une école de Bucarest. Il en est de même de Bitala Bitémo, Journaliste à Télé Congo, diplômé de la STC de l'Université Marien Ngouabi, diplômé de l'EBAD de Dakar, diplômé de l'université Médial à Paris, premier journaliste congolais stagiaire à La Chaine Info (LCI) en France. Ce qu'il convient de noter, c'est que le Congo ayant été pendant une bonne période un pays marxiste, avec un parti unique, les populations, professionnels des médias compris, ont pris des habitudes propagandistes dont il n'était plus facile de se défaire au sortir de la conférence nationale de Février 1991. Robert MIYOUNA⁶⁴, de son côté, se prononce sur la qualité des journalistes du service public en ces termes : «des journalistes plus ou moins formés qui protègent leur emploi par un scrupuleux sens de la hiérarchie et qui tiennent leur ambition dans les limites strictes des missions qui leur sont prescrites par l'autorité gouvernementale»⁶⁵.

- Radio et Télé Liberté

Contrairement à Radio et Télé Congo où tous les agents de la rédaction ont un diplôme de journalisme, au groupe Liberté les profils sont divers. C'est ainsi qu'il y a les journalistes, anciens de Radio et Télé Congo qui ont choisi leurs camps, les partisans du PCT ; fonctionnaires et autres qui se sont joints à l'équipe sans oublier les étudiants qui ont trouvé ce groupe de presse comme «un exutoire, un moyen de se libérer de toutes les pressions».

Au rang des journalistes, on peut citer Bertin Ossenzda, promoteur de Télé Liberté, ancien de Télé Congo, titulaire d'un Bac A en 1974, d'une licence en lettres de l'Université Marien Ngouabi et d'une maîtrise de journalisme de l'Académie Stéphane Bordeaux de

⁶⁴ Journaliste, Professeur au département STC de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville.

⁶⁵ Robert L. MIYOUNA, Opus cité, p 326.

Bucarest en 1981. Jean Obambi, titulaire d'une maîtrise de journalisme de la STC de l'Université Marien Ngouabi.

Du côté des plus jeunes, on peut citer Roger Ngombé, titulaire d'une licence de journalisme à la STC en 1996 et ancien stagiaire de radio Congo et Ayessa Bélinda, bachelière, téléspeakerine à télé Liberté.

Jean Jaurès Ondélé, Georges Ngombé Malotita, Foula Moulendé, François Ibovi, Jacques Banangadzala, Pierre Nzila, Ernest Ndalla, Entcha Ebia, Valentin Ollessongo, Bozogo, Berthe Obili sont autant de noms qui sont revenus lors des enquêtes comme étant ceux de personnes ayant travaillé pour Radio et Télé Liberté. Nous pouvons aussi citer le célèbre animateur de la radio, Nguinda Nguinda qui avait la verve pour haranguer les foules.

- Radio Royale, la grande inconnue

On ignore tout des gens qui ont animé Radio Royale à part le fait qu'elles répondent certainement au même raisonnement : adhésion à la cause des Nsilulus, ressortissantes ou sympathisantes Laris, fonctionnaires ou autres.

- Digital Radio Television, une autre réalité

Contrairement aux autres organes de presse précités, la DRTV est intervenue dans un contexte politique plus ou moins stable. Même si elle est créée par un baron du PCT, elle a un mode de fonctionnement plus orthodoxe et essaie autant que faire se peut de ne pas déranger le pouvoir tout en acceptant l'opposition sur ses antennes et en traitant, bien sûr en y mettant la manière, de sujets qui pourraient fâcher. L'équipe dirigeante est constituée d'anciens journalistes de Radio et Télé Congo entourés de spécialistes occidentaux de l'audiovisuel. On y compte aussi une trentaine de jeunes âgés de 25 à 35 ans, diplômés pour certains de la STC, d'autres pris sur le tas en fonction de leur doigté, encadrés puis envoyés en perfectionnement en Tunisie ou ailleurs. Bref, un personnel relativement plus motivé parce que plus autonome que celui du service public assujéti aux volontés de l'autorité de tutelle.

2-2-2-1- Origine géographique, ethnique et politique

Dans cette partie, seule la DRTV échappe, dans son mode de fonctionnement, au qualificatif d'organe de presse «ethnique». La guerre obligeant, les gens se regroupent par affinité ethnique et politique, soit spontanément, par peur de représailles ou par instinct de survie. Aucun mélange n'est permis. Soit on est du Nord, du Sud ou du Pool et on est dans tel organe de presse précis ou réfugié chez soi ou en région. Impossible même de penser à être un métissé (originaire d'une région et travailler pour le camp adverse) : deux menaces plutôt qu'une peseraient aussitôt sur votre tête. Celle du traître et celle de l'espion.

- Les chaînes publiques

Jusqu'au 5 juin 1997, on pouvait dénombrer dans le rang des journalistes de la Radio et Télé Congo, des agents issus de toutes les régions du pays, de toutes les ethnies et de toutes les obédiences politiques. Mais la situation s'envenime dès le déclenchement de la guerre. Et comme ils le confirment, les journalistes, techniciens et autres ressortissants du Nord, comme l'opposant Denis Sassou Nguesso, désertent leurs lieux de travail, et de manière spécifique, certains parmi eux rejoignent le groupe Liberté. A les en croire, ce comportement est guidé par l'instinct de survie car l'atmosphère était devenu invivable sur le lieu de travail. C'est ainsi que Bertin Ossendza, l'un d'eux, raconte : *«J'ai expérimenté 4 ans de traversée du désert de 1992 à 1996, je suis resté planqué chez moi, sommé de ne pas mettre les pieds à la télévision parce que j'étais simplement du Nord, parce que les amis qui dirigeaient la télévision à l'époque ont instauré une politique de la terre brûlée. Et à ce moment, quand la guerre éclate, je me suis dit qu'il fallait défendre la cause de la liberté. Il y a eu des relents de tribalisme mais ça n'a pas commencé avec l'ère de Lissouba. Il y avait André Milongo, patron de l'armée, et une race de journalistes qui ne voulaient pas nous voir. On était des indésirables, sommés selon les humeurs de nous tenir à l'écart ; il y a eu la politique de l'exclusion à outrance, de tribalisme viscéral au point où les journalistes qu'on retrouvait à l'époque n'étaient que de la région des gens qui étaient aux affaires à l'époque, le Pool. Et quand Monsieur Lissouba arrive, c'est les gens du grand Niari»*. Jean Obambi, un

autre «déserteur» explique : *«On a eu 2 camps au niveau des journalistes : celui de ceux proches du pouvoir de Pascal Lissouba et celui de ceux proches de l'opposition de Denis Sassou Nguesso. Nous étions derrière Sassou. Cette division est due au fait que Brazzaville était divisé en 2. Ceux qui habitaient les quartiers Nord n'avaient plus accès libre aux médias d'Etat placés dans la partie sud de la ville et gérés par les journalistes du pouvoir qui ne voulaient plus voir les journalistes de l'opposition venir exercer librement ; nous étions menacé et réprimandé. C'est ainsi qu'on n'était plus programmé à l'antenne et ça nous a donné un ressentiment au point de constituer un groupe aussi, ce n'était pas chose facile parce que nous blaguions avec notre vie».*

- Radio et Télé Liberté

Le facteur commun des agents de Radio et Télé Liberté se situe à deux niveaux. Ils sont pour la plupart ressortissants de la partie Nord du Congo, tout comme leur leader charismatique et de la même obédience politique. François Ibovi et Ernest Ndalla sont deux leaders du PCT, Bélanda Ayessa, la fille d'un leader du PCT aujourd'hui conseiller du Président Sassou Nguesso. L'ancienne téléspeakerine de Télé Liberté est aujourd'hui directrice du mémorial Pierre Savorgnan de Brazza. Jean Obambi, aujourd'hui Directeur de la presse présidentielle, quant à lui, se confie : «jusqu'à aujourd'hui vous ne me voyez pas militer dans un quelconque groupe de pression politique mais de par mes origines ethniques, de par mon identité tribale et familiale, il est normal que je puisse prendre comme référent un grand homme politique très proche de moi ; ce qui a fait que je sois très proche du Président Sassou en tout temps». Bertin Ossendza, originaire lui aussi de la Cuvette, se définit comme un adepte de Sassou Nguesso. Car, se défend-il, «en tant que cadre, je me mets au service de la nation mais ça ne m'empêche pas d'avoir des penchants. Moi j'ai toujours voué une admiration sincère au Président Sassou, peu important les aléas et les pesanteurs». Ancien Directeur de la presse présidentielle, il est aujourd'hui responsable de la communication au ministère des affaires étrangères du Congo. Elevé le 5 février 2009 à la dignité de grand officier, il explique : «j'ai été chevalier et j'ai été nommé officier au sortir de la guerre, j'étais commandeur à la presse présidentielle. Je n'attends pas d'être mort pour être décoré et là,

j'ai atteint le plafond. Je le mérite. Je crois que c'est une histoire d'engagement. Aujourd'hui nous sommes assis sur le socle, qu'on le veuille ou non, de la guerre. Ce sont les vainqueurs de la guerre du 5 juin qui dirigent le pays. Il ne peut pas en être autrement». Pour preuve, ces journalistes de Radio et Télé Liberté se sont vus attribuer de grandes responsabilités dans la machine politique congolaise. C'est le cas de Bélinda Ayessa, Directrice du mausolée Pierre Savorgnan de Brazza, Jean Obambi, Directeur de la presse présidentielle, Valentin Ollessongo, Ambassadeur du Congo au Sénégal, Jacques Banangadzala, Président du Conseil supérieur de la liberté de la communication, Bertin Ossendza, Directeur de la presse présidentielle puis directeur de la communication du ministère des affaires étrangères, sans oublier les éditorialistes devenus ministres. Les plus jeunes sont disséminés dans les différents organes de presse proches du pouvoir. A Radio Congo, on retrouve donc Christian Martial Poos et Brice Nicaise Elanda. A Télé Congo, est nommé responsable à la thèque Georges Malottita. Roger Ngombé est «chef desk» politique aux «Dépêches de Brazzaville» un quotidien initié par Bélinda Ayessa et Jean Paul Pigasse, conseillers en communication de Denis Sassou Nguesso. Le journal est financé entièrement par la présidence ; ce qui lui permet, malgré le format, la grande qualité du papier et les couleurs, d'être cédé à 100 francs CFA, contrairement aux autres journaux qui sont vendus au prix de 500 francs CFA.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

2^{ème} partie : Les médias entre information et propagande

Chapitre 1 : Les médias et les populations dans les conflits de Brazzaville

Deux témoins des conflits de 1997 à 2002 à Brazzaville, les médias et les populations constituent les éléments fondamentaux de notre enquête. A ce niveau, il reviendra à tous deux de porter un regard critique sur le travail de ces organes de presse pendant les sensibles périodes de conflit.

2-1- La perception du travail de l'audiovisuel national par les populations brazzavilloises

Les populations interrogées ont fait une appréciation assez explicite des radios et télévisions qui ont animé l'actualité congolaise de 1997 à 2002. Et il en ressort que pour les Congolais, l'audiovisuel national ne s'en est pas tenu à son rôle d'organe de relais de l'information. C'est ainsi que le commentaire libre a pris le pas sur le fait sacré s'appuyant sur les propres aspirations des journalistes qui, eux, ont très tôt choisi leur camp eu égard à leur appartenance ethnique, idéologique et politique. Et non content qu'on soit en face des médias propagandistes, on se retrouve avec des journalistes «peureux» et plus soucieux de leur devenir que du respect des règles de leur profession. Le moyen le plus facile de s'attirer les bonnes grâces du leader politique dont on veut être proche, c'est la désinformation, les injures, les appels à la violence et à la haine, bref un «travail journalistique de qualité médiocre». Toutes choses qui ont inspiré le dégoût à plus d'un, créant ou justifiant de ce fait un zapping de ces médias nationaux en faveur des chaînes étrangères, notamment celles de la RDC voisine ou occidentales. Car, l'un des constats fondamentaux qui se dégage de l'observation des téléspectateurs et auditeurs, c'est que les médias occidentaux sont plus libres et plus crédibles que l'audiovisuel national avec des informations plus fiables, même s'ils ne sont pas toujours bien informés sur les sujets. C'est ainsi que sur un effectif de 31

personnes, 27 préfèrent les médias occidentaux à cause de la crédibilité qu'ils offrent et du professionnalisme dont ils font montre dans l'exercice de leur profession tandis que les 4 autres dénoncent le manque de qualité et de sérieux dans le travail de l'audiovisuel national considéré comme «peureux» (voir tableau ci-dessous).

Tableau 10 : Appréciation des médias par les populations

Médias suivis	Appréciation		TOTAL
	Contenus médias étrangers sont plus crédibles	Médias locaux sont peureux	
Non locales	14	2	16
Radio Congo	1		1
Médias congolais et étrangers	10	1	11
Télé Congo, Radio Congo et Radio Liberté	2	1	3
TOTAL	27	4	31

2-2- Médias et populations, un jeu d'influence ?

La relation qui a prévalu entre les populations congolaises et les télévisions et radios nationales entre 1997 et 2002 est appréciable à plusieurs niveaux. Il convient de faire une distinction entre les différentes composantes de cette population. Il faut, en effet, sortir du lot les miliciens et autres combattants des deux camps recevant les messages de réconfort et les consignes de guerre par leurs médias interposés. C'est une catégorie qui, contrairement à la grande masse, s'est servie des messages des médias pour légitimer leurs combats, piller les populations et s'adonner à toutes formes d'atrocités sans aucune crainte de représailles. Car, la relation émetteurs-récepteurs que l'on pourrait noter à ce niveau, si elle peut être assimilée à celle du stimulus-réponse défendue par la théorie du behaviorisme, est en fait celle relative à la fonction de renforcement de la théorie fonctionnaliste. Nous ne sommes donc pas en présence d'une masse amorphe prête à subir le diktat des médias mais plutôt

en face d'une population déjà acquise à une cause et qui n'attend qu'un encouragement pour se mettre en mouvement. Pour avoir attiré l'attention du public sur le caractère génocidaire du gouvernement et la nécessité d'y mettre fin, Radio et Télé Liberté ont donc seulement donné un prétexte à ces combattants armés et encadrés par des Angolais de descendre dans les rues pour semer la terreur dans les quartiers Sud où les populations ont bénéficié des largesses du pouvoir et destituer le Président élu.

C'est aussi le cas, de Radio et Télé Congo qui se sont évertuées à diaboliser l'opposant Denis Sassou Nguesso et à inciter l'armée à descendre dans les quartiers Nord. Un slogan qui a changé dès lors que Sassou Nguesso est devenu le nouveau locataire du palais présidentiel et que l'ennemi est devenu les ressortissants du Pool installés en grande partie dans les quartiers Sud de Brazzaville.

Il en est de même de Radio Royale qui, a également prêché pour son église confortant les combattants dans la nécessité de barrer la route au bras armé du pouvoir illégitime qui veut exterminer le Pool. Pour cause, nous sommes en présence d'une masse déjà acquise à une idéologie politique, et qui, en principe n'a plus besoin de manipulations pour agir mais simplement d'un élément déclencheur des séries d'actions. Ce qui le démontre est cette familiarité observée entre ces organes de presse et ces miliciens qui n'hésitent pas à participer à l'œuvre des médias comme Radio et Télé Liberté en leur fournissant du matériel et des vivres dérobés comme efforts de guerre.

A cela s'ajoute le fait que des journalistes comme Bertin Ossendza et des présentatrices comme Bélinda Ayessa ne se faisaient pas non plus prier pour descendre sur le terrain comme combattants. Cette population particulière de miliciens n'a donc pu être manipulée par les médias mais plutôt le contraire car ayant juste pris comme instrument les médias pour leurs activités.

Outil au service des combattants et de leurs mentors politiques, ce type de journalisme de servitude n'est donc que l'émanation de la volonté des acteurs politiques. C'est le cas de Radio Liberté qui a vu le jour aussitôt après le déclenchement des conflits de 1997 et Télé

Liberté quelques semaines après. En effet, à en croire bon nombre des journalistes de Radio Liberté, leur média a vu le jour pour offrir un moyen de communication au camp Sassou Nguesso jugé indésirable sur les antennes publiques. Et selon Bertin Ossendza, créateur de Télé Liberté, «*le groupe Liberté a créé sa télévision pour mieux atteindre le public*». L'image étant plus expressive que la parole, la télévision a donc été installée pour faire plus impression et toucher plus les cœurs. L'impératif pour Sassou Nguesso et ses compagnons, dès le déclenchement de la guerre, a donc été de se doter d'un arsenal de communication, d'une part avec sa milice et d'autre part avec la population qu'il voulait adhérer à sa cause.

A Radio et Télé Congo, le souci n'était plus de créer un groupe de presse, mais plutôt de reformater le discours en durcissant le ton vis-à-vis de l'opposition pour garder la sympathie témoignée par les populations lors de l'élection en 1992 et suite aux conflits de 1993. En effet, si seulement 2 personnes sur les 58 qui suivent Radio et Télé Congo avant 1997 jugent les organes de presses publiques pas fiables, 50% de ceux qui suivent ces mêmes chaînes entre 1997 et 2002 les traitent de chaînes partisans (voir tableau 4 et 6). Les conflits ont donc installé de nouvelles règles de pratique du journalisme qui se sont traduites par la propagande et la désinformation. Le souci de gagner la guerre a, pour ainsi dire, fait naître un audiovisuel congolais particulier qui brille par ses prises de position pour des figures politiques dont le souci était de préserver le pouvoir et de le conquérir selon que les acteurs soient de la mouvance ou de l'opposition. Se basant sur la théorie du fonctionnalisme des usages et des gratifications qui prône que «la fonction crée la demande», on pourrait donc conclure être dans une situation où c'est de la nécessité de légitimer l'acte des combattants que ces discours médiatiques ont vu le jour. Ce qui justifie d'ailleurs que la fréquentation de ces médias varie selon l'individu et son habitus.

Une autre catégorie de populations, celle de la grande masse non combattante, toutes ethnies confondues, qui, à priori, n'est pas impliquée dans les affrontements. A ce niveau, la fréquentation de ces médias, la réception des messages et l'interprétation sont aussi variées que complexes.

Le premier aspect auquel nous nous intéressons est donc la fréquentation des médias et les raisons avancées par le public. Ici, aucune des personnes interrogées n'affirme suivre un média parce que ethniquement ou politiquement proche de ces chaînes. Mieux, on constate que, si tous les téléspectateurs et auditeurs suivent ces médias nationaux, ils ont surtout, dans leur grande majorité, le regard tourné vers l'Occident pour s'informer de l'actualité aussi bien étrangère que nationale. Et la justification trouvée pour pareil comportement est la nécessité de suivre l'appréciation faite par chaque belligérant sur la situation socio politique, les critiques portées sur le camp adverse mais surtout d'avoir un avis neutre par la voix des médias étrangers.

Une pratique de recoupement des sources qui témoigne de la faible considération accordée aux radios et télévisions nationales dans leur globalité. Et la première conclusion qui s'impose est que les médias ne sont donc pas si puissants et le public si faible qu'on le pense. Mieux, les organes de presse n'envoûtent que les personnes avec qui ils ont une même vision des faits, eu égard à leur propre perception des choses, souvent en relation avec leur origine ethnique et politique. Ce qu'il convient aussi de souligner est que dans ce jeu de chassé-croisé, celui qui semble profiter le plus de la situation est le récepteur puisque exploitant à d'autres fins les messages diffusés par les médias comme nous pourrons le constater plus loin. L'usager des médias n'est donc pas un être passif, mais plutôt un consommateur actif qui choisit son média en fonction de ses attentes et aspirations pour, parfois l'exploiter d'une manière autre que celle pour laquelle le message médiatique a été diffusé. Ce qui confirme les notions d'appropriation et de détournement qu'évoque la théorie fonctionnaliste pour expliquer les multiples usages que la masse peut avoir d'un message médiatique. La tentative de manipulation des médias n'a donc pas tout le temps fonctionné, le message n'ayant pas été perçu de la même manière au niveau de l'encodage que du décodage. Car, sur une population de 21 usagers, seulement 1 a été réconforté par le travail de Radio Liberté, comme espéré par les acteurs de ces médias, et un autre chez lequel a surgi un sentiment de tribalisme à force de suivre l'audiovisuel national. Pour le reste, ce dernier n'a servi qu'à susciter la panique et un sentiment d'insécurité du fait de la

compréhension que les auditeurs et téléspectateurs ont eu des messages médiatiques propagandistes et de la déduction qu'ils en ont fait.

Tableau 11 : Incidences

Médias nationaux	Quelles incidences						TOTAL
	Angoisse, peur, panique	Aider à mettre à l'abri	Meilleure compréhension des conflits	Engendré le tribalisme	Dégoût des médias nationaux	Réconfort	
DRTV	1	1	1		2		5
Radio Congo		1				1	2
Radio Liberté	2	1	3	1	1		8
Radio Congo, Télé Congo, Radio Liberté et Télé Liberté			1				1
Radio Congo et Télé Congo					1		1
Radio Royale et Radio Liberté			1				1
Radio Congo et Radio Liberté		1	1				2
DRTV et Radio Liberté		1					1
TOTAL	3	5	7	1	4	1	21

N'y aurait-il pas eu une certaine dysfonction dans la réceptivité ? Car, les médias en pensant rallier à leur cause les populations, en leur déversant des informations partisans et mensongères, n'ont eu en retour que du déni de la part de ces usagers parce que dégoûtés de la piètre qualité de leur travail. Mieux, en tentant d'attirer la sympathie de ce public, les médias n'ont fait que les conforter dans le fait que la situation devenait de plus en plus tragique et qu'il valait mieux éviter certaines zones pour avoir la vie sauve. Le sens dominant des messages médiatiques, quand bien même qu'il ait été perçu, n'a donc pas été approprié de la manière adéquate mais substitué à une lecture négociée ou oppositionnelle selon les récepteurs et leurs besoins. Autrement dit, ayant compris l'esprit des messages propagandistes des médias, une certaine partie de la masse adhérente de la cause de tel ou

autre camp a accepté de jouer le jeu tandis que l'autre partie a préféré détourner définitivement leur attention pour se mettre à l'abri du danger.

C'est dire que même si la création de ces médias semblait justifiée parce qu'ayant reçu un accueil favorable auprès du public, vu que chacun était le porte voix d'une des parties en conflit, les populations ne se sont pas pour autant laissé abuser. Il convient donc de s'interroger sur les raisons de cette retenue ou ce scepticisme de la masse.

La longue période révolutionnaire qu'a connue le Congo a tôt fait d'édifier les citoyens sur le rôle partisan qu'y a toujours joué la presse nationale. Une situation qui a donc semé le discrédit sur la qualité professionnelle de ces médias et créé un sentiment de méfiance auprès de la population. Et cette dernière a tôt fait de ne suivre ces médias nationaux que pour écouter la version officielle pour ne pas dire gouvernementale de l'information, la vraie version étant captée sur les ondes des médias occidentaux.

A cela s'ajoute l'omniprésence des médias nationaux de la RDC voisine à Brazzaville. En réalité, il est plus facile dans certains quartiers de Brazzaville de suivre des radios et télévisions émettant de Kinshasa que Radio et Télé Congo. Un problème de fréquence pour lequel les promoteurs de l'audiovisuel brazzavillois n'ont de cesse de tempêter auprès de leur autorité de tutelle. N'empêche, cette promiscuité avec ces chaînes kinoises et la fréquentation des chaînes occidentales ont prouvé aux Congolais de Brazzaville qu'un journalisme autre que celui pratiqué dans leur pays est possible. Toute situation qui ont mis en disgrâce les groupes Liberté et Congo devant leur public et qui justifie la sympathie naturelle de ces populations pour les médias émettant d'ailleurs. Ce qui sous entend une faible fréquentation des radios et télévisions nationales avec comme corollaire une faible possibilité de manipulation. Une disposition qui a permis aux usagers des médias nationaux de ne pas être emportés par une idéologie politico-ethnique telle qu'observée surtout au Rwanda avec Radio Mille Collines. Mais que se serait-il advenu si la guerre ne s'était pas circonscrite en majorité à Brazzaville et qu'elle avait embrasée tout le pays ? Quel

comportement aurait eu cette population des régions reculées où les médias étrangers ne sont pas accessibles ?

Chapitre 2: Les médias et les professionnels dans les conflits de Brazzaville

Le 31 Octobre 1993, une radio pirate de l'opposition financée par le PCT voit le jour. Radio Alliance est créée sans autorisation des structures compétentes et se donne comme mission de faire entendre la voix de l'opposition aux populations.

Sur les traces de cette radio, vite détruite par les forces armées, naissent au lendemain du 5 Juin 1997 et dans les mêmes conditions, Radio et Télé Liberté, deux organes de presse financés par les ténors du PCT, Denis Sassou-Nguesso, sa fille Edith Lucie Sassou Bongo Ondimba et d'autres membres non moins influents du parti qui consacrent leur énergie à sa réussite. L'objectif demeure le même, faire entendre la voix de l'opposition mais aussi répondre aux attaques des médias d'Etat contre l'opposition et affaiblir le camp gouvernemental en le décrédibilisant. Les médias d'Etat sont donc considérés comme des caisses de résonance du pouvoir de Pascal Lissouba. Au sortir de la guerre, Télé Liberté disparaît, Radio Liberté revoit sa ligne éditoriale mais le constat reste le même : tous les organes de l'audiovisuel ayant pignon sur rue à Brazzaville présentent leur allégeance au nouveau locataire du palais présidentiel. Même la DRTV, Digital Radio et Télévision, créée en 2002 et qui tente de se démarquer du groupe n'y réussit pas. Son patron est un ténor du PCT, Général Norbert Dabira, qui a même été instructeur de milices pendant la guerre du 5 Juin. C'est ainsi qu'un black out total est fait sur la guerre de 1998-1999 qui a décimé la région du Pool. Et sur cette question, les seules informations diffusées sont celles venant du gouvernement. «Aucun recoupement des faits, aucun effort pour savoir ce qui se passait réellement dans cette partie Sud du pays, Pasteur Ntumi et ses fidèles n'avaient accès qu'aux antennes des médias internationaux pour donner leurs versions des faits», confie Mor Lam Petty, ancien Nsilulu, aujourd'hui responsable au désarmement des ex-combattants. Pour Marie-Soleil FRERE, le constat est alarmant. Le champ audiovisuel,

«encore pratiquement monopolisé par les médias d'Etat, a été le lieu d'affrontements sans merci à travers l'emprise exercée par le pouvoir politique et son bras militaire sur les ressources humaines, les infrastructures de diffusion que sur les contenus eux-mêmes»⁶⁶.

1-1- Médias comme relais de propagande

«*Ce n'est pas une honte de le dire, les journalistes congolais portent les séquelles du monopartisme. Ce sont, pour la plupart des militants*». C'est une appréciation du journaliste congolais Joseph Bitala Bitémo. Pour avoir été aux côtés de Sassou 1, de Lissouba puis de Sassou 2, l'auteur de «Théâtres d'ombres : Congo Brazzaville 1992-1997» sait de quoi il parle.

De 1997 à 2002, beaucoup d'entorses ont été faites aux règles d'éthique et de déontologie des médias au Congo Brazzaville. Parmi elles, la désinformation et la propagande qui ont été établies par un certain nombre de médias audiovisuels nationaux comme nouvelles règles de la profession. Mieux, comme le confirme l'équipe de recherches du GRIP et de l'institut Panos Paris, «*les médias audiovisuels ont été à la fois le lieu et l'instrument des règlements de compte politiques*»⁶⁷. La justification que les acteurs en font donne un éventail assez clair des motivations. Pour Jean Obambi, ancien journaliste de Télé Liberté, «nous sommes en guerre, donc dans une situation particulière et il fallait faire quelque chose». Roger Ngombé, nouveau diplômé de la STC⁶⁸, et ancien de Radio Liberté, explique, quant à lui, que «c'était une occasion pour nous de nous faire un nom, nous jeunes étudiants». Bertin Ossenza, fondateur de Télé Liberté et ancien journaliste de Télé Congo explique. «*Puisque les médias d'Etat avaient fait l'option de s'en prendre à Mr Sassou, il fallait que nous, qui nous sentions proches de lui, fassions quelque chose pour le défendre*». Du côté de ceux qui ont animé Radio et Télé Congo pendant la guerre de 1997, donc aux côtés de Pascal Lissouba, c'est le mutisme total. Bertin Ossenza, «déserteur» de Télé Congo

⁶⁶ Marie-Soleil FRERE et associés, opus cité, p 196.

⁶⁷ Ibidem, p 183.

⁶⁸ Département de l'Université Marien Ngouabi où sont formés les journalistes.

en 1997 répond, vu que c'est son leader qui tient les commandes: *«Je suis journaliste d'Etat et je défends les intérêts de l'Etat. Aujourd'hui l'Etat est dirigé et on ne peut pas naviguer à contre courant de la volonté de l'Etat sinon on va se faire de la violence. Nous sommes dans un contexte où les médias sont les médias d'Etat, c'est vrai qu'il y a les médias privés, une panoplie de journaux, nous sommes dans un pays où la liberté d'expression existe mais moi je suis journaliste d'Etat, je n'ai pas de support privé mais je m'en tiens à la ligne de l'Etat. Je veux bien donc justifier le comportement de mes confrères des chaînes d'Etat pendant la période de 1997»*. Et c'est ainsi que «Radio Congo et Radio Liberté se sont menés une véritable guerre des ondes, chacune tendant son micro à des victimes qui décrivaient les atrocités commises à leur rencontre par l'autre camp»⁶⁹. Accusant le clan Lissouba de se livrer à «une épuration ethnique, Radio Liberté poussait au nettoyage des quartiers Sud tandis que Radio Congo diffusait de nombreux messages incitant à la violence dans les quartiers Nord de Brazzaville»⁷⁰.

Mais si certains journalistes se sont, de leur propre volonté, lancés sur cette voie de la propagande, il y en a d'autres qui s'y sont retrouvés à cause de la complexité de la situation des médias à l'époque. En effet, le pluralisme médiatique prôné par la transition n'a duré que le temps d'un feu de paille. Des journalistes suspectés proches du défunt pouvoir de Denis Sassou Nguesso sont exclus et leurs émissions progressivement supprimées de la grille des programmes. D'autres jugeant impossible d'exercer leurs fonctions suivant les règles déontologiques démissionnent. Pour ceux qui tiennent le coup et restent, c'est à des arrestations et des interrogatoires de la police qu'ils sont confrontés chaque fois qu'ils évoquaient Sassou-Nguesso à l'antenne. Et le changement de pouvoir politique survenu le 15 octobre 1997 n'y change rien à part inverser la position des indésirables qui sont devenus des privilégiés et vice versa. C'est ainsi que, dès la prise de pouvoir du leader du PCT, de nombreux journalistes proches de Pascal Lissouba ont pris le chemin de l'exil ou se sont réfugiés en province, pourchassés par des hommes armés. On peut donc dire que «la peur

⁶⁹ Marie-Soleil FRERE et associés, op cit, p 188.

⁷⁰ Ibidem.

de la répression et de la rétorsion a également joué un grand rôle dans l'engagement des médias aux côtés des politiciens, seuls capables d'assurer leur sécurité»⁷¹.

Deux corpus constituent à ce niveau les éléments de travail ou contenus d'enquête : les coupures de presse, images d'archives et les témoignages des journalistes, toutes plus éloquentes les unes que les autres. Il s'agit donc ici de présenter un résumé de ces images d'archives pour ensuite établir le résultat des dépouillements sur la question.

1-1-1- Analyse de contenus des enquêtes

1-1-1-1- Résumé d'images et de documents d'archives

Le 5 juin 1997, des coups de feu commencent à se faire entendre vers 10h dans le centre ville. La guerre vient de commencer. Pendant que Radio et Télé Congo avancent la thèse gouvernementale d'un projet de coup d'Etat préparé par Sassou Nguesso, raison de l'incursion de l'armée républicaine au domicile privé de l'ancien président, le groupe Liberté, de son côté, dénonce «une tentative d'assassinat d'un leader de l'opposition». Qui dit la vérité ? Qui faut-il croire de ces deux groupes de presse ? Comment se fait-il que du même événement, des explications diamétralement opposés soient diffusées de part et autre de ces groupes de presse? Assistons-nous toujours à une pratique professionnelle du journalisme ou la passion politique a-t-elle pris le pas sur l'information juste et vraie?

- Radio Liberté et Télé Congo Liberté

Un Digital Versatile Disc (DVD) de 120 minutes donne un aperçu des images collectées et diffusées par Télé Congo Liberté. A la caméra, Jean-Baptiste Elanga, cinématographe, doyen des cadres de Télé Liberté et aujourd'hui responsable à la cinémathèque de la présidence. La scène de théâtre est Brazzaville où les Cobras de Denis Sassou-Nguesso ne cessent de gagner du terrain. Les seuls acteurs qui interviennent du début à la fin de la bande sont donc des sympathisants de l'opposant mécontent, miliciens,

⁷¹ Ibidem, p 193.

combattants et quelques rares civils. De temps à autre, le micro est tendu à certains parmi eux qui font état de la position de leur contingent et qui portent des jugements de valeur sur la personne du Président Pascal Lissouba et de ses alliés. C'est ainsi qu'il a été diffusé sur les antennes de la télévision, une sorte de «micro trottoir organisé» dans lequel Pascal Lissouba est diagnostiqué comme un déficient mental, un incompetent qui ne saurait donc rien diriger. Injures, calomnies, rien n'est donc laissé au hasard. Jean Mountanbaka, un animateur de Radio Liberté, au cours d'une émission télévisée du groupe Liberté, va jusqu'à émettre un diagnostic sur la santé mentale du Président Pascal Lissouba. C'est ainsi que lors de l'un de ses temps d'antenne consacrés à la scientologie, il déclare que *«le Chef de l'Etat est atteint d'une tare congénitale au niveau de son mental analytique, ce qui entraîne comme conséquence son inaptitude à diriger et à trouver une solution qui satisfierait l'ensemble de la classe politique congolaise»*. Pour cet animateur, Pascal Lissouba serait aussi *«un Président hystérique qui délire parce que ne sachant plus quoi faire»*. Et c'est pourquoi il traite de pareils sujets pour *«éclairer l'opinion publique qui doit se faire une idée de ce qu'est l'homme»*.

A la radio, c'est par une anecdote qu'un célèbre animateur tente de décrédibiliser le Président, histoire d'attirer les faveurs du peuple sur Denis Sassou-Nguesso. Nguinda Nguinda raconte ainsi qu'un jour, de retour de chez l'une de ses conquêtes en passant par chez son cousin, Lissouba a glissé à cause de la pluie et est tombé dans un caniveau. La conclusion étant que puisque l'homme est infidèle sur le plan sentimental, nul ne doute que son infidélité se reflète aussi sur le plan politique. Pascal Lissouba était aussi accusé de pratiques occultes et ce serait lui qui, du temps de la Jeunesse du Mouvement National de la Révolution (J.M.N.R.⁷²), manipulait tel ou tel autre réseau, qui était le cerveau penseur. Ce serait également lui qui avait aussi pensé que Pouabou et Matsokota devaient être exécutés

⁷² 'On attribue, entre autres, à la JMNR l'enlèvement et l'assassinat de l'Abbé **Anselme Massouémé**, Lazare Matsokota et Joseph Pouabou dans la nuit du 14-15 février 1965. Pascal Lissouba (alors Premier Ministre) et Ambroise Noumazalaye (Premier ministre du 6 mai 1966 au 12 janvier 1968 sous la présidence d'Alphonse Massamba-Débat) en seraient les pères fondateurs. *Leader sudiste, l'assassinat de ces trois personnalités originaires du Sud, comme Massamba-Débat, ne pourrait être que préjudiciable pour Pascal Lissouba. Car, un tel acte ne peut que fracturer les alliances du Sud.*

parce qu'il ne voulait pas qu'il y ait trop d'intellectuels de sa trempe. Signalons ici qu'en *Novembre 1969, Pascal Lissouba qui a plaidé non coupable a été acquitté au bénéfice du doute au sujet du procès du triple assassinat. Il en est de même de Ambroise Noumazalaye qui a été désigné par Antoine Maboungou-Mbimba⁷³ à la Conférence Nationale Souveraine comme le vrai responsable de ces trois meurtres.*

Somme toute, des «éléments» sur des thématiques précises avec des intervenants assez futés pour ne montrer que les faiblesses du pouvoir en place et par ricochet faire ressortir les points forts du camp Sassou. On se fait à ce titre le plaisir de rappeler les vieux moments de 1979 où Sassou est arrivé au pouvoir et les merveilles qu'il a accompli, comme quoi, leur faire comprendre que son retour c'est le salut. La finalité étant bien évidemment d'appeler le peuple à se rebeller contre le pouvoir en place. Et quand Lissouba fut enfin chassé du palais présidentiel et les rênes du pays de nouveau dans l'escarcelle du PCT, quoi de plus normal que de passer encore par Radio et Télé Liberté pour remercier les Cobras et leurs fidèles amis ? C'est donc sur les ondes de Radio Liberté que, le 15 octobre 1997, «le général victorieux laisse son chef d'état-major accorder une récompense aux guerriers : piller les quartiers sud de Brazzaville pendant deux jours. Le pillage durera une semaine»⁷⁴.

- Télé et Radio Congo

Saccagées et pillées lors du renversement de pouvoir du 15 octobre 1997, les archives de Radio et Télé Congo sur la période restent introuvables. Mais d'avis d'auditeurs et de téléspectateurs, en fidèles servantes, les chaînes étatiques se sont évertuées à défendre le Président Lissouba et son gouvernement. Et pour y arriver, désinformation, injures et autres ont été pratiquées. Une injure qui, jusqu'à nos jours, reste gravée dans la mémoire de Bertin Ossendza, défenseur de première heure de Denis Sassou Nguesso, est l'attribut de «général en carton» affilié à l'image de son mentor par un journaliste de Télé

⁷³ Membre du Comité Central du MNR, ex PCT. Selon lui, Ambroise Noumazalaye aurait déclaré qu'« il y aura un Président du Nord avant la fin du quinquennat de *Alphonse Massamba-Debat*. Et il aspire non seulement au poste de *Premier Ministre*, mais surtout à la *magistrature suprême*».

⁷⁴ F-X VERSCHAVE, *Noir silence*, Les arènes, Paris, 2000, p 23.

Congo du nom de Joseph Bitala Bitémo. Le promoteur de Télé Liberté se rappelle aussi de Jean Richard Mouyeni, animateur à Radio Congo qui disait «*allez les bem 21*» poussant ainsi le régime de l'époque à envoyer déverser les obus sur les quartiers périphériques de la zone Nord.

Les rares images disponibles aujourd'hui à la médiathèque de la première chaîne audiovisuelle du Congo se rapportent aux multiples «forums sur la paix» institués par Denis Sassou Nguesso après son arrivée au pouvoir. La bande exploitée à ce niveau est celle relative aux divers événements de réconciliation organisés de 1997 à 2001. Et si on y note l'absence physique de Pascal Lissouba, Bernard Kolélas, Joackim Yhombi-Opango et Pasteur Ntumi, principaux ténors de la vie politique congolaise, libre cours est donné au commentateur pour les accuser d'être responsables de tous les déboires du pays. On assiste à une vaste opération de charme du «journaliste» qui tente par tous les moyens de donner de Denis Sassou Nguesso un visage d'ange, victime de la voracité de ses adversaires politiques. Ce seraient eux les ennemis du peuple qui, voulant préserver leurs intérêts, n'ont pas hésité à mettre à feu et à sang le pays au détriment de toute considération humaine. C'est ainsi que dans un documentaire titré «Congo Brazzaville : le chemin de la paix», il revient sur la guerre de 1997 et explique que «Sassou Nguesso est arrivé au pouvoir dans des conditions qu'il n'avait nullement souhaité». Mieux, ce serait «la soif de vengeance des vaincus» qui a entraîné la résurgence du conflit en 1998.

A ce titre Pasteur Ntumi et ses compagnons ont été traités de «rebelles», «bandits» et autres qualificatifs peu glorieux pour les délégitimer aux yeux de la population. Ils seraient les bras armés de Bernard Kolélas resté en exil, de simples délinquants, et pour ce faire des représailles de l'armée sont nécessaires pour les mater. Dans le traitement de la question relative à la guerre du Pool, les informations diffusées n'émanaient que du gouvernement, sans aucune vérification sur le terrain et surtout sans recoupement des faits avec le camp Nsilulu. C'est aussi pourquoi, les multiples descentes et exactions de l'armée contre les populations et les combattants sont passées sous silence sur les antennes de Radio et Télé Congo.

Revenant sur le dialogue national tenu en mars 2001 où l'absence des exilés Lissouba et Kolélas, chefs de file de l'opposition, est signalée, ce qui retient l'attention, c'est la bande d'identification qui apparaît lors du discours de Denis Sassou Nguesso. En effet, alors qu'il s'était proclamé chef de l'Etat depuis le 15 octobre 1997 et que les élections présidentielles n'étaient qu'à un an, c'est deux petits cœurs que le réalisateur et le journaliste disposent en face du nom du Président, en lieu et place de son titre. Que faut-il comprendre ? En langage simple, «Denis Sassou Nguesso nous t'aimons»? Une déclaration d'amour d'un professionnel de l'information qui, en principe, se doit d'être neutre dans l'exercice de son travail.

De mémoire de téléspectateurs, jamais Radio et Télé Congo n'ont échappé à leur tradition de caisses de résonance du pouvoir. Lourd héritage d'un système partisan avec une presse soumise oblige, l'audiovisuel public congolais a donc résisté au temps dans son mode de fonctionnement. Les rares changements qui y ont été observés, si on peut les appeler ainsi, sont fonction de l'évolution opérée à la tête du pouvoir. Ce qui provoque inévitablement un remaniement des responsables de ces chaînes. Car, pour faire passer son message, mieux vaut nommer une personne dont la fidélité est acquise, un proche ou un partisan politique, plutôt qu'un professionnel dont il faut craindre les scrupules. Et c'est à ce titre que le Directeur Général de ce service, qui doit rendre compte à son supérieur hiérarchique, le Ministre de la Communication, est nommé par le Président de la République. Il travaille également en étroite collaboration avec la direction de la presse présidentielle qui s'occupe de couvrir tous les éléments concernant le Chef de l'Etat, de les monter et de ne déposer qu'un PAD (prêt à diffuser) à Radio et Télé Congo.

1-1-1-2- Dépouillement des fiches d'enquête

➤ Caractérisation de la population étudiée

Interroger les acteurs de l'audiovisuel national et les populations de Brazzaville sur le rôle joué par Radio Congo, Télé Congo, Radio Royale, Radio Congo Liberté, Télé Congo Liberté et Digital Radio Télévision dans les conflits de 1997 à 2002 à Brazzaville et son impact

sur l'appréciation de la crise est l'objectif de notre enquête de terrain. A cet effet, 65 habitants de Brazzaville ont été interrogés. Ils sont répartis sur 6 groupes ethniques et un septième non décliné, disséminées dans la ville de Brazzaville. A ce niveau, quelques graphiques pour traduire le jugement de la population cible par rapport aux médias. Radio Royale n'y figurera pas du fait de sa faible portée. Radio «de maquis» comme on pourrait l'appeler, aucune information n'a pu être collectée à son sujet.

Sur les 65 personnes questionnées issues de tous les quartiers de Brazzaville, plus de la moitié a refusé de s'identifier. Pour analyser leurs réponses, les éléments de comparaison retenus sont alors l'ethnie, le statut social, les chaînes nationales suivies ou écoutées pendant la période des conflits et des autres sources d'information par lesquelles ces personnes recevaient l'actualité.

Tableau 1 : Descriptif de la population cible selon les ethnies et les statuts sociaux

Ethnie	Statut social						TOTAL
	Cadre supérieur	Cadre moyen	Ouvrier	Profession libérale	Etudiant/Elève	Ménagère	
Kongos	2	2	-	1	-	1	6
Laris	5	2	3	5	-	1	16
Tékés	5	1	-	3	-	-	9
Mbochis	3	1	-	1	1	-	6
Nibolek	4	2	-	1	-	-	7
Bacongos	6	3	1	2	1	-	13
Indéterminé	5	3	-	-	-	-	8
TOTAL	30	14	4	13	2	2	65

PS : La population par ethnie fait donc 16 personnes pour les Laris, 6 pour les Kongos, 13 pour les Bacongos, 7 pour les Niboleks, 6 pour les Mbochis et 9 pour les Tékés. Les 08 restants appartiennent à la catégorie des indéterminés, parce que ayant préféré taire leur identité ethnique. A ce niveau, il convient de signaler que les Bacongos, les Kongos et les Laris sont tous du même groupe ethnique appelé BAKONGO. Ils ne présentent que quelques nuances linguistiques mineures. Ce qui fait une population globale de 35 personnes pour les

BAKONGOS. Ces chiffres sont proportionnels de ceux de la population globale congolaise qui compte 51,5 % de Bakongos, 17,3 % de Tékés et 11,5 % de Mboshis.

Un autre tableau dans cette séquence, illustre la fréquentation des médias nationaux. Il permettra d'avoir un aperçu sur la composition de l'auditoire et des téléspectateurs de Radio et Télé Congo avant 1997. Ils étaient les seuls organes nationaux de l'audiovisuel de la période.

Tableau 2 : Groupes ethniques et médias suivis avant 1997

Médias suivis avant 1997	Groupes ethniques							TOTAL
	Kongos	Laris	Tékés	Mbochis	Nibolek	Bacong os	Indétermi né	
Radio Congo	2	2	1	2	2	1	2	12
Télé Congo	1	2	2		1		2	8
Radio et Télé Congo	2	7	6	4	4	8	4	35
Aucune		5				4		9
TOTAL	5	16	9	6	7	13	8	64

Interprétation : Sur une population totale de 64 personnes, toutes ethnies confondues, ayant répondu à cette question, 12 écoutent Radio Congo, 8 regardent Télé Congo, 35 suivent Radio et Télé Congo et 9 s'abstiennent de s'informer sur ces deux organes de presse. Au nombre de ces derniers, 5 Laris et 4 Bacong os. Mais d'un individu à un autre, les raisons pour lesquelles ils suivent ces médias varient. C'est ce que nous montre le tableau prochain.

Tableau 3 : Pourquoi écoutent-ils Radio Congo et regardent-ils Télé Congo?

Médias avant 1997	Pourquoi				
	Unique radio	Unique télévision	Uniques radio et télévisions	Souci d'objectivité	Zone sans accès aux médias nationaux
Radio Congo	11				
Télé Congo		8			
Radio et Télé Congo			35		
Aucune				2	2

Interprétation: A ce niveau, 58 personnes ont répondu à cette question. Ainsi, les 35 personnes qui suivent Radio et Télé Congo expliquent qu'il en est ainsi par ce sont les uniques radios et télévisions nationales. Même chose, pour les 8 personnes qui regardent Télé Congo. Côté radio Congo, 11 des 12 personnes qui constituent l'auditoire abondent dans le même sens. Toutefois, parmi les 9 personnes qui ne suivent pas ces médias, on retient que 2 ne le font pas parce que vivant dans des zones où ces médias ne sont pas captés, et 2 autres s'en abstiennent par souci d'objectivité, les chaînes ne leur inspirant pas assez confiance du point de vue de la crédibilité des informations diffusées. Mais avec le déclenchement de la guerre du 5 Juin 1997 et la naissance de Radio et Télé Liberté puis, par la suite, de Radio Royale et DRTV, les habitudes vont changer.

Tableau 4 : Médias suivis entre 1997 et 2002

Médias suivis entre 1997 et 2002	Populations par Ethnie							TOTAL
	Kongos	Laris	Tékés	Mbochis	Nibolek	Bacongos	Indéterminé	
Non locales	2	6	3	-	2	7	5	25
Télé Liberté et Radio Liberté	-	-	1	-	-	-	-	1
Télé Liberté, Radio Liberté et Télé Congo	-	-	-	-	-	-	1	1
Radio Congo	-	1	-	-	-	1	-	2
Radio Liberté	2	-	-	-	-	-	-	2
Médias congolais et étrangers	1	2	5	4	3	4	2	21
Radio Congo et Télé Congo	1	2	-	-	-	1	-	4
Télé Congo, Radio Congo et Radio Liberté	-	1	-	-	2	-	-	3
Télé Congo, Radio Congo, Télé Liberté et Radio Liberté	-	-	-	1	-	-	-	1
TOTAL	6	12	9	5	7	13	8	60

Interprétation : 60 personnes constituent la population qui a répondu à la question «Quels médias suiviez-vous entre 1997 et 2002 ?». On constate que 25 d'entre eux, soit 41, 66%, préfèrent s'informer par les médias étrangers plutôt que par ceux nationaux. Viennent ensuite 21 personnes, soit 35%, qui reçoivent l'actualité aussi bien des médias étrangers que des médias nationaux. La population abonnée strictement aux médias nationaux se retrouve donc assez minoritaire avec ses 23,33% d'effectif. Parmi eux, Radio et Télé Congo remportent le meilleur suffrage avec 4 téléspectateurs, tous Bakongos, répartis respectivement comme suit : 1 Kongo, 2 Laris et 1 Bacongo. Radio Liberté est écoutée, quant à elle, par 2 Kongo ; Radio Congo par 1 Lari et 1 Bacongo (2 Bakongos) et Télé et Radio Liberté par 1 Téké. Pourquoi autant de personnes préfèrent-elles s'informer au travers des médias étrangers ? Celles qui sont restés fidèles aux chaînes locales en ont-elles eu pour leur compte ?

Tableau 5 : Degré de crédibilité

Médias suivis entre 1997 et 2002	Degré de crédibilité			TOTAL
	Moyenne	Faible	Grande	
Non locales	12	1	12	25
Télé Liberté et Radio Liberté		1		1
Télé Liberté, Radio Liberté et Télé Congo	1			1
Radio Congo		1	1	2
Radio Liberté		1	1	2
Médias congolais et étrangers	10	5	6	21
Radio Congo et Télé Congo	2	2		4
Télé Congo, Radio Congo et Radio Liberté	1	2		3
Télé Congo, Radio Congo, Télé Liberté et Radio Liberté			1	1
TOTAL	26	13	21	60

Interprétation : Pour 75,8% de cette population de 60 personnes, l'actualité suivie sur les médias est d'ordre socio politique. Et il va sans dire que l'appréciation de l'information reçue est tributaire de la valeur accordée aux médias par l'individu. Ce que l'on constate ici est que sur les 25 personnes abonnées aux médias étrangers, seule 1 personne accorde un faible degré de fiabilité à leur travail. Et pour cause, elle s'est rendu compte qu'elle était mieux informée que les médias occidentaux. Les 24 appréciations restantes sont équilibrées : 12 personnes leur accordent une grande crédibilité, les 12 restants, une crédibilité moyenne. Par ailleurs, les fidèles des chaînes nationales mentionnent qu'ils accordent, pour la majorité, une faible crédibilité aux informations diffusées par ces médias. On a, en substance, faible crédibilité : 7 personnes (soit 50%), crédibilité moyenne : 4 personnes et grande crédibilité : 3 personnes. Pourquoi un si grand manque de confiance pour les médias nationaux?

Tableau 6 : Catégorisation des médias nationaux de l'audiovisuel

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

Catégories de médias	Ethnie							TOTAL
	Kongos	Laris	Tékés	Mbochis	Nibolek	Bacongos	Indéterminé	
Radio Liberté (RL) propagandiste		1				1	1	3
Télé Congo (TC) propagandiste		2					2	4
RL: propagandiste, TC: propagandiste, RC: propagandiste, TL: propagandiste	4	4	1	4	1	4	2	20
RL: propagandiste, TC: information, RC: information et TL: propagandiste	1	1	2		1	1	1	7
TC: propagandiste, RC: propagandiste, RL: information et TL: information		1						1
RL: propagandiste, TC: information, TL: propagandiste et RC: information				1				1
RL: propagandiste, RC: propagandiste, TC: information et TL: propagandiste			1			2		3
RL: propagandiste, TC: propagandiste, RC: information et TL: propagandiste				1			1	2
TC: information, RC: information et TL: information			1					1
RL: propagandiste, TC: propagandiste et RC: propagandiste			2		3	1	2	8
RL: propagandiste, TC: propagandiste, RC: propagandiste et TC: information					1			1
RL: propagandiste, RC: propagandiste et TC: information						1		1
RC: propagandiste et RL: information		1						1
RL: propagandiste et RC: propagandiste		1						1
RL: propagandiste et TC: propagandiste							1	1
TOTAL	5	11	7	6	7	12	7	55

Interprétation : Presque toutes les personnes interrogées présentent les médias nationaux comme des médias de propagande, relais d'idéaux politiques, à l'exception de 12 personnes,

soit 20% de la population totale, qui ont porté un autre jugement de valeur sur ces médias. Mais si pour les 80%, Radio Liberté, Télé Congo Liberté, Radio Congo et Télé Congo sont des médias de propagande, en faveur de qui travaillent-ils ?

Tableau 7 : Médias et personnages affiliés

Catégories de médias	Personnage dont les médias défendent l'image			TOTAL
	Télé et Radio Congo pour le Pouvoir	Télé et Radio Liberté pour Sassou Nguesso	RC-TC pour le pouvoir, RL-TL pour Sassou	
Radio Liberté propagandiste		1		1
RL: propagandiste, TC: propagandiste RC: propagandiste, TL: propagandiste	2	4	6	12
RL: propagandiste, TC: info, RC: information et TL: propagandiste	2		1	3
TC: propagandiste, RC: propagandiste, RL: information et TL: information			1	1
RL: propagandiste, RC: propagandiste, TC: information et TL: propagandiste	2	1		3
RL: propagandiste, TC: propagandiste, RC: information et TL: propagandiste		1		1
RL: propagandiste, TC: propagandiste et RC: propagandiste	1		3	4
RL: propagandiste, RC: propagandiste et TC: information			1	1
RL: propagandiste et RC: propagandiste	1			1
TOTAL	8	7	12	27

Interprétation : Sur les 48 personnes qui ont qualifié l'audiovisuel national congolais de presse propagandiste, 27 personnes se sont prononcées sur les personnages dont les chaînes défendent les intérêts. C'est ainsi que pour 8 d'entre eux, il n'y a aucun doute ; « Radio et Télé Congo sont à la merci du pouvoir dont elles sont les caisses de résonance ». 7 autres

soutiennent s que Radio et Télé Liberté défendent l'image de Denis Sassou Nguesso. Et les 12 restants sont d'avis pour les deux à la fois. La nuance qu'il convient d'apporter à ce niveau est celle relative aux médias publics. Car, par la réponse «Radio et Télé Congo sont à la solde du pouvoir», deux personnalités politiques sont interpellés : Pascal Lissouba, Président jusqu'au 15 Octobre 1997 et Denis Sassou Nguesso, Président du 15 Octobre jusqu'à nos jours. Autant d'éléments qui ne rassurent ni les téléspectateurs, encore moins les auditeurs. Pour preuve, le recours sporadique à d'autres médias pour diversifier les sources et la conclusion qu'ils en tirent.

Tableau 8 : Que vaut l'audiovisuel national congolais ?

Quels autres médias locaux	Quelle différence		TOTAL
	Les contenus médias étrangers sont plus crédibles	Les médias locaux sont peureux	
Radio Royale	1		1
DRTV	4	1	5
Radio Congo	2		2
Radio Liberté	2	2	4
Télé Liberté	1		1
Radio Congo, Télé Congo, Radio Liberté et Télé Liberté	1		1
Radio Royale et Radio Liberté	1		1
Radio Congo et Radio Liberté	2		2
DRTV et Radio Liberté	2		2
TOTAL	16	3	19

Interprétation : 16 personnes qui suivent Radio Royale, DRTV, Radio Congo, Télé Congo, Radio Liberté et Télé Congo Liberté en même temps que des médias occidentaux tels que RFI, BBC, Africa N°1 et TV5 constatent que les contenus des médias étrangers sont plus crédibles.

Et comme pour corroborer leurs propos, 3 autres affirment que «les médias locaux sont peureux».

Au niveau de la fréquentation des médias, le premier constat qui se dégage est que la quasi-totalité de la population brazzavilloise est assujettie aux médias publics Télé et Radio Congo qui étaient jusqu'en Juin 1997, les seuls médias de l'audiovisuel national. Une habitude qui a perduré pendant la guerre, ce qui n'empêche pas le groupe Liberté d'avoir droit à son tour à sa part d'enthousiasme. Radio Royale, même si elle n'a pas une grande portée, s'est aussi trouvé des auditeurs de même que la dernière née du groupe, la DRTV. L'interprétation réside donc, non pas dans la fréquentation mais dans la raison de cette fréquentation et la crédibilité accordée à l'information reçue. Car, une autre conclusion qui s'est imposée lors des enquêtes est que la plupart des Congolais ont toujours recours aux médias étrangers pour suivre l'actualité. TV5, RFI, BBC, Africa N°1 et quelques télévisions de la RDC voisine sont donc plus prisés que les chaînes locales. La raison avancée est le manque de confiance dans les médias nationaux, le besoin de complément d'informations et la conviction que ces derniers ne sont utiles que pour avoir le point de vue des figures politiques qu'ils incarnent. Quant au fait que les Nibolek, les Bakongos écoutent et suivent Radio et Télé Liberté et que les Mbochis et les Tékés en font de même avec Radio et Télé Congo, l'explication qui semble la plus plausible est la curiosité de ces auditeurs et téléspectateurs sur ce qui se dit sur eux par le camp adverse afin de préparer ou non la riposte. Autre élément de réponse, la distance que les auditeurs et téléspectateurs prennent par rapport au traitement de l'information de ces médias parce que les sachant déjà acquis à la cause de quelqu'un. Pour preuve, l'appréciation que la majeure partie d'entre eux fait de ces médias. C'est ainsi que sur les 65 personnes interrogées, plus de 75% affirment que Radio et Télé Congo et Radio et Télé Liberté, dans leur fonctionnement et la diffusion de l'actualité, sont plus des organes de propagande que des médias d'information.

Des jugements de valeur qui n'empêcheront toutefois pas ceux qui le veulent d'appliquer les consignes diffusées sur les antennes de ces médias et de constituer des relais de ces informations au niveau de la grande masse.

1-1-2- Avis des professionnels

Il s'agit d'une quinzaine de professionnels des médias, anciens du groupe Liberté, de la presse publique et membres du conseil supérieur de la liberté de la communication. Ceux-ci ont, pour la plupart, répondu à une interview à l'exception d'un seul qui a préféré fournir de la documentation sur ses réflexions liées à la question et de deux autres, par lesquels il a été possible d'obtenir quelques images d'archives.

Tableau 9

	Radio et Télé Liberté	Radio et Télé Congo	Conseil supérieur de la liberté de la communication	Autres
Prénoms et Noms	<ul style="list-style-type: none"> - Bertin Ossendza - Jean Obambi - Roger Ngombé - Nicaise Elanda - Jean-Baptiste Elanda 	<ul style="list-style-type: none"> - Ibéni Mavoungou - Jean-Richard Mouyéni - Bitala Bitémo - Adrien Wayi - Georges Malotita 	<ul style="list-style-type: none"> - Eckiyaye Waméné - Guy-Noël Sam'ovhey Panquima 	<ul style="list-style-type: none"> - Joachim Mbanza (La Semaine Africaine) - Edith Ebouréfé (Canal Bénédiction Plus) - Pierre Dombo (STC)
Total	05	05	02	03

- Télé et Radio Liberté

Promoteur de Télé Congo Liberté, Bertin Ossendza ne pratique pas la langue de bois : *« nous avons, entre autres, traité à l'époque le président Lissouba de génocidaire. C'était peut être un abus de langage, mais on n'était pas loin de là. Nous avons qualifié Radio*

Congo de Radio Mille Collines parce qu'elle défendait un régime qui était en perte de vitesse».

Sur les ondes de la radio, ce sont des propos similaires qui sont émis à longueur de journée. Comme se le rappelle Roger Ngombé, «c'était de l'anti professionnalisme qu'on faisait. La passion dominait l'information réelle. Et c'est Mr Ndalla Claude Ernest, futur Ministre du redéploiement de la jeunesse et des sports, chargé de l'instruction civique, qui passait donner des instructions sur ce qu'il fallait dire chaque jour pour démoraliser Lissouba. On ne faisait que des papiers de réflexion, comme Ndalla qui raconte seulement ce qui est négatif, vrai ou pas vrai qu'importe, dans le parcours de Pascal Lissouba. La vie privée du Professeur Président, ses relations avec son père sont autant de choses qui étaient révélées, bref c'était de la démolition». Une démolition fortement suivie par un public qui assiste, hagard, à cette diatribe qui change du quotidien. Surtout lorsque des consignes telles que « la guerre est finie, nous l'avons gagnée, vous avez deux jours de pillage autorisé» sont véhiculés sur les ondes comme ce fut le cas au groupe Liberté à partir du 15 Octobre 1997.

Il y avait des éditorialistes, des témoignages des membres de l'opposition, des chefs politiques, qui appelaient à la paix et à l'ordre et qui moralisaient le pouvoir. Aux dires de Jean Obambi qui nie toute participation financière de l'ex-Président à la création du groupe Liberté, l'opposant Sassou-Nguesso aurait même «manifesté sa joie de voir son combat relayé par des médias qui ne pouvaient qu'exprimer sa volonté manifeste».

Pour ce qui est du financement des chaînes privées, c'est la cacophonie totale. Chacun, de son côté, tente tant bien que mal de cacher, la provenance des fonds de fonctionnement de ces médias. Ainsi, si Bertin Ossenza a reconnu spontanément que Télé Liberté a reçu comme don un studio mobile de reportage de la part de Edith Lucie Bongo Ondimba, fille de Denis Sassou Nguesso et épouse du Président Omar Bongo du Gabon, il reconnaît que c'est grâce à Denis Sassou Nguesso et ses compagnons, Mathias Ndzon et autres, que l'aventure a été financièrement possible. Jean Obambi, de son côté, nie toute

implication financière de Denis Sassou Nguesso. Toutefois, il admet qu'il était à leur côté, les encourageant en ces termes : *«les jeunes tenez bon, il faut vous battre. Et la bagarre il faut la manifester au travers de votre travail»*. Il donne aussi sa version sur le fonctionnement de la télévision et la radio : *«Nous nous étions retrouvés dans un pays divisé, les cadres de l'opposition se sont retrouvés dans un quartier général quitte à quelqu'un d'amener une petite cassette, de donner un petit véhicule. Il y a également eu des pillages et les jeunes miliciens proches de l'opposition avaient ainsi eu des pouvoirs qui ont été mis à notre disposition»*.

Ce qu'il convient de souligner à ce niveau, c'est la responsabilité des hommes politiques pour lesquels les journalistes se sont transformés en propagandistes. Car, si en leaders d'opinion, les professionnels des médias ont pu interagir sur les comportements et décisions des populations, ils ne l'ont fait que sur les instructions et grâce aux ressources financières, humaines et techniques mises à leur disposition par les politiciens. Ce qui rend ces hommes de «l'ombre» aussi responsables, sinon plus, que les journalistes. C'est pour cela que lors des poursuites contre les médias «fauteurs de trouble», l'accusation doit aller au-delà des agents de la presse et tenir compte de toute personne directement ou indirectement impliquée dans ces «guerres médiatiques».

1-2- Les médias comme éléments d'information

Seule une certaine frange de la presse écrite essayait de respecter les règles élémentaires de la profession journalistique pendant la période de la guerre. Et comme on pourra le constater, après le 15 Octobre 1997, Radio Liberté a pris l'initiative de rentrer dans les rangs. Adieu les injures à l'encontre du gouvernement et les incitations à la haine et à la violence en direction des populations du Sud même si la bourse est toujours tenue par Denis Sassou Nguesso. Prise de conscience des erreurs du passé ou volte face stratégique puisque le nouvel occupant du palais présidentiel est le mentor ? A cela s'ajoute la Digital Radio Télévision diversement appréciée par le public, puisque, elle aussi propriété d'un grand responsable du PCT, le Général Norbert Dabira.

1-2-1- Analyse de contenus d'enquête

Ce qu'il convient de souligner à ce niveau est que malgré son passé peu glorieux, Radio Liberté s'est évertuée, au sortir de la guerre, à changer son image auprès de la population en s'investissant dans une mission d'appel au calme, de sensibilisation à la démocratie et de retour aux valeurs de paix et de tolérance. Toutes choses qui lui donnent de la crédibilité et la fait sortir des sentiers de la propagande, même si les motivations de ce changement de ligne éditoriale et de ton laissent perplexes. Car, pour beaucoup, ce désir de retour aux règles professionnelles du journalisme est suspecte puisqu'il intervient après que Denis Sassou Nguesso ait pris les rênes du pays.

A cela s'ajoute la radio et la télévision du groupe Digital Radio Télévision (DRTV) qui, nées après l'arrêt des hostilités, n'ont pas fait état d'un parti pris affiché pour aucune des parties en conflit. Ce qui fait que les populations enquêtées, dans leur grande majorité, les ont considérés comme des médias d'information. N'empêche, il demeure quelques personnes qui, du fait des antécédents et de la coloration politiques du propriétaire, pensent que la DRTV n'est qu'une version plus raffinée et plus subtile de Télé liberté, en période hors conflit.

1-2-2- Avis des professionnels

Roger Ngombé, actuellement journaliste au quotidien privé «Les dépêches de Brazzaville», ancien de Radio Liberté se rappelle des changements opérés à la radio au sortir de la guerre. *«La mission des journalistes était de dissiper de la tête des congolais toutes les aspérités de la guerre. Il fallait donc que l'on sente à travers les émissions que nous sommes pratiquement en temps de démocratie et non plus en temps de guerre. Il fallait donc réajuster la grille de programmes, créer plus d'émissions politiques parce que si nous continuions sur la ligne sur laquelle on était en temps de guerre, nous allions raviver des conflits»*. Radio Liberté prend donc conscience et reconnaît que ce qu'il diffusait en temps de guerre ne favorisait guère la consolidation de l'unité nationale et de la paix. *«Pour la nouvelle mission que nous nous sommes assignés, il ne fallait plus être inféodé par le*

pouvoir». Les jeunes journalistes de Radio Liberté, soutenus par Guy Noël Sam'Ovhey Panquima, directeur de Radio Liberté après la guerre, «ont dit qu'il faut changer pour que la radio devienne un instrument de la promotion de la démocratie». Cela sous entendait que n'importe qui, même l'opposition pourrait désormais passer sur les antennes. Chose qui, sans aucun doute, aiderait aussi le gouvernement. Il y avait aussi le club Kamounga qui était un cercle de réflexion et qui fournissait des thèmes de discussion. A travers «les émissions comme «rencontre», « 11 -12», «liberté 7» on faisait passer tous les acteurs. On n'appelait plus à la violence». Il fallait donc amener les gens à comprendre que nous devons revenir sur la voie que nous avons prise à la conférence nationale, la voie de la démocratie. Et pour cela, il fallait changer de discours. Je me rappelle un 5 Juin où on m'a demandé à la rédaction de faire un papier souvenir et j'ai refusé. Simplement parce que je n'aime pas me remémorer un événement malheureux. A la limite j'aurais pu faire une dépêche sur le sujet. A mon avis à force de rappeler à la mémoire collective ces événements, on ne participe pas à donner une bonne image de notre pays. Car ce qui risque d'arriver est de créer un esprit revancharde auprès de certaines personnes. On ne va pas s'aimer, on ne va pas aimer les autres. Nous avons une mission, rassembler, unir, recréer la démocratie»⁷⁵.

⁷⁵ Entretien avec Roger Ngombé le 4 Mars 2009 à Brazzaville.

3^e partie : De la crédibilité des médias nationaux

De tout temps sur le continent africain et même au-delà, la presse a été un élément clé du système démocratique. Cela, dès lors que la liberté de la presse a été adoptée comme principe fondamental et incontournable par les acteurs et les responsables politiques. Toute valeur qui repose également sur l'équité et la probité des professionnels de la presse. Mais ce qui est souvent remarqué, c'est cette relation, souvent ambiguë, entre l'exécutif, le législatif, le judiciaire, les opérateurs économiques et la presse et qui mettent en péril tout le système. Le Congo Brazzaville en est un exemple patent. Et pour cause, peu de gens croient aux informations distillées par les médias nationaux, du fait de l'accointance de la grande majorité avec le pouvoir. Et ce dernier, se sentant tout puissant, agit souvent sans grand respect des normes démocratiques sur lesquelles ils ont été élus sans crainte que ces médias amis (financièrement dépendants ou idéologiquement proches) ne fassent cas de la mauvaise gestion du pouvoir et des besoins insatisfaits de la population. Les médias réfractaires à la politique du «master dixit»⁷⁶ du pouvoir, quant à eux, sont mis au banc des accusés et subissent des rappels à l'ordre fréquents. Ils sont taxés de médias de l'opposition. C'est le cas de Canal Bénédiction Plus, la toute dernière télévision privée de Brazzaville, qui a été sommée de suspendre pendant plus d'un mois ses activités après avoir diffusé en février 2009 des éléments de la conférence nationale souveraine de 1991, histoire de rappeler au Président Sassou Nguesso ses promesses. De l'avis du directeur de la télévision, Mr Edith Eboueffe, beaucoup d'autres faits leur sont reprochés comme «la diffusion d'un reportage sur le meeting du candidat de l'opposition Mathias Ndzon et ses émissions interactives au cours desquelles des problèmes de société sont abordés et où les populations expriment leur ras le bol»⁷⁷. C'est dire combien est grande l'influence exercée sur les médias par le pouvoir et les risques d'étouffement de la démocratie que cela pourrait engendrer. Et la parade est toute trouvée, avec le recours aux médias étrangers.

⁷⁶ «Le maître a dit».

⁷⁷ Edith Eboueffe, interview du 04 Mars 2009 à Brazzaville.

Une chose est sûre, les populations ont beau être vigilantes, leur marge d'action reste limitée et leur exposition à ces joutes verbales grande. Mais combien de temps résisteront-elles ? A quels risques pourraient-elles être confrontées en délaissant les médias nationaux pour des médias étrangers ? Car, si l'on connaît l'affiliation et les lobbies défendus par les médias nationaux, qu'en est-il de ceux du Nord ? Quelles sont les raisons des limites des médias congolais et quelles sont les solutions à y apporter ?

Chapitre 1 : Médias étrangers contre médias nationaux

1-1- Médias français, des médias situés ?

Il est apparu assez tôt dans ces multiples conflits qui ont embrasé le Congo que la France est sans équivoque le 3^e acteur clé, après Denis Sassou Nguesso et Pascal Lissouba, autour duquel se sont joués les intérêts de bon nombre de responsables politiques français et de l'avenir du peuple congolais. Entre Elf, Le Floch Prigent⁷⁸, le Congo et la Françafrique⁷⁹,

⁷⁸ Loïk Le Floch-Prigent, né le 21 septembre 1943 à Brest en France, est un ingénieur et un dirigeant d'entreprises français. Il n'a jamais été fonctionnaire. Son ascension rapide à la tête d'entreprises a été favorisée, dans un premier temps, par la fonction de directeur de cabinet du ministre de l'industrie, Pierre Dreyfus, qu'il a occupée de 1981 à 1982 et son entree dans le monde politique. Il fut notamment PDG de l'entreprise pétrolière Elf entre juillet 1989 et 1993, puis président de la SNCF de décembre 1995 à juillet 1996. L'ancien président d'Elf a été condamné par trois fois notamment pour «abus de biens sociaux».

⁷⁹ L'expression *Françafrique* semble avoir été employée pour la première fois, en 1955, par l'ancien président de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, pour définir les bonnes relations avec la puissance colonisatrice française dont il était député, tout en militant pour l'indépendance de son pays. François-Xavier VERSCHAVE, auteur de «*La Françafrique, le plus long scandale de la République*» décrit alors la Françafrique comme « une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et lobbies, et polarisé sur l'accaparement de deux rentes : les matières premières et l'Aide publique au développement. La logique de cette ponction est d'interdire l'initiative hors du cercle des initiés. Le système autodégradant se recycle dans la criminalisation. Il est naturellement hostile à la démocratie ». Il fait alors remonter les origines de cette nébuleuse à 1960 lorsque De Gaulle accorde l'indépendance aux colonies d'Afrique Noire et crée les « réseaux Foccart ».

il est important de s'interroger sur le rôle joué par les médias occidentaux dans le traitement de ces séries de conflit. Car, comme l'indique François-Xavier Verschave, en 1997 «Elf, l'Élysée et l'Etat major... ont choisi leur camp : celui de l'ordre qu'est censé restaurer, par la guerre civile, l'ex-dictateur Denis Sassou Nguesso»⁸⁰. Ce qui suppose «une punition à infliger aux gens du Sud décidément trop têtus avec comme maîtres mots tuer et détruire autant que possible»⁸¹. Et si «le journalisme indépendant conforme aux standards déontologiques internationaux a quasiment déserté le Congo-Brazza»⁸², «les affirmations réitérées de la propagande «sassouiste» relayées dans la presse française et au Quai d'Orsay»⁸³ se font de plus en plus fréquentes. Pour preuve, lorsque les médias français affirment que les milices de l'opposition (Ninjas de Kolélas) seraient les principaux responsables des mutineries de 1998-1999, des militaires français présents à Brazzaville déclarent le contraire. Selon eux, «ce ne sont pas les rebelles qui nous inquiètent. Les méchants, ce sont les troupes gouvernementales ; elles font n'importe quoi»⁸⁴. En témoigne ce constat paru dans les colonnes du bihebdomadaire catholique congolais «La Semaine Africaine» : «il y a eu des exécutions sommaires et des arrestations arbitraires de jeunes originaires du Pool, accusés d'être des Ninjas. Certains ont été tout simplement abattus ou brûlés vifs. Et des têtes, des organes génitaux ou des membres ont été exhibés allègrement à travers les rues de la capitale par des Cobras euphoriques et surexcités»⁸⁵. Amalgame ou désir volontaire des médias français de tordre le cou à la vérité ? Pour le Président de l'association Survie, le faible intérêt de la «grande presse internationale», d'habitude si prompt à réagir et à envoyer des équipes de reportage sur le terrain dans des situations de conflit pareil, fait penser à des explications possibles . La plus probable, «il serait devenu politiquement incorrect de s'en prendre au régime de Sassou Nguesso en France»⁸⁶. Mais puisqu'il fallait nécessairement un bouc émissaire, autant que ce soit Pascal Lissouba et son équipe ; ainsi

⁸⁰ François-Xavier VERSCHAVE, *Noir silence : Qui arrêtera la Françafrique*, Paris, Les arènes, 2000, p23.

⁸¹ Ibidem, p 23.

⁸² Ibidem, p29.

⁸³ Ibidem p32.

⁸⁴ François-Xavier VERSCHAVE, *op cit*, p 32.

⁸⁵ François-Xavier VERSCHAVE, *op cit*, p 31.

⁸⁶ François-Xavier VERSCHAVE, *op cit*, p 39.

tout le monde serait satisfait. L'information, même si elle n'est pas vraie, sera diffusée et le poulain de l'Élysée y aura un visage d'ange. On est donc effectivement en droit de penser comme un confrère qui, critiquant le Figaro qui annonce que «Dieu est mort à Brazzaville», a plutôt diagnostiqué «la mort, par suicide collectif, des organes de notre grande presse internationale»⁸⁷.

On est en présence d'une presse française qui privilégie les intérêts politiques et financiers de certains hommes forts de son pays au respect de l'éthique et de la déontologie de la presse. Des journalistes français propagandistes, tout comme les nationaux, pour qui la clause de conscience a déserté depuis longtemps le forum. Ce qui pousse à se demander si les médias français ne se sont simplement pas érigés ainsi en relais de l'impérialisme européen sur les anciennes colonies. Ils oscillent entre intolérance, mauvaise foi et souci d'augmentation de leur audimat. Pour comprendre ce rôle flou de la presse française, il faudra se servir d'une intervention de François-Xavier Verschave faite au cours d'un débat d'Acrimed⁸⁸ le 18 Janvier 2001 à Paris. En effet, selon le Président de l'Association Survie, le lobby de la Françafrique ne se limite pas seulement aux politiques, mais elle s'étend aussi aux hommes des médias. C'est ainsi que, tout comme «Denis Sassou Nguesso, Feu Omar Bongo Ondimba, Alfred Sirven...l'état major de TF1 était aussi à la Grande Loge Nationale Française, héritière des lobbies coloniaux»⁸⁹. Antichambre de prise de décision des grandes décisions étatiques, on comprend alors aisément que TF1 qui avait voulu envoyer une

⁸⁷ François-Xavier VERSCHAVE, op cit, p 39.

⁸⁸ Acrimed, Action critique Médias, est une association française loi de 1901 de critique des médias, créée en 1996 par deux universitaires proches de Pierre Bourdieu, dans la foulée du mouvement social de novembre et décembre 1995 et dans le sillage d'un appel à la solidarité avec les grévistes, en réponse à la façon dont les grands médias auraient pris parti contre ce mouvement et neutralisé l'expression de ses acteurs. Constituée en «Observatoire des médias», Acrimed réunit des journalistes et des salariés des médias, des chercheurs et des universitaires, des acteurs de la vie associative et politique. Association adhérente d'Attac jusqu'en 2008, Acrimed s'inscrit dans le mouvement altermondialiste. Comme Attac, Acrimed est membre fondateur de l'Observatoire français des médias (OFM).

⁸⁹ François-Xavier Verschave, Françafrique : les médias complices ?, Débat d'Acrimed, 18 Janvier 2001, 10 p.

équipe de reportage à Brazzaville en 1997 ait «décommandé à la dernière minute»⁹⁰. Des relations amicales qui créent «des journalistes au service de tel ou tel autre clan de la Françafrique»⁹¹ ou d'autres encore, «spécialistes de l'Afrique, tenus par des moyens de chantage comme le sexe, l'argent, l'alcool et le dopage», le tout sur fond de désinformation.

Avec l'existence de 57 000 fiches de journalistes, aux renseignements généraux, où sont notés «leurs problèmes d'impôts, un certain nombre de journalistes peuvent être discrètement tenus»⁹². Toute somme, des situations de compression des journalistes qui ont amenés la presse française à «censurer la guerre civile au Congo».⁹³ Comme quoi, aussi bien en Afrique qu'en Occident, le problème de la liberté effective de la presse demeure avec acuité.

En effet sur le DVD des hauts faits de Télé Congo Liberté, on retrouve certains enregistrements de reportages des chaînes étrangères telles que CFI, LCI, TF1 et AITV/RFO. Et comme il est constaté, en 1997, pendant que les deux camps s'affrontaient à l'arme lourde, l'information diffusée sur toutes ces chaînes portaient plus sur le rapatriement des étrangers (français surtout) que sur le drame lui-même. Ces médias s'étaient transformés en une vitrine pour les actions des militaires français chargés exclusivement de faire sortir leurs compatriotes du territoire congolais et de retourner à la base.

Seul Martin Mateso, de AITV/RFO fait la différence en focalisant son traitement sur le refus catégorique de la France au Président Lissouba et à l'Union Africaine de porter secours aux forces gouvernementales pour faire ramener l'ordre et la sécurité au Congo. Le journaliste souligne aussi un détachement d'hommes français en uniforme sur les sites pétroliers de Pointe Noire. On est amené ainsi à croire que ce qui intéresse la France et les médias français au Congo, c'est la sécurité de leurs ressortissants et bien sûr celle de l'or

⁹⁰ Ibidem

⁹¹ Ibidem

⁹² Ibidem

⁹³ Ibidem.

noir, source d'enrichissements de bon nombre d'autorités françaises. Le Congo et ses citoyens ne figurent nulle part dans cette grille de préoccupation. Et cette politique transparaît effectivement dans les rares papiers faits par les médias français, dans leur majorité, qui ont donc, eux aussi, tourné dos à l'éthique et la déontologie du journalisme. On pourrait ne pas s'offusquer de l'intérêt principal porté aux rapatriements des citoyens français par ces médias, vu que cela constitue l'essentiel de l'intérêt des téléspectateurs français. Mais ce qui ne saurait être accepté ce sont les contre-vérités qui figuraient dans ces comptes-rendus. De quoi se demander de qui de la presse internationale et celle nationale a le plus manipulé le public.

Selon les personnes interrogées, les médias étrangers sont plus fiables que les médias nationaux parce que diffusant des informations plus crédibles. C'est ainsi que, pendant que la bonne majorité d'entre eux disent accorder un faible degré de fiabilité aux informations reçues des chaînes locales, cette bonne majorité se trouve équitablement divisée entre personnes accordant une grande fiabilité et une faible fiabilité aux médias étrangers. Sur les 25 personnes qui suivent les médias internationaux, un seul a déclaré avoir accordé un faible degré de fiabilité aux informations reçues sur la situation sociopolitique du Congo, parce que s'étant rendu compte qu'il était plus informé que les médias. Ce qui dénote une vulnérabilité de l'auditoire et du téléspectat congolais face aux médias internationaux, parce que plus confiants en eux et donc plus facilement manipulable. Un comportement résultant de l'histoire des relations Nord/Sud et de l'acculturation subie par les populations africaines qui ont fini par conclure que tout ce qui vient de l'Occident est bon et vrai, tandis que les productions africaines sont dépréciées et dévalorisées. Et si cette dépréciation de la chose nationale a été bénéfique parce qu'ayant permis aux populations de porter un regard critique sur les informations diffusées par les médias nationaux, la confiance portée aux médias français leur a été préjudiciable. L'opinion publique a facilement pu être manipulée. La masse, téléspectateurs congolais et étrangers, a été conditionnée à voir en l'opposant Sassou Nguesso, l'image d'un être persécuté, une victime qui a décidé de mettre fin à sa souffrance en s'en prenant à ses détracteurs. Bref, l'homme de la situation sans qui le Congo

ne pourrait que s'enliser. Mais comment mettre un terme à cette inféodation des médias internationaux sur les populations congolaises? Comment amener la masse à échapper au conditionnement idéologique de la presse internationale sur les populations africaines dès lors que les intérêts du Nord et du Sud s'affrontent ?

1-2- Médias congolais, restructuration et formation

Le malheur des téléspectateurs et auditeurs congolais, c'est l'incapacité de leurs médias nationaux à leur procurer des informations justes sans parti pris. En effet, auraient-ils eu des informations objectives qu'ils ne feraient pas recours à la presse internationale plus fine et plus subtile dans ses insinuations et sa propagande. Ce qu'il faut donc ce sont des médias africains forts et autonomes capables de tenir leurs propres discours et d'avoir des journalistes convaincus de leur métier.

On l'a souvent entendu, le problème de la presse africaine c'est le manque de formation des personnes qui évoluent dans la corporation. Mais à Brazzaville, c'est des diplômés du département des Sciences et Techniques de la Communication de l'Université Marien Ngouabi, de l'académie Stéphane Bordeaux de Bucarest, des spécialistes de la télévision de l'école française Médial, de l'école de journalisme de Strasbourg et ancien journaliste de RFI, BBC, France 3 et stagiaire à LCI qui ont alimenté par leurs plumes la guerre. Comme pour dire qu'en 1997, ce n'était pas un problème de formation qui a amené ces journalistes à se détourner des règles de leur métier. Ce qu'il faudrait donc, c'est non plus des journalistes simplement formés mais des professionnels de l'information très bien formés avec une insistance particulière sur la spécificité du métier en période et en zone de conflit. A ce titre, la question des médias en période et en zone de conflits doit être largement traitée dans les écoles de formation pour montrer aux futurs journalistes tous les dommages qu'une information partisane et mensongère peut créer. Avec une accentuation particulière sur la nécessité pour le journaliste de ne point s'ériger en juge mais de toujours traiter l'information de manière équitable dans un effacement de son être et de ses croyances. L'exemple école de la Radio Libre des Mille Collines du Rwanda doit être revisité

pour permettre aux apprenants d'éviter de pareilles situations accordant la priorité au dialogue et à la paix. Une insistance sur le rôle de régulateur de la presse dans la société doit être faite afin que partout, en Afrique comme ailleurs, fleurissent des radios, télévisions et journaux au service de l'information non partisane et de la paix.

A ce niveau, puisque le rôle du journalisme est d'éduquer, de former et de divertir par l'information, des émissions civiques qui prônent le respect de l'autre dans sa différence et non sa tolérance, le bon voisinage et le recours au dialogue en cas de différend doivent figurer en bonne place dans la grille des programmes. Des discours de paix qui sensibiliseront les populations au rejet de toutes formes de violence et qui permettront aux pays en conflit de trouver une issue plus rapide de sortie de crise et aux pays non en conflit d'éviter le pire. Les ressortissants de la Cuvette se rendront donc compte de l'absurdité de s'en prendre à leurs frères du Niboland, et vice versa. Au Congo, de pareils organes de presse participeront au renforcement du tissu social largement endommagé par les querelles politico-ethniques et la pauvreté. L'accessibilité des ondes à toutes les classes sociales et politiques, l'ouverture des débats et la libre expression participeront à remettre en confiance le public sur la fiabilité des médias nationaux et redonneront du crédit à leur travail. Le recours aux valeurs de la Fondation Hironnelle⁹⁴ qui prône « un journalisme fondé sur l'exactitude et la rigueur professionnelle, dans le but d'apaiser les tensions, de faire communiquer les individus, de contribuer à l'établissement de sociétés démocratiques ouvertes au débat civique et citoyen »⁹⁵ serait d'un apport inestimable.

Le malheur du public congolais, c'est aussi l'absence d'organes de presse financièrement et matériellement autonomes et à point. Car, c'est de cette dépendance que

⁹⁴ Organisation de journalistes qui crée des médias indépendants en zones de crises. Organisation de droit suisse, elle a été fondée en 1995, à Genève, par Jean-Marie Etter, Philippe Dahinden et François Gross. La Fondation Hironnelle défend la liberté de la presse dans le monde et le droit individuel à l'information : "lorsque des femmes et des hommes d'un groupe national, ethnique ou autre sont privés de l'information qui les concerne directement pour des raisons politiques ou économiques, cette privation attente à leur dignité".

⁹⁵ http://fr.wikipedia.org/wiki/Fondation_Hironnelle

découle tous leurs maux. En effet, financièrement fragiles, ces organes de presses se retrouvent dans une obligation de faire la courbette à des personnes influentes pour avoir quelques aides financières et autres. Les journalistes mal payés développent un journalisme au rabais pour arrondir leurs fins de mois. Souvent, considérés comme des «stars», par leurs auditeurs et téléspectateurs, ils vivent, pour la plupart, au dessus de leurs moyens, et toujours dans le souci de paraître aux côtés des politiques et autre personnalité pour profiter de leur célébrité. «J'ai le privilège de faire partie des quelques rares collègues qui fréquentent le Président de la République, il me fait l'honneur de me faire participer à des voyages officiels et ça ce n'est pas rien». Une déclaration de Adrien Wahî, journaliste à Radio Congo, Président de l'association congolaise des journalistes reporters et Président de l'union internationale de la presse francophone qui montre assez clairement le type de relations dans lequel s'engluent les hommes de la presse au Congo. Il faudra donc le redéfinir et poser des balises pour éviter ce type de conduite qui frise le comportement du valet griot.

Un travail qui doit être surtout fait dans les services de presse publique où existe un amalgame total. En effet, ces journalistes, parce que fonctionnaires de l'Etat, se sentent, non plus professionnels au service de l'information vraie mais simplement des travailleurs qui se doivent de plaire au patron. Situation bien traduite par Bertin Ossendza qui explique : «je suis journaliste d'Etat et je défends les intérêts de l'Etat. Aujourd'hui l'Etat est commandé et on ne peut pas naviguer à contre courant de la volonté de l'Etat». Il faudra donc qu'un statut particulier du journaliste de la presse publique soit créé afin que le traitement de l'information ne se fasse plus selon les seuls intérêts du gouvernement. Et pour effectivement dépolitiser les rédactions et instances décisionnelles des organes de presse, les postes de direction doivent être comblés non plus par des nominations des autorités politiques mais plutôt selon le mérite, par appel à candidatures et sur projet de gestion. Car au Congo et dans beaucoup de pays africains par exemple, le directeur de la télévision et de la radio nationale est nommé par le Chef de l'Etat sur proposition du ministre de tutelle.

Il en sera de même du Conseil Supérieur de la Liberté de la Communication, instance de régulation de la presse, qui ne pourrait faire effectivement son travail qu'une fois affranchie des liens qui l'unissent aux décideurs politiques. Ce dernier, censé sévir en cas de non respect des règles régissant la profession, doit avoir une marge de manœuvre totale pour sanctionner les fauteurs de trouble. Car, la désignation des membres de cette institution combien importante pour la liberté de la presse est sujette à cautions. Comme on peut le lire à l'article 9 de la loi organique N°4-2003 du 18 janvier 2003⁹⁶, l'institution est composée de 11 membres, 3 désignés par le Président de la République dont le Président du Conseil, 2 par le Président de l'Assemblée Nationale, 2 par le Président du sénat, 2 par les professionnels de l'information et 2 par la cour suprême. Bref, 9 nominations sur 11 par des autorités politiques contre 2 par les professionnels de l'information; des chiffres qui édifient assez sur la qualité de travail à laquelle on peut s'attendre. Il faudrait donc repenser un Conseil supérieur de la liberté de la communication (CSLC) plus autonome, à même de prendre de réelles sanctions contre les journalistes qui s'inscriraient dans une logique de propagande et de non respect de l'éthique et de la déontologie des médias. Car comme mission, il est clairement stipulé que le CSLC doit, entre autres, «empêcher et réprimer la manipulation par quiconque de l'opinion publique à travers les médias, veiller au principe d'équité dans le traitement de l'information, promouvoir auprès des médias et des professionnels de l'information et de la communication, l'appréciation et le respect des normes professionnelles, éthiques et déontologiques afin d'assurer l'exercice d'une information objective et d'une presse responsable et républicaine»⁹⁷. Pour mener à bien ses missions le CSLC pourrait initier des séances de recyclage et de mise à niveau des journalistes avec une insistance particulière sur les nouveaux développements de la vie sociopolitique aussi bien nationale qu'internationale pour éviter que des informations mensongères ne soient diffusées. Pour le vice-Président du CSLC et ancien Directeur Général de Télé Congo, Ekiaye-Ackoly Wamene les «dérapages et atteintes à la dignité humaine

⁹⁶ Elle détermine les missions, l'organisation, la composition et le fonctionnement du conseil supérieur de la liberté de la communication.

⁹⁷ Conseil supérieur de la liberté de la communication : recueil de textes législatifs, article 6, p 6.

auxquels on assiste aujourd'hui encore dans les médias montrent qu'il reste beaucoup à faire». Et c'est ce à quoi s'attelle son institution qui assure le monitoring des médias congolais et le rappel à l'ordre des journalistes qui se déroberaient aux exigences de la profession.

Et puisqu'il est aussi dans les prérogatives du CSLC de «veiller à la qualité du contenu et à la diversité des programmes audiovisuels, au développement de la production et de la création audiovisuelles nationales», l'institution, de concert avec les patrons de presse, doit développer une stratégie d'incitation à la production audiovisuelle. Ce qui permettrait aux radios et télévisions d'étoffer leurs grilles de programme avec des documentaires et autres genres de réalisations locales qui permettraient aux populations de mieux connaître et de s'imprégner des réalités de leur pays. Toutes choses qui leur permettraient d'analyser le flux informationnel qui leur vient du Nord et de pouvoir faire la part des choses entre les informations vraies et celles manipulées. Par ailleurs, les médias africains doivent, comme le fait actuellement la Radio Télévision du Burkina Faso de même que celle de la Côte d'Ivoire, investir dans la production et créer de quoi meubler leurs antennes sans être obligés de recourir aux telenovelas qui, en majorité, ne font que la promotion du sexe et de la fourberie. Toutes choses qui vont à l'encontre des valeurs morales et culturelles dont nous sommes dépositaires et qui concourent à la dépravation des mœurs. Les radios et télévisions congolaises doivent donc se reprendre en main pour jouer la mission qui est la leur dans la société, des organes de veille de la démocratie. Et puisque mondialisation oblige, les médias africains se doivent de créer un deuxième flux informationnel, celui-ci du Sud vers le Nord dans lequel est montré le vrai visage de l'Afrique où il n'y a pas que des maladies et des guerres. Dans leurs discours, ces médias devront combler le vide laissé par les médias occidentaux qui taisent le plus souvent la part de responsabilité des pays du Nord sur les maux dont souffre le continent. Pour ce faire, des organes de presse au sens simple du mot doivent être suppléés par des groupes de presse bien élaborés et structurés avec une autonomie financière assurée. Des activités telles que l'imprimerie, la production audiovisuelle, les réalisations de films ou autres éléments de l'imagerie permettront à ces

groupes de diversifier leurs sources de revenus et de se rendre autonomes vis-à-vis de leurs «bienfaiteurs» qui n'ont de mérite que de les détourner de l'essence de la profession. Ce qui apporterait à ces médias une bouffée d'oxygène porteuse d'espoir et de réconfort pour la masse trop longtemps manipulée par des médias congolais acquis à la cause des politiques et des médias étrangers pas toujours aussi libres qu'on le pense.

Les politiques devraient aussi penser à la création d'un organe de presse gouvernemental pour leur communication afin de libérer les médias publics de cette charge qui a de tout temps été source de dissensions. La question du traitement salarial des journalistes doit également faire l'objet d'une étude sérieuse à travers l'adoption d'une convention collective car l'une des failles des journalistes réside dans le fait qu'ils sont sous payés et donc vulnérables.

En dehors du respect de l'éthique et de la déontologie, de la pratique d'un journalisme objectif avec des informations non partisans et vraies, le journaliste en zone de conflit a aussi un rôle particulier à jouer dans le processus de retour à la paix. Quel est ce rôle et quel en est l'intérêt?

Chapitre 2 : Voies pour la recherche

Faudrait-il repenser le journalisme en zone de conflit pour en faire un outil humanitaire ? Si oui, serons-nous toujours des organes d'information ou deviendrons-nous des communicateurs au service de la paix ? Ces deux rôles sont-ils compatibles sans que l'idéal d'impartialité du journalisme en prenne un coup ? Deux théories s'affrontent ici : l'une appelée journalisme «proactif» qui prône un journalisme engagé dans l'éducation et la dénonciation de stéréotypes pour l'émergence d'alternatives à la violence. L'autre, nommée journalisme «classique» qui se contente «des aspects spectaculaires d'un conflit, à ses effets visibles, repercutant ainsi les positions de certaines élites politiques ou militaires qui y sont

impliquées»⁹⁸. Dans cette partie de notre travail, nous essaierons de voir les avantages de l'une et de l'autre de ces théories pour le citoyen que le journalisme est somme toute censé servir.

2-1- Journalisme classique pour que force reste à l'impartialité de la presse

L'une des spécificités du journalisme traditionnel ou classique, surtout au niveau de l'audiovisuel, est la course au scoop et au sensationnel qui n'a de mérite pour une chaîne que d'être la première à diffuser une information. Malgré l'existence de l'auto-censure qui interdit la diffusion d'images trop violentes par exemple, le journaliste se contente de faire le compte-rendu d'une situation en évoquant les questions fondamentales (quoi, où, quand, comment, par qui). C'est ainsi que la plupart du temps, lorsqu'il est question d'exactions ou de violences commises, le journaliste n'a pas toujours le réflexe de replacer cet acte de violence dans son contexte en insistant sur le pourquoi. Cela prendrait trop de temps pour se documenter ou trouver une personne ressource afin d'apporter des compléments d'information et une chaîne rivale ravirait la vedette en diffusant en premier l'information. De plus, le journaliste se doit de s'en tenir aux faits et il n'est pas toujours assez outillé intellectuellement pour ce «travail sophistiqué». Il préfère dès lors narrer l'événement présent afin de ne pas s'attirer les foudres des parties en conflit en ravivant de mauvais et violents souvenirs. «Il décrira la violence sans en identifier les causes, ni creuser au-delà des simples événements factuels ou en utilisant, sous le coup de l'émotion, des termes inappropriés et passionnels»⁹⁹. Car, parler d'une attaque des Ninjas contre les Cobras qui ont fait 10 morts en rappelant que ces derniers avaient fait de même sur le camp adverse en éliminant une vingtaine de personnes, par exemple, viendrait à légitimer la dernière attaque penserait-on. Et cela pourrait constituer un danger non seulement pour le journaliste ayant présenté l'information mais aussi pour l'organe de presse car les combattants feraient très tôt de les traiter de médias de l'opposition ou de la mouvance selon le cas. Et pourtant, ce sont des exigences de la profession que de traiter une information en analysant tous les

⁹⁸ Marie-Soleil FRERE, op cit, p 18.

⁹⁹ Marie-Soleil FRERE, opus cité, p 40.

contours. Le recours à certains observateurs de la vie publique comme les historiens et les sociologues participeraient à un traitement équitable et juste de l'information. Mais il faudrait que le journaliste ait un minimum de connaissances sur le sujet pour se poser les bonnes questions et présenter un travail de qualité et impartial. Et c'est ce que propose Abiodun Onadipe¹⁰⁰ lorsqu'il recommande «d'encourager la formation de base offerte aux journalistes africains afin de fournir un substrat sur lequel bâtir une spécialisation dont l'Afrique a désespérément besoin face aux défis de la démocratie, de la libéralisation économique»¹⁰¹ et surtout de la pacification de son continent. «Confrontés à de véritables menaces pour leur intégrité physique et moral sur les terrains de combat»¹⁰², d'autres journalistes sont simplement pris dans le terrible dilemme d'une pratique saine de leur profession ou de l'exercice d'un journalisme superficiel et biaisé pour s'assurer une relative sécurité, reléguant ainsi au dernier rang la règle de l'impartialité. C'est ce que signale Christopher Spurk¹⁰³ lorsqu'il affirme qu'« en période de conflit, l'objectivité a tendance à disparaître et les journalistes sont quasiment obligés de prendre parti : les récits de guerre remplacent les analyses contextuelles et les origines du conflit, ainsi que les conséquences sur les victimes sont souvent oubliées»¹⁰⁴. Conscient de la sensibilité des conflits, de la position délicate des journalistes et par ricochet de la difficulté à être impartial dans le traitement de l'information y afférent, n'est-il pas alors tout indiqué que le journaliste endosse la casquette du médiateur au service de la paix?

2-2- Journalisme «proactif» pour la résolution des conflits

S'il est vrai que le journalisme a pour valeur essentielle l'impartialité dans le traitement de l'information, il n'en n'est pas non moins exact que citoyen de son pays et du monde, la paix constitue pour tout professionnel de l'information un impératif indiscutable.

¹⁰⁰ Journaliste Nigérian, docteur en relations internationales de l'Université de Kent, Directeur de programmes Conciliation Resources et auteur de «African media and conflict» paru en 1998.

¹⁰¹ Marie-Soleil FRERE, opus cité, p 26.

¹⁰² Marie-Soleil FRERE, opus cité, p 26.

¹⁰³ Consultant média, directeur de la société Strategieberatung für Medien à Berne en Suisse. Il a écrit «Media and peacebuilding concept, actors and issues» paru en 2002.

¹⁰⁴ Marie-Soleil FRERE, opus cité, p 32.

Pour le Congo par exemple, si le libre accès à l'information et à la communication est garantie aux citoyens, il est clairement stipulé à l'article 6 de la loi organique N°4-2003 que le CSLC doit «veiller à la non diffusion des informations qui ne concourent pas à la consolidation de la paix et de l'unité nationale» aussi bien en période de paix qu'en période de crise. C'est dire toute l'importance accordée à un journalisme qui concoure à la stabilité de la Nation. Pour ce faire, Ross Howard¹⁰⁵ émet le diagnostic selon lequel un «autre type de journalisme est tout simplement nécessaire»¹⁰⁶ en période et en zone de conflit. Et ce journalisme particulier exige que le professionnel de l'information se rende «sensible au conflit». Ce qui se traduirait par la quête des véritables causes des conflits, les conséquences psychosociologiques sur le développement du pays et de ses ressortissants mais surtout la valorisation des «efforts de règlement de la crise en les comparant avec des exemples réussis de résolution de conflits ailleurs dans le monde»¹⁰⁷. Ce spécialiste des médias et conflits indique au journaliste qu'il doit «éviter de se focaliser sur le facteur ethnique dans son analyse et d'identifier les combattants et les victimes sous cet unique aspect-là»¹⁰⁸. Pour ainsi dire un professionnel des médias qui relate une scène de tueries ne doit pas s'attarder sur les origines des victimes et des agresseurs car la seule conséquence qui en découlerait serait d'envenimer la situation, les parents des victimes pourraient être tentés de chercher à venger leurs morts. Car, en période de tension, quand bien même que l'auditeur ou le téléspectateur ne soit pas passif, l'individu ne prend pas toujours le recul nécessaire pour analyser ce qu'il reçoit comme information des médias. De plus, lorsqu'il se retrouve dans une position de victime, tous les prétextes lui sont bons pour prendre sa revanche, c'est-à-dire créer des dégâts matériels dans le camp adverse. C'est pour cela que Jake Lynch¹⁰⁹ et Annabel Mcgoldrick¹¹⁰ proposent un journalisme de paix où les acteurs de la presse

¹⁰⁵ Journaliste et Consultant de Impacts spécialisée dans les questions «Médias et conflits». Il est l'auteur de «Conflict sensitive journalism» paru en 2003.

¹⁰⁶ Marie-Soleil FRERE, opus cité, p 29.

¹⁰⁷ Marie-Soleil FRERE, opus cité, p 39.

¹⁰⁸ Marie-Soleil FRERE, opus cité, p 40.

¹⁰⁹ Journaliste anglais, auteur de «Peace journalism : how to do it. The peace journalism opinion n° 1, 2 et 3».

¹¹⁰ Journaliste et productrice de radio et télévision. Créatrice de «The conflict and peace forums à Tatlow Court au Royaume Uni. Co-auteur de «Peace journalism : how to do it. The peace journalism opinion n° 1, 2 et 3».

adopteraient «une éthique qui favorise dans leurs récits la paix comme alternative à la guerre en restant très attentifs à la présentation des faits»¹¹¹. Un choix méticuleux doit être fait des termes à employer pour ne pas davantage envenimer une situation déjà tendue. Les promoteurs du journalisme de la paix conseillent à cet effet d'éviter des mots comme «vicieux, cruel, barbare, terroriste et fondamentaliste» qui friserait un commentaire inapproprié et qui les feraient tomber «dans ce piège de langage» et leur ferait perdre leur crédibilité et leur impartialité»¹¹². un autre piège dans lequel les journalistes éviteraient de tomber en entraînant les populations est l'attribution par une explication trop simpliste et quasi automatique des causes profondes des conflits à des dissensions ethniques. Car, comme l'ont conclu Tim Allen¹¹³ et Jean Seaton¹¹⁴, contrairement aux idées souvent véhiculées «les conflits ne sont pas la résultante de divergences naturelles ou biologiques des peuples mais de processus sociaux»¹¹⁵. Une réflexion qui a toute son évidence lorsqu'on l'applique à la guerre du 5 Juin 1997 et celle du Pool en 1998-1999, qualifiées de conflit ethnique entre Laris et Mbochis. Car, s'il est vrai que c'est en territoire Lari qu'ont eu lieu les violences de 1998-1999 entraînant beaucoup de victimes Laris, le fond du problème n'en était pas pour autant lié à l'ethnie. Pour preuve, ces populations se sont toujours cotoyées sans effusion de sang. Et cela se vérifie aussi avec la guerre de 1997 qui reposait essentiellement sur des considérations politiques et financières. L'ethnicitation des conflits n'est donc qu'une trouvaille pour berner les populations et les soulever les unes contre les autres. Les journalistes n'ont aucun intérêt à s'inscrire dans une logique destructrice pareille.

L'impartialité se révèle l'une des valeurs essentielles d'un journalisme neutre, au service de la paix, dans un contexte et sur un lieu de conflit. Aussi vrai qu'elle est de mise

¹¹¹ Marie-Soleil FRERE, opus cité, p 40.

¹¹² Marie-Soleil FRERE, opus cité, p 41.

¹¹³ Maître de conférences au Département Développement de la London School of Economics. Auteur de «The media and conflict : war reporting and representation of ethnic violence» paru en 1999.

¹¹⁴ Conférencière auprès du Centre for Communication and Information Studies à l'Université de Westminster. Coauteur de «The media and conflict : war reporting and representation of ethnic violence» paru en 1999.

¹¹⁵ Marie-Soleil FRERE, op cit, p 35.

dans le journalisme traditionnel, elle se fait davantage minutieuse en journalisme « proactif ». Et si la terminologie peut prêter à confusion, cela ne saurait en aucune manière être un préjudice à la neutralité du journalisme. Car aussi bien le choix attentionné des termes, la bonne documentation pour un reportage de fond complet, qui met en exergue les deux protagonistes, et le dépassement de l'explication première donnée par les combattants sont des règles propres au journalisme classique. La constance demeure donc la pratique d'un journalisme scrupuleux, respectueux de toutes les règles du métier avec des journalistes curieux et dévoués à la tâche, ne se contentant pas juste des arguments premiers avancés par chaque camp pour justifier ses actes. A ce rythme, dès lors que les populations constateront que les médias font des efforts pour diffuser des informations bien fournies et justes, l'audiovisuel congolais regagnera lentement certainement, mais sûrement, la confiance du public.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

CONCLUSION

Désignés souvent par l'opinion publique comme détenteurs du 4^e pouvoir, les journalistes ont, à plusieurs égards à l'échelle planétaire, fait montre d'une légèreté qui a fait vaciller plusieurs jeunes démocraties. C'est le cas du Rwanda, de la Côte d'Ivoire en Afrique sans oublier les nombreux exemples européens où la presse a pesé de tout son poids dans les conflits. Je veux citer la Yougoslavie et l'Allemagne nazie. Il en est de même du Sénégal, où les journalistes ont oeuvré par des contrevérités à intensifier le conflit qui a opposé le pays et la Mauritanie entre 1989 et 1991. Et pourtant ils étaient censés être les garants de la démocratie par leur titre de «contre pouvoir». Et pour cause, ces «nouveaux chiens de garde»¹¹⁶ ont très tôt développé un appétit vorace pour la chose politique, nouant des relations préjudiciables à l'image de leur profession.

Au Congo Brazzaville, c'est par des rapprochements identitaires et idéologiques que les médias de l'audiovisuel ont glissé sur le terrain de la guerre avec comme arsenal des caméras, des micros, des stylos et un moral pour ragailardir les troupes. Certains même en tenue militaire, fusil à l'épaule. Et «en ne rencontrant que des "décideurs", en se dévoyant dans une société de cour et d'argent, en se transformant en machine à propagande, le journalisme s'est enfermé dans une classe et dans une caste. Il a perdu des lecteurs et son crédit»¹¹⁷. Et on aurait pu s'attendre à pire n'eût été la configuration particulière de l'audiovisuel national congolais. En effet, on pourrait attribuer le faible impact de la propagande des médias congolais sur les populations à la proximité des médias de RDC, plus facilement accessibles que les organes locaux. Ce qui n'a toutefois pas empêché la surexposition de ces populations aux médias étrangers et à leurs messages partisans.

Ce qu'il faut surtout souligner c'est cette relation «incestueuse» des journalistes avec les politiciens et autres opérateurs économiques qui veut que la vérité soit dissimulée et que le mensonge face office d'informations vraies. Au Congo Brazzaville, aucun média de

¹¹⁶ Serge HALIMI, Les nouveaux chiens de garde, France, Raisons d'Agir, 1997.

¹¹⁷ http://fr.wikipedia.org/wiki/Les_Nouveaux_Chien_de_garde

l'audiovisuel ne peut se targuer d'être professionnellement irréprochable. Et c'est donc par leur biais que la plupart des règlements de compte se sont faits au dépit de toute éthique et déontologie de la presse. Une situation qui s'exacerbe davantage à l'approche des échéances électorales. L'argent circule à flot dans les rédactions, le verbe ploie sous le poids des partenariats et on assiste à la floraison d'une presse peu scrupuleuse, seulement intéressée par l'appât du gain et la spéculation sur les futurs fidèles amis du pouvoir dans la presse. A Brazzaville comme dans bon nombre de pays africains et même en France, ces genres de médias ont montré leurs limites et le rôle préjudiciable qu'ils jouent dans la société. C'est pourquoi, un retour aux valeurs du métier s'impose avec une formation plus pointilleuse à tous les membres du secteur. Et cela est beaucoup plus valable pour les journalistes africains qui, pour la plupart, exercent le métier sans une réelle formation dans le domaine. Car, si les médias ont un rôle primordial à jouer dans le processus de démocratisation de nos pays, ils ont d'abord la mission de se faire leur propre respectabilité à travers l'exercice exemplaire de leur métier.

Les journalistes de l'audiovisuel congolais ont péché entre 1997 et 2002 par leur manque d'impartialité et d'objectivité dans le traitement de l'actualité inhérente aux différents conflits. Ils ont pour ainsi dire, chacun dans leur clan politique, joué un rôle pendant ces tragiques événements qu'ont connu le Congo Brazzaville. Par leur propagande pour les différentes parties aux conflits, leurs insinuations sur les compétences intellectuelles et le charlatanisme des leaders politiques en conflit, l'audiovisuel congolais a joué sa partition dans la guerre avec un parti pris avéré et un journalisme professionnel au rabais. Toutes choses qui ont eu pour incidence le déni de cette presse par une population qui, habituée à la pratique d'un journalisme teinté de l'héritage du monopartisme, s'est très tôt retournée vers la presse étrangère pour s'informer. Ce qui, à y réfléchir, donne le même résultat final ; les médias internationaux n'ayant pas échappé à la tentation de diffusion de messages partisans, encore moins aux rouages de la Françafrique qui sait peser de son poids pour préserver ses intérêts. Toutefois, il importe de reconnaître que le public congolais n'est pas non plus passif, car c'est muni de ses propres convictions qu'il opère le choix du média à

suivre. Et la spécificité de cette masse non uniforme réside dans le fait qu'elle a su se servir de sa connaissance des médias nationaux pour ne pas tomber sous le coup d'une propagande qui ne leur aurait certainement pas fait que du bien.

En somme, la catégorisation de la masse varie selon que les intérêts de cette dernière et des médias divergent. Dans le cas du Congo Brazzaville, nous nous sommes retrouvés en face de deux types de public : celui regroupant les partisans d'un même camp politique et qui crée la demande d'un média répondant à leurs idéologies, courroie de transmission des messages de leurs dirigeants et surtout organe servant à conforter les membres dans leurs choix politiques et ethniques. Ici, on comprend aisément que déjà canalisé par le même idéal politique, il n'y a aucun remous. On ne saurait non plus parler de manipulation, mais simplement que les médias remplissent juste une mission à eux assignée par le groupe. Ce dernier interagit donc sur les organes de presse à travers leur conviction politique qui n'est rien d'autre que la ligne éditoriale de ces médias. De l'autre côté, on est en présence d'un rassemblement de personnes n'appartenant à priori à aucun des partis en conflit en quête d'informations vraies qu'ils savent impossibles à avoir sur les chaînes nationales. Ce qui ne les empêche néanmoins pas de suivre aussi bien la presse étrangère que celle locale pour se faire leurs propres idées. Des personnes actives donc qui ne se contentent pas d'un seul discours mais qui les collectionnent tous pour une analyse et une synthèse personnelles.

La relation public-médias ne saurait donc être caricaturée en terme de médias fort et de public faible ou vice versa mais analysée plus profondément en se basant sur les spécificités de ce public, de son histoire et de ses attentes. Car, un auditoire fort face à un média peut être faible devant un autre média selon que les relations qui le lient à l'un ou l'autre divergent. Un public n'est fort et actif que dans un contexte précis ; il en est de même pour les médias. La seule constante est que la relation masse-médias est continuellement faite de manipulations.

Références bibliographiques

❖ Ouvrages généraux

- 1- ATTALAH Paul, *Théories de la communication : sens, sujets, savoirs*, Télé-université, 2000, Québec.
- 2- ATTALAH Paul, *Théories de la communication : histoire, contexte, pouvoir*, Télé-université, 1998, Québec.
- 3- BALLE, Francis, *Dictionnaire des Médias*, Paris, Larousse Bordas, 1998, 273p.
- 4- BAZENGUISSA-GANGA R., *Les voies du politique au Congo*, Paris, Karthala, 1997.
- 5- CAYROL, Roland, *La presse écrite et audiovisuelle*, Paris, PUF, 1973.
- 6- Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, *Les droits et les devoirs des journalistes : textes officiels*, Paris, CFPJ, 1992.
- 7- CHALIAND, Gérard, *La persuasion de masse : guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris : R. Laffont, 1992. 232p, 21cm.
- 8- CHRETIEN Jean Pierre, *Rwanda : les médias du génocide*, Paris, Karthala, 1995.
- 9- GRP – IPP sous la direction de Marie-Soleil Frère, *Afrique centrale- Médias et conflits : vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Complexe, 2005.
- 10- KIYINDOU Alain et Associés, *Communication pour le développement : analyse critique des dispositifs et pratiques professionnels au Congo*, Paris, EME, 2008.
- 11- KOULA Yitzhak, *Pétrole et violences au Congo Brazzaville : les suites de l'affaire Elf*, Harmattan, 2006.
- 12- LABROSSE, Renaud (Reporters sans frontières), *Les médias de la haine*, Paris, La découverte, 1995, 164p, 21cm.
- 13- MAKOUTA-MBOUKOU Jean Pierre, *La destruction de Brazzaville ou la démocratie guillotinée*, Paris, Harmattan, 1999.
- 14- SONI-BENGA Paul, *Les dessous de la guerre du Congo-Brazzaville*, Paris, Harmattan, 1998.

- 15- Université des Sciences et Technologies de Lille sous la direction de André Guichaoua, Exilés, réfugiés, déplacés en Afrique centrale et orientale, Karthala, 2004.
- 16- VERSCHAVE François Xavier, *Noir silence, Qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Les arènes, 2000.
- 17- YENGO Patrice, *La guerre civile du Congo-Brazzaville 1993-2002 « Chacun aura sa part »*, Paris, Karthala, Nov 2006, 446p.

❖ Publications et mémoires

- 1- CAMARA Mouminy, «La médiation en situation de guerre en Afrique de l'Ouest : le cas de la Côte d'Ivoire», Vol 1 et 2, Thèse, 2007.
- 2- Conseil supérieur de la liberté de la communication, «Recueil de textes législatifs», Janvier 2003.
- 3- Parutions du bi-hebdomadaire congolais catholique «La semaine africaine» de 1997.
- 4- SAM'OVHEY-PAQUIMA Guy-Noël, «Le statut de la presse congolaise», Communication, Brazzaville, Janvier 1997.
- 5- VERSCHAVE François-Xavier, «Françafrique : les médias complices ?», Débat d'Acrimed, 18 Janvier 2001, 10 p.

❖ Liens Internet

- 1- www.congoplus.info
- 2- www.etudesafricaines.revues.org
- 3- <http://extranet.senat.fr/rap/r97-376/r97-3769.html>
- 4- www.indesens.org
- 5- http://www.rfi.fr/actufr/articles/059/article_31571.asp
- 6- <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/congo.htm>
- 7- http://fr.wikipedia.org/wiki/Journalisme#L.27information_journalistiqu
- 8- http://fr.wikipedia.org/wiki/Les_Nouveaux_Chien_de_garde
- 9- http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cea_0008-0055_1968_num_8_31_3132

10- <http://congo-dechaine.info/content/les-origines-de-la-jmnr>

11- http://fr.wikipedia.org/wiki/Fondation_Hirondelle

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexes : Formulaire d'enquête

Bonjour !

Dans le cadre d'une recherche universitaire au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, nous vous serons grés de remplir cette fiche d'enquête pour une analyse des rôles joués par les médias locaux dans les crises politiques de 1997 à 2002 et leurs supposés impacts sur la population. Merci.

I – Identification

Nom

Prénoms

Age **Sexe** **Ethnie**

Statut social : - Cadre supérieur - Cadre moyen - Ouvrier - Profession libérale
- Chef d'entreprise - Elève/Etudiant - Ménagère – Autre

(Entourez la bonne réponse d'un cercle)

II – Questions

1- Où étiez-vous entre 1997 et 2002 ?

A Brazzaville - Dans une autre grande ville du Congo (Précisez.....)

A l'étranger - Dans une région rurale du Congo (Précisez

2- Quelle radio ou télévision locale suiviez-vous avant la période de 1997-2002 ?

.....
.....

3- Pourquoi ?

.....
.....

4- Etiez-vous informé(e) des différentes séries de conflits qui ont eu lieu au Congo entre 1997 et 2002?

Oui

Non

Sans réponse

5- Si oui, comment ?

.....
.....

6- Si non, pourquoi ?

.....
.....

7- Suiviez-vous une radio ou une télé précise entre 1997 et 2002 ?

Oui

Non

Sans réponse

8- Si oui, lesquelles ?

.....
.....

9- Pourquoi?

.....
.....

10- Si non pourquoi ?

11- Quels types d'informations avez-vous reçues de cette chaîne ou de ces chaînes ?

.....
.....

12- Quel degré de crédibilité accordiez-vous à ces informations et à ces chaînes?

- Grande

- Moyenne

- Faible

13- Ces informations ont-elles eu une incidence sur vous ?

Oui

Non

Sans réponse

14- Si oui, laquelle ?

.....
.....

CARTE TOPOGRAPHIQUE DE BRAZZAVILLE



QUELQUES IMAGES



Jean Mountanbaka, Animateur Radio Liberté. Lors de l'une de ses émissions consacrées à la scientologie, il a présenté Pascal Lissouba comme un être hystérique, atteint d'une tare congénitale, incapable de diriger.



Bernard Kolélas, ex Maire de Brazzaville. Il est décédé le 12 novembre 2009.



Brazzaville, ville fantôme au cours de la guerre de 1997.



Un camp de déplacés de guerre au Congo Brazzaville.



Jean Mountanbaka et un groupe de détracteurs de Pascal Lissouba sur Télé Liberté.



Quelques miliciens Cobras.



Pascal Lissouba, Président de la République du Congo de 1992 au 15 Octobre 1997.



Denis Sassou Nguesso, Président auto-proclamé du 15 Octobre 1997.